

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

CAP SUR CONSTANȚA

SOCIETE

Sous les sols,
la pollution

ECONOMIE

Schiste ou pas schiste ?

CULTURE

Pif arrive à Bucarest

Regard 55 / 15 mai - 15 juillet 2012 / 5 lei



Ne transformez pas l'assainissement de la ville en décharge!



ISSN 1843 - 7567

Photo de couverture : Lucian Muntean

RENCONTRE

Lia Bugnar, auteur et comédienne

SOCIÉTÉ

Sous les sols, la pollution
Quartier libre
Quand la violence s'empare de la famille

A LA UNE

Cap sur Constanța

ECONOMIE

Minés par le désespoir
Campagnes en manque
Schiste ou pas schiste ?

CULTURE

Pif arrive à Bucarest
Pionnier du « transmedia »
Livres ouverts, mais un peu seuls

CHRONIQUES

Nicolas Don
Isabelle Wesselingh
Matei Martin
Luca Niculescu

SANS COMMENTAIRE

Un dimanche matin du mois de mai, parc Cișmigiu à Bucarest. Une fanfare plutôt discrète joue de l'autre côté du pont. Elle interprète *Staying alive*, des Bee Gees. Curieux. L'ambiance est douce, des barques se croisent sur le lac. En face de moi, un vieil homme aux traits marqués, les cheveux tout blancs, ressemble beaucoup à Anthony Quinn. Il lance des graines aux pigeons, les regarde avec tendresse. Sur le banc d'à côté, un couple s'est assis. Ils ont une petite fille d'environ sept ans qui est handicapée, en chaise roulante. Elle est calme et souriante. Ils ont l'air reposé et savourent quelques madeleines, je crois bien que ce sont des madeleines. Une jeune femme passe devant nous en courant, habillée en tenue de sport rose et blanche. La petite handicapée continue de sourire. Son père lui donne un peu d'eau. Un autre vieil homme s'approche. Chemise blanche impeccable, pantalon beige en lin, il porte aussi un canotier et ne manque pas d'allure. Ses vêtements ont peut-être une trentaine d'années mais il les a soignés. Les oiseaux chantent et semblent vouloir accompagner la fanfare qui a repris après une pause. Cette fois, c'est *Yesterday*, des Beatles. Le couple avec l'enfant handicapée s'en va, tranquillement. Deux jeunes hommes se sont assis à leur place. Ils ne font rien de particulier, comme la plupart des gens qui sont ici. Quel temps magnifique, il n'y a pas un nuage. Et pas un papier par terre, le parc est propre, d'un vert éclatant. Je fais quelques pas, croise un grand-père qui tient son petit-fils par la main, tous les deux rigolent. Un peu plus loin, des chiens se courent après, eux aussi ont l'air de s'amuser. Bref, tout se passe plutôt bien dans ce parc Cișmigiu en ce beau dimanche matin de mai, et cela fait plaisir à voir. Je me rends compte aussi qu'aucune sonnerie de portable n'a retenti depuis au moins une heure. Ou bien est-ce la fanfare qui couvre les quelques rares nuisances sonores. Tiens, *My way*, de Frank Sinatra ; ça rend bien, *My way* en fanfare, les cuivres sont parfaits. Il y a des jeunes musiciens qui viennent sans doute du conservatoire situé juste à côté. Je décide de rentrer, avec un peu le regret de quitter cette belle atmosphère qui n'admet qu'une simple description, quelques légères observations tout au plus, mais n'a pas besoin d'être envahie par des opinions quelconques. Comme c'est trop souvent le cas ailleurs, partout. Un moment de vie, sans commentaire.

Laurent Couderc



Le rendez-vous fut pris au numéro 120 de Calea Victoriei, dans un lieu unique à Bucarest, le Green Hours, accueillant les meilleurs musiciens de jazz du pays, mais aussi ses grands (et plus petits) comédiens. C'est ici que Lia Bugnar a l'habitude de présenter ses dernières pièces de théâtre. Elle dit s'y sentir très à l'aise, comme chez elle. De fait, la conversation est souvent interrompue par quelqu'un qui la connaît et vient lui dire bonjour. Une conversation d'abord sur le théâtre, mais aussi sur sa vision des « choses » de la vie...

C'est une grande comédienne de théâtre, mais elle se préfère en auteur. Les pièces écrites par Lia Bugnar séduisent toujours plus un public avide d'histoires sur le quotidien, les sentiments, drôles surtout, sans grand décor mais avec des acteurs épousant sincèrement leur texte. L'une de ses dernières pièces, *Noi4* (Nous4), aura été jouée deux fois au festival international de théâtre de Sibiu (25 mai – 3 juin). Lia Bugnar vient par ailleurs de présenter en première *Melcul din Oberhausen* (L'escargot d'Oberhausen), précisément à Oberhausen, en Allemagne. Rencontre avec une artiste intègre, authentique, amène et gracieuse.

« MON SEUL SOUCI EST DE DISTRAIRE LE PUBLIC »

Regard : Vous avez déclaré dans un entretien récent que le théâtre était pour vous comme un *hobby*. Pensez-vous qu'une certaine distance, un peu de détachement est nécessaire pour être une bonne comédienne ou une bonne auteur ?

Lia Bugnar : Être une bonne comédienne ou une bonne auteur reste pour moi un idéal. Ce que j'ai surtout voulu dire, c'est que mon travail m'apporte beaucoup de plaisir. Et je n'oublie pas que j'ai de la chance de pouvoir en vivre.

Vous dites par ailleurs que vous n'aimez pas écrire, que vous préférez lire. Cependant vos textes ont du succès, comment faites-vous ?

Je ne sais pas. Je me concentre pourtant de la même façon dans tout ce que je fais. Mais il est vrai que d'autres choses ne donnent pas le même résultat, c'est comme ça.

Qu'est-ce qui vous attire chez un comédien, ce que vous attendez, quelles qualités correspondent le mieux à ce que vous écrivez ?

Son état de liberté, de liberté sur scène. Il s'agit d'une liberté très particulière, paradoxale, avec des limites bien définies mais qui reste pourtant infinie. Certains comédiens, ce ne sont pas les plus nombreux, sont dans cet état de façon naturelle. D'autres l'acquièrent en répétant

« L'homme au sens large est le personnage principal dans tout ce que j'écris, et non pas le Roumain »

beaucoup, en étant très attentifs. J'aime les deux variantes. Les qualités qu'un comédien doit avoir pour jouer une pièce que j'ai écrite ?... Il faut que je l'admire un peu, et que je l'aime encore plus. Je ne fais du théâtre qu'avec des amis.

Rêvez-vous parfois d'être une actrice, une metteur en scène ou une auteur de renommée internationale ?

Franchement, ce qui m'intéresse est avant tout d'avoir une salle pleine de

spectateurs. C'est tout. Dans mon cas, ce n'est pas très difficile, étant donné que la plupart de mes spectacles se jouent au théâtre du lundi de la Green Hours (Teatrul luni, au 120 de Calea Victoriei à Bucarest, ndlr). Et la capacité n'y est que de 80 personnes maximum. Par ailleurs, je vois et je considère un spectateur de Paris de la même façon qu'un spectateur de Calea Victoriei.

Considérez-vous que certains comédiens ou metteurs en scène occidentaux sont un peu trop prétentieux, vous qui appréciez les rapports simples entre les gens ?

Je ne sais pas, je ne les connais pas vraiment, j'en ai rencontré que rarement, et pas suffisamment longtemps. Mais je n'ai rien perçu de particulier, la seule différence est qu'ils habitent ailleurs.

De quoi avez-vous besoin dans votre travail en ce moment ?

De spectateurs. Au théâtre, on n'a pas besoin d'autre chose. Sans eux, rien ne se passe.

La Roumanie actuelle vous satisfait-elle en tant que comédienne et auteur ?

Je ne peux pas me plaindre, ça va. J'ai ce que je mérite, et même un peu plus. Ce que je souhaiterais ? J'aimerais aller au théâtre en bicyclette sans avoir peur des chiens. Pour le reste, c'est bien comme ça.

Que pensez-vous du cinéma roumain ?

Je crois qu'il faudrait sortir de notre moule, et faire un cinéma plus large, moins centré sur nous, sur notre passé récent notamment. Jusqu'à présent, et à quelques rares exceptions, on ne fait pas du vrai cinéma, un cinéma qui parfois peut faire rêver, un cinéma qui montre aussi de belles choses et pas seulement la misère. Un cinéma éclectique, ample...

Pensez-vous que les politiques devraient penser davantage à la culture qui a tendance à passer toujours au deuxième plan ?

Selon moi, les politiques ne sont pas une espèce à part. Ce sont juste des hommes avec des professions un peu étranges et plutôt ambiguës. C'est mon sentiment. Et je n'ai aucune idée de la place qu'ils donnent à la culture. Ce que je vois, c'est qu'il y a pas mal de théâtres et que les salles sont pleines. Si vous comparez ce fait avec la façon dont fonctionne la plupart des choses dans ce pays, je ne crois pas que la culture soit la plus mal lotie. Quoi qu'il en soit, mes pièces ne coûtent presque rien, il ne s'agit que d'histoires jouées par de bons acteurs. Récemment nous n'utilisons presque plus de décor. Les spectateurs sont tout autant charmés par un spectacle très cher que par un spectacle qui n'aura pas coûté un sou, à partir du moment où ce qu'on leur montre est bon et que ces spectateurs ne se sentent pas trompés. Ceci étant, le manque d'argent pousse souvent à offrir davantage, en termes artistiques. Par ailleurs, celui qui dit qu'il ne fait pas de théâtre parce que cela ne rapporte pas assez d'argent ne désire certainement pas vraiment exercer ce métier.

Ce qui vous plaît et vous déplaît en Roumanie ?

Pour moi, c'est un pays comme un autre, celui où je suis née et où je vis. De toute façon, chacun se construit son petit monde autour de lui, et c'est surtout dans ce monde que nous vivons. Plus généralement, ce que je n'aime pas dans ce pays, c'est la saleté. Et ce n'est pas une méta-

phore, je fais référence aux poubelles, aux toilettes publiques, et même aux maisons. Ce qui me plaît en Roumanie ? C'est que je suis ici chez moi.

Quels sont les traits de caractère que vous appréciez chez les Roumains et qui peuvent vous inspirer dans votre travail ?

Il n'y a rien qui m'impressionne chez les Roumains. Je suis moi-même roumaine, c'est quelque chose de naturel, je n'y pense pas. Et mon travail de création n'est pas ancré géographiquement. L'homme au sens large est le personnage principal dans tout ce que j'écris, et non pas le Roumain. D'après moi, les Roumains sont aussi

différents des autres peuples qu'ils sont différents entre eux. Je ne considère pas les Roumains comme un tout. Si je prends deux de mes amis, ils sont aussi distincts l'un de l'autre qu'un escargot et une girafe. Je suppose que c'est valable pour le reste de la population.

Comment voyez-vous le monde occidental ? Fatigué, frénétique, stressé ?

Je pense que les différences entre les pays à ce niveau-là ne sont pas vraiment visibles. Les gens d'autres pays font quotidiennement plus ou moins la même chose que ce que nous faisons nous, ici. Le pays où l'on se trouve n'a pas d'importance,

c'est la façon dont on occupe chaque minute, chaque heure, chaque jour ou semaine de notre vie qui est importante. Peut-être que d'autres pays ont des rues et des immeubles mieux soignés, mais les gens restent des gens, où qu'ils soient.

Vous sentez-vous révoltée ? Ou bien pensez-vous que c'est inutile ?

Si quelque chose me révolte, j'essaie d'y remédier, c'est tout. Mais je ne me sens pas révoltée de façon continue envers quelque chose en particulier; je ne sais même pas comment on peut y arriver. Quand quelque chose me dérange, je le dis très clairement afin que cela ne me

dérange plus à l'avenir. Chacun gère sa vie à sa manière. Pour le reste, pourquoi me révolter ? Je fais ce qui me plaît, je m'entoure de personnes qui me plaisent, et je vis exactement comme j'ai envie de vivre. Donc, pour revenir à votre question, je pense que oui, me révolter serait inutile. Je crois qu'il suffit d'essayer d'arranger les choses de sa vie du mieux possible. Quand je n'y réussis pas, je considère que c'est de ma faute. Et je l'accepte.

Quels ont été vos deux, trois derniers projets, et quel message avez-vous voulu transmettre à travers eux ?

Je n'ai jamais l'intention de transmettre un

quelconque message. Je travaille avant tout pour être proche de mes amis, de la scène, des répétitions. C'est comme ça que j'écris mes textes, avec cette impatience des retrouvailles, et c'est aussi la raison pour laquelle je dis que le théâtre est pour moi comme un *hobby*. Aucun message à transmettre donc, d'autant plus que les spectateurs sont des personnes que je ne connais pas. Je ne fais qu'écrire des histoires que je mets en scène, c'est tout. Mon seul souci est de distraire le public, et que certains n'aient pas la sensation d'avoir perdu leur temps et payé leur billet pour rien. Parmi mes derniers projets, il y a le spectacle *Fata din Curcubeu* (La fille de l'arc-en-ciel), un one-woman-show que j'ai écrit et mis en scène, et dans lequel joue Tania Popa, une comédienne qui m'a bouleversée au-delà de ce que je pouvais imaginer. Puis *Noi4* (Nous4), une pièce que j'ai également écrite, mise en scène par mon amie Dorina Chiriac. Et la plus récente, *O piesă deșănțată* (Une pièce déchaînée), toujours

« Je n'ai jamais l'intention de transmettre un quelconque message. Je travaille avant tout pour être proche de mes amis, de la scène, des répétitions »

mise en scène par Dorina. Moi-même, je joue dans *Noi4* et *O piesă deșănțată*, je m'amuse beaucoup, d'autant que dans ces deux spectacles, il y a des comédiens que j'admire et qui sont aussi mes amis.

Dernière question... Quels sont vos projets sur le plan personnel, plus de voyages, de rencontres ?

J'ai réalisé qu'il fallait être d'un optimisme désarmant pour pouvoir faire des projets. Donc, je n'en fais pas. Je préfère vivre chaque instant, le plus intensément possible, comme le dit l'un des personnages de ma dernière pièce. Les voyages ? Je suis plutôt casanière. Et pour ce qui est de rencontrer de nouvelles personnes... J'ai souvent la sensation de ne pas assez m'occuper des gens que je connais déjà, donc... Mais quand quelqu'un doit rentrer dans ma vie, il y rentre, qu'il y soit invité ou pas. L'univers s'occupe de ces choses.

Propos recueillis par Laurent Couderc
Photos : D. R.



SOUS LES SOLS, LA POLLUTION

La Roumanie s'étend sur près de 240.000 km², dont combien d'hectares sont contaminés ? C'est la question que se posent de nombreux experts depuis que la révolution de 1989 libère la parole à ce sujet. Une parole libérée, mais une mise en action qui tarde singulièrement, malgré de gros moyens mis à disposition.



Au printemps 2009, la société métallurgique Sometra arrête ses activités à Copșa Mică (département de Sibiu), laissant un sol contaminé par 20 ans d'activité sur plus de 800 hectares.

MOINS MEDIATISÉE QUE LA QUALITÉ de l'air, la rareté de l'eau, l'avancée du désert ou la disparition d'espèces animales, la pollution des sous-sols n'en est pas moins une problématique environnementale de la plus haute importance. L'Union européenne s'en préoccupe de plus en plus et tente depuis de nombreuses années d'établir là comme ailleurs des normes communes. Si le principe de « pollueur-payeur » est l'un des principes fondamentaux de l'Acte unique européen de 1987, la Directive sur la responsabilité environnementale (ELD) décidée en avril 2004 a franchi un pas supplémentaire en établissant un cadre de responsabilité en vue de prévenir et de réparer les dommages environnementaux qui résulteraient « d'activités professionnelles ». (1)

En intégrant l'Europe, la Roumanie a fait sienne cette directive. Mais comme de nombreux pays de l'ex-bloc soviétique, elle se trouve confrontée à un problème majeur : après une industrialisation forcée et une agriculture intensive, quid de ces nombreux sites désormais abandonnés ou cédés à des repreneurs

privés, qui sont profondément contaminés au point de présenter une réelle menace pour l'environnement et la santé publique ? Quelques-uns sont particulièrement spectaculaires, comme celui de Copșa Mică, dont les images ont marqué les esprits. Ou les travaux de l'autoroute transylvanienne à Turda qui ont récemment attiré l'attention. Ces sites contaminés sont qualifiés d'« historiques », du fait de leur héritage empoisonné provenant du passé, et « orphelins », parce que quiconque se garde bien de les revendiquer.

En 2007, la réalisation d'un inventaire de ces sites roumains contaminés a été entreprise, aux frais notamment de la Banque mondiale. Certains experts n'hésitent pas à en estimer le nombre à plusieurs dizaines de milliers, voire certaines de milliers. Or, 1 869 questionnaires seulement ont été retournés, dont certains seraient inutilisables, ne comportant aucune information exploitable. L'agence nationale pour la protection de l'environnement estime que 95% de ces contaminations sont d'origine industrielle, les 5% restant provenant de stocks de pesticides. La surface totale con-

cernée représenterait 900.000 hectares, mais serait largement sous-estimée.

Il faut reconnaître que la récolte d'informations est ardue : de nombreux sites ont vu leurs archives – quand il y en avait – disparaître avec la révolution de 1989 ; des produits toxiques n'étaient pas considérés comme tels à l'époque ; des industries ont enterré leurs déchets en catimini ; certaines personnes ont tout intérêt à dissimuler la dangerosité que présente un

La surface totale concernée représenterait 900.000 hectares, mais serait largement sous-estimée

terrain... « Parfois ne reste comme recours que le témoignage d'un paysan du coin, dont les certitudes restent approximatives », explique Adina Ihora, consultante privée. « Il faudrait pouvoir faire en tout lieu des prélèvements et des analyses qui, pour être fiables,

ont un coût rédhibitoire. » Surtout, la législation laisse à désirer, les critères restent flous, les procédures indéterminées, les discussions à ce sujet n'étant toujours pas closes. Il y a encore six mois, une nouvelle « stratégie nationale » a été lancée sur ce thème des sols contaminés, sans que rien n'en ressorte. « Et ce n'est pas le changement de ministre (de l'Environnement, ndr) qui va arranger les choses », note Cristian Agapie, consultant environnementaliste. « Avec les élections, l'année 2012 ne verra de toutes façons aucune évolution. »

En 2007, le ministère de l'Environnement et du Développement durable a établi un vaste Programme opérationnel sectoriel (POS) afin de solliciter les fonds européens disponibles pour y remédier. Différents « axes de stratégie », selon la terminologie en vigueur, ont été déterminés, allant de la prévention des risques naturels à la qualité de l'eau, en passant par la gestion des déchets et la protection de la nature et de la biodiversité. L'axe 2.2 porte précisément sur la réhabilitation des sites contaminés, et dispose d'une coquette enveloppe de 176,7 millions d'euros avec pour échéance 2013.

Pour l'heure, seulement 22% de cette somme semble avoir trouvé bon usage. Au prix d'un processus interminable, trois sites pilotes ont en effet été déterminés pour en bénéficier : le premier se trouve à Crângurile (sud du pays) et concerne une pollution d'origine chimique ; le second est le lac Peștelui, à Câmpina (sud), gravement contaminé par des résidus pétroliers. Le troisième est une ancienne usine de lindane, un puissant insecticide interdit dans de nombreux pays, à Poșta Rât, Turda (nord-ouest). Les coûts de chaque projet sont estimés respectivement à 10,4 millions, 2,4 millions et 20,7 millions d'euros.

Il est convenu que 80% de ces fonds viennent de l'Union européenne via l'ERDF (European Regional Development Fund), 18% de l'Etat roumain, et 2% des municipalités concernées. Or, fort peu d'entre elles sont à même de déboursier des sommes conséquentes. D'où peut-être leur manque de zèle à postuler, pour des démarches longues et fastidieuses, coûteuses et au final, risquées. Mais « l'argent n'est pas une raison suffisante, estime Cristian Agapie. Il y a clairement un manque

de volonté. Tant que rien ne contraindra les responsables à s'activer, rien n'avancera ». De fait, le sujet est connu, rabattu, mais rien ne se passe.

Il semble que le seul projet qui tienne la route à ce jour soit privé : celui d'OMV Petrom à Străulești, au nord de la capitale. « Mais c'est l'Etat roumain qui paie, sinon... » commente Florina Mirescu, du cabinet de consultants Artelia. « Il ne faut pas se leurrer, ajoute-t-elle. La décontamination des sols est extrêmement coûteuse ; on ne l'envisage que si l'on est sûr qu'elle sera rentable. » L'entreprise Renault en a fait les frais en 2008, après avoir obtenu la concession d'un site à Titu-Boteni, au nord-ouest de Bucarest, sur une ancienne base militaire imprégnée de kérosène. « Soyons réalistes, on ne peut pas tout remettre en état comme du temps d'Adam et Eve, admet Adina Ihora, mais en Roumanie, on fait semblant de se soucier d'environnement. Juste semblant. »

Béatrice Aguetant
Photo : Mediafax

(1) Pour en savoir plus au niveau européen : http://ec.europa.eu/environment/soil/index_en.htm

La passion de l'héritier de la couronne britannique pour la Transylvanie n'est plus un secret. Amoureux de la région, de ses paysages et de son patrimoine, il y possède plusieurs maisons. Après Sighișoara et Viscri, il a acquis une demeure à Valea Zălanului, devenue l'une de ses résidences. Et quand Charles n'est pas là, elle se transforme en maison d'hôtes. Regard s'y est invité.

UNE NUIT chez le Prince Charles

TROIS JOURS PLUS TOT, LE PRINCE

Harry avait emprunté exactement le même chemin, perdu au milieu des collines du département de Covasna. Cette longue route caillouteuse mène à Valea Zălanului ou Zalanpatak comme l'appellent les Hongrois, majoritaires. Un petit village de 120 âmes, coupé de tout, où les ours et les oiseaux sont plus nombreux que les voisins. Les portables ne captent que sous un arbre bien précis, connu des seuls habitants. C'est dans ce bout du monde que le *bad boy* de la famille royale britannique est venu passer le week-end de Pâques. Plus exactement dans la dernière maison du village. Celle rachetée et rénovée par son père, Charles, amoureux fou de la Transylvanie, en 2008.

Derrière un large portail de bois, la propriété apparaît enfin. Deux maison-

nettes rénovées de façon traditionnelle, l'une abritant les chambres, dont la « suite royale ». L'autre, dont la façade est frappée des armes du Prince de Galles, héberge la cuisine et une grande salle de vie, qui fait office de salle à manger, salon, salle de lecture ou de causerie au coin du feu. Entre les murs, tout est raffiné, de bon goût et une attention minutieuse est prêtée au moindre détail. Dehors, la nature, sauvage et préservée, apaise et suspend le temps. Dormir entre des draps brodés, dans un lit en bois massif. Se balader sur les crêtes en observant les orchidées. Guetter les ours au crépuscule. Dîner face au feu de bois, en dégustant une *palinka* au cumin et une excellente cuisine paysanne. L'invitation au voyage est devenue réalité, « tout n'est que luxe, calme et volupté... »

Zalanpatak n'est pas la première propriété du Prince Charles en Transylvanie. Mais « *ici, c'est différent ; Zalanpatak est vraiment LA maison roumaine du Prince, sa résidence, comme le prouve la visite de sa famille. C'est ici qu'il vient faire le plein d'énergie* », confie le Comte Tibor Kalnoky. Proche du Prince Charles (il a notamment été invité au « mariage du siècle », de William et Kate), il s'est chargé de la rénovation

« **Zalanpatak est vraiment LA maison roumaine du Prince, sa résidence, comme le prouve la visite de sa famille. C'est ici qu'il vient faire le plein d'énergie** »

de cette demeure, en assure la gestion, et entreprend de conter son histoire... « Ce village a été fondé par mon ancêtre qui est aussi un lointain ancêtre du Prince Charles, et s'est développé autour de la manufacture de verre au 17ème siècle. Cette maison, un peu isolée, plus imposante que les autres, était celle du contremaître. Jusqu'en 2008, elle était habitée par une vieille dame. A sa mort, j'ai convaincu le Prince de la racheter et la rénover », explique le Comte, dans un français parfait. « Ici, il retrouve tout ce qu'il aime en Transylvanie : l'harmonie entre la nature, sauvage, préservée, et la culture et le mode de vie traditionnel. »

L'ombre du Prince plane entre ces murs. Sur une poutre, le Comte a fait graver « Cette maison a été rénovée par Tibor

Kalnoky pour le Prince de Galles ». Une photo du prince héritier trône sur un secrétaire. Dans « sa » chambre, les savons sont *made in Highgrove*, la fondation environnementale du Prince. « Il est présent partout, confirme Tibor Kalnoky. Il s'est fortement impliqué dans les travaux, a donné son avis sur tout, des plans à la couleur des rideaux ! Il a lui-même apporté de nombreuses peintures pour orner les murs. »

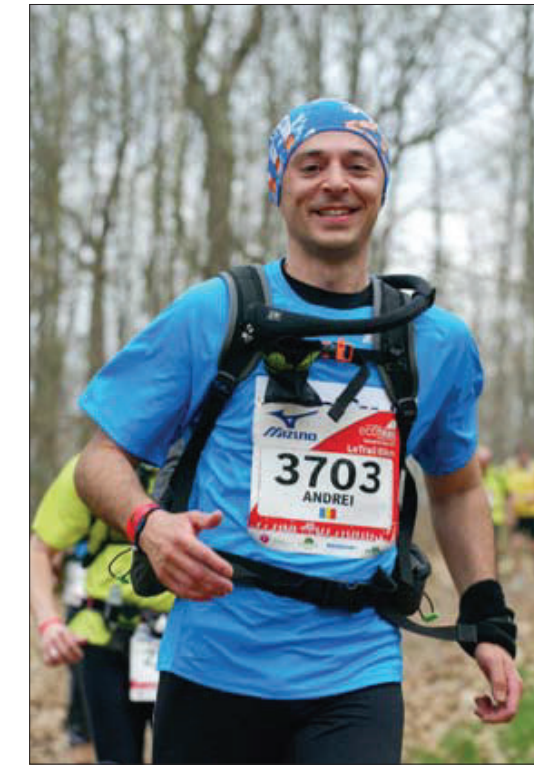
Mais pour transformer la maison paysanne délabrée en résidence royale, il a fallu trois ans. Les plans ont été dessinés par l'architecte roumaine Silvia Demeter-Lowe, et les travaux réalisés par l'équipe d'artisans du Comte, qui a déjà restauré plusieurs demeures rétrocedées à la famille Kalnoky, en respectant les techniques traditionnelles. Ici, pas de termopan qui tienne, tout se fait « à l'ancienne », comme le résume un des six artisans, occupé à « passer un mur à la chaux ». Le mobilier, lui, a été récupéré et acheté dans la région, et restauré par des artisans locaux.

Traditionnel et local, tels sont les deux maîtres mots du projet de développement qui accompagne cette restauration. « Notre objectif est de montrer comment on peut rénover une maison sans dénaturer son caractère, développer une certaine forme de tourisme pour contribuer à ce que les gens gardent leur style de vie, préservent le patrimoine, tout en ayant un meilleur niveau de vie », détaille le Comte. Ainsi, quand le Prince n'est pas là – 51 semaines sur 52 – Zalanpatak se fait maison d'hôtes et accueille touristes étrangers (essentiellement britanniques) et roumains, à qui elle propose balades nature, observation des oiseaux, visite de la région, sous l'égide de Gabor, un jeune Hongrois. 23 personnes – toutes du village et de la région – travaillent actuellement entre Zalanpatak et Miklosvar (propriété du comte, autre maison d'hôtes), et la majorité des produits – nourriture et matériaux pour les travaux de rénovation – sont achetés sur place. Au-delà de ces bénéfices directs, la présence de Charles dans le village « est un vrai atout pour la Roumanie », estime le Comte Kalnoky, « il contribue à diffuser une image positive du pays ». A en croire la rumeur villageoise, le Prince devait revenir dans sa *casa* du bout du monde au mois de mai.

Texte et photo : Marion Guyonvarch

Plus d'informations sur : www.transylvaniacastle.com

DE HAUTES FOULEES



Le 9 juin, 110 marathoniens seront sur la ligne de départ du Transmaraton, première course à pied sur « la plus belle route du monde », la Transfăgărășan.

Andrei Roșu

ELLE EMPRUNTE LE PLUS LONG tunnel routier de Roumanie (887 mètres) et s'étend sur plus de 90 km... Construite entre 1970 et 1974 par Nicolae Ceaușescu pour des raisons de stratégie militaire, la Transfăgărășan, perchée à un peu plus de 2000 mètres d'altitude, traverse les monts Făgăraș. Et c'est sur cette fameuse route que l'athlète Andrei Roșu a décidé de lancer son marathon national.

Avec sept marathons et sept ultra marathons (distance supérieure à 40 km) courus sur sept continents en 2011, Andrei Roșu n'est pas un inconnu ; il a d'ailleurs gagné sa place dans le livre Guinness des records. Fasciné par le paysage de la Transfăgărășan, Andrei est persuadé que « les participants au Transmaraton vivront une expérience unique, entourés d'un paysage si merveilleux (...) Et puis cette route asphaltée plaira autant au coureur de ville qu'à celui qui préfère la montagne. Je pense d'ailleurs qu'à l'avenir les marathons se dérouleront davantage sur des routes de montagne ».

Vu le grand nombre d'inscrits, Andrei et son équipe ont dû procéder à une sélection par tirage au sort afin d'arriver à un maximum de 110 concurrents, dont plu-

sieurs sont d'ailleurs des étrangers résidant en Roumanie. Dix d'entre eux courront un ultra marathon de 70 km, et cent un semi-marathon de 21 km. « Un entraînement de plusieurs mois avant la course est vital, explique Andrei Roșu, il faut savoir tout calculer : la nourriture, l'eau, les temps de repas, le dosage d'effort pour chaque demi-heure, pour chaque heure... ».

Avec un budget initial de 7000 euros, l'épreuve, organisée en partenariat avec le Ro Club Maraton de Roumanie, a aussi pour but de collecter des fonds pour deux organisations caritatives : Hospice Casa Speranței qui soutient depuis 20 ans les malades incurables, et Viitor Plus, dédiée à l'éducation des jeunes sur l'environnement. Actuellement, Viitor Plus développe le projet Pădurea Copiilor (La forêt des enfants), qui prévoit la plantation de 10.000 arbres sur l'ensemble du pays. L'objectif des organisateurs est de récolter au moins 10.000 euros pour ces deux organisations. A noter que chaque marathonien disposera de sa propre page Internet, où les « supporters » pourront notamment faire des donations.

Daniela Coman
Photo : D. R.

SORTIR **EN PLEIN AIR**

Près de 45% des Roumains qui vivent en milieu urbain disent être allés pique-niquer au moins une dizaine de fois l'année dernière, d'après un sondage effectué par la société de marketing Daedalus Millward Brown entre le 1er et le 30 mars 2012 sur un échantillon de 1 000 personnes. La conception du pique-nique est le traditionnel *grătar* pour une grande majorité des participants à ce sondage, mais aussi les jeux ou la simple balade. Les ordures jetées en pleine nature dérangent toutefois 97,3% des sondés, ainsi que le manque d'équipements (89,6%), d'espaces aménagés (68,5%) et de places de parking (63%).

Jonas Mercier.
Photo : Mediafax



Pique-nique dans la forêt de Timișoara (Padurea Verde) lors du 1er mai, journée internationale du travail.

**UNE CHAMBRE A
GAZ D'AUSCHWITZ
RECONSTITUEE**

Le musée de l'Holocauste de Transylvanie, à Șimleu Silvaniei (nord-ouest du pays), va bientôt proposer à ses visiteurs la reconstitution fidèle d'une chambre à gaz du camp d'extermination autrichien d'Auschwitz. Ce projet fait partie d'un vaste plan de réhabilitation du musée qui se situe dans l'ancienne synagogue de la ville. Par ailleurs, selon le directeur du musée Daniel Stejeran, un centre pour l'étude de l'Holocauste verra également le jour dans cette petite ville. Les travaux devraient être finalisés d'ici à la fin de l'année. J. M.

L'OIF en action

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) vient d'accorder cette année 10.000 euros à la fondation Francofonia (éditrice du bimestriel *Regard*). A travers cette donation, l'OIF veut soutenir la revue afin notamment qu'elle se dote d'un nouveau site Internet, ainsi que d'une version électronique adaptée aux tablettes de type iPad. L'action de l'OIF suit un séminaire qu'elle a organisé mi-décembre à Bucarest réunissant les responsables de journaux francophones édités dans les pays où le français est langue minoritaire. L. C.

L'ASSOCIATION ATELIERE FARA FRONTIERE FETE SES TROIS ANS EN ROUMANIE

Recycler et réparer d'anciens ordinateurs, faire travailler et accompagner vers le marché du travail classique des personnes en grande difficulté, tout en œuvrant pour la protection de l'environnement... C'est la belle mission que mène depuis trois ans déjà l'association Atelier Fără Frontiere (Ateliers Sans Frontières) en Roumanie – l'anniversaire sera célébré le 22 mai. « 2900 ordinateurs ont été réparés par 70 personnes que nous employons. Offerts par plusieurs sociétés, ces ordinateurs sont ensuite donnés à d'autres associations ou écoles partenaires », explique Daniel Matei, responsable communication d'Atelier Fără Frontiere. Cette association travaille en partenariat avec le Samusocial de Roumanie, et l'appui du Fonds social européen. Mihaela Cărbunaru

LES FONDS MANQUENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Deux programmes phares du ministère de l'Environnement – la prime à la casse Rabla et l'aide au système de chauffage écologique Casa Verde – pourraient bien être bloqués en 2012. Le ministère a reconnu le 25 avril dernier que les fonds étaient « plus modestes », et ne pourraient pas couvrir tous les besoins si la demande se maintenait au niveau des années antérieures. En 2010 et 2011, face au nombre de demandes, les autorités avaient augmenté les fonds initialement prévus pour ces deux programmes. J. M. Photo : Mediafax



**Le DEX désormais
POLITIQUEMENT
CORRECT**

Le fameux Dictionnaire explicatif de la langue roumaine (DEX) a été revu à la suite de critiques sur plusieurs définitions jugées « racistes » ou « antisémites ». Le DEX précise dans sa nouvelle édition que les termes dérivés du mot *rom* (tsigane) sont « péjoratifs », ce qui n'était pas le cas auparavant. La définition du mot *jidăni*, youpin en français, a également été modifiée, la mention « terme injurieux et raciste visant un Juif » ayant été rajoutée. Ce terme était simplement qualifié de « synonyme familier de Juif » dans la précédente édition. J. M.

**MAINMISE DES POLITIQUES
SUR LES MEDIAS**

Selon un rapport publié en mai par l'ONG roumaine de surveillance des médias ActiveWatch, les politiciens s'investissent de plus en plus directement dans le paysage médiatique depuis 2011. Le rapport montre en effet que plusieurs personnalités politiques ainsi que des conseillers sont propriétaires ou gèrent des chaînes d'informations locales et nationales créées l'an dernier. Pour l'ONG, cela s'explique par les échéances électorales de 2012 et impacte fortement sur la liberté éditoriale et sur la crédibilité des journalistes de ces médias. D'autre part, selon ActiveWatch, le boom des chaînes d'informations sur le marché soulève la question de leur viabilité économique, car pour la plupart d'entre elles, les revenus publicitaires ne montrent actuellement aucun signe de reprise (voir aussi l'article « A la chaîne » du numéro 54 de *Regard*). François Gaillard

SANTE : PREMIERE BANQUE DE CELLULES SOUCHES EN ROUMANIE

L'Institut clinique Fundeni continue sa série de premières médicales avec l'inauguration récente de la première banque capable de traiter et de stocker des cellules souches. Le système de santé roumain s'aligne donc sur les normes internationales dans ce domaine. La banque servira à la fois aux patients dans l'attente d'une transplantation et aux donneurs. A terme, l'Institut Fundeni pourra transplanter ses patients avec des cellules provenant à la fois du registre national en cours d'achèvement et des registres internationaux. Cela permettra sans doute à l'Etat roumain, qui a investi 250.000 euros dans le projet, de faire des économies car le coût d'une transplantation est bien moins élevé sur place qu'à l'étranger. F. G.

Le rosé fait campagne

Pour la deuxième année consécutive, les vignerons locaux et les importateurs organisent une vaste campagne nationale pour promouvoir le rosé, baptisée « Le printemps en rose ». Les quelque 40 restaurateurs participants, dont la majorité se trouve à Bucarest, proposent jusqu'au 5 juin des menus adaptés et des informations sur le rosé. Les clients qui viennent habillés en rose seront même récompensés par différents prix. J. M.



TOUTE DOREE ET IMMOBILE

Chaque grande ville, un tant soit peu touristique, a son homme ou sa femme/statue. Depuis peu, Bucarest aussi. Elle trône au milieu du centre historique, dans le quartier de Lipscani, provoquant la curiosité des badauds, et l'incrédulité des enfants.

Texte et photo : Julia Beurq

LA CHRONIQUE DE NICOLAS DON

LE VERTIGE DU GOUFFRE

2012 est une grande année sportive, avec deux évènements planétaires : en juin, les Championnats d'Europe de football, en Ukraine et en Pologne, puis – dès le mois suivant – les Jeux Olympiques de Londres.

Pour les Roumains, à ces deux superbes affiches, s'est ajoutée la finale de l'Europa League de football, qui a eu lieu à Bucarest le 9 mai dernier. Mais... sur le tout nouveau et très beau stade National Arena, se sont affrontées deux équipes espagnoles. La Roumanie ne participera pas à la phase finale de l'Euro 2012. Et elle aura peu de chances de médailles à Londres.

Le sport roumain traverse une crise sans précédent. Ses principaux responsables n'hésitent pas à parler de chute libre – sans parachute – et même de mort clinique.

Pour ce qui est du foot, la génération dorée des Hagi, Popescu, Răducioiu et consorts, quarts de finaliste de la Coupe du monde 94, n'est plus qu'un souvenir fané. Les tricolores n'ont rien réussi de notable depuis. Ils n'étaient pas du voyage sud-africain en 2010, ils n'iront pas à l'Euro 2012.

Au niveau des équipes de club, si le Steaua remportait la Ligue des Champions en 1986 – aux dépens de Barcelone (eh oui !) – aujourd'hui, passer un tour en Europa League est considéré comme un exploit. Au niveau international, les équipes roumaines font de la figuration. Le championnat local est miné par d'interminables

et incessantes affaires de corruption, de pots-de-vin, de malversations, de matchs truqués et de magouilles sur les transferts.

Aux Jeux Olympiques, on vit, là encore, sur des souvenirs. La reine Nadia en 76 à Montréal, les médailles de Gabi Szabo en athlétisme ou celles de Mihai Covaliu en escrime.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'argent. Le Comité olympique et sportif roumain a demandé à l'Etat 68 millions de lei pour préparer les JO de Londres. Il en a reçu un peu plus de 9.

Que faire alors ? En 2010, le gouvernement Boc avait supprimé le ministère de la Jeunesse et des Sports, remplacé par une Autorité nationale, censée simplifier la communication et la circulation des fonds dans ce domaine. Ce fut un échec. D'où la campagne initiée récemment en faveur de la création d'un ministère des Sports, dont le budget pourrait être alimenté par des sponsors privés.

Ceux qui sont à l'origine de cette initiative proposent un Pacte national du sport roumain, qui devra s'imposer à tout nouveau gouvernement. Ils ont – comme on dit à Hollywood – des visages mondialement connus. En voici seulement trois, qui se passent de présentation et de commentaires : Nadia Comăneci, Gheorghe Hagi, Ilie Năstase.

Nicolas Don, journaliste et fondateur de Telenews.



Depuis près de 10 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eau, assainissement, gaz, etc....), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérise nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation Acvatot** qui développera des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même souci de développement durable, notre centre de formation **ACVASCHOOL** formera nos collaborateurs à toutes nos techniques ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.



Contact:
5 - 25, rue Popa Lazar, bâtiment C14, étages 1+2, Secteur 2, Bucarest
Tel.: 0040 212 520 860 • Fax: 0040 212 520 834 • contact@acvatot.ro

www.acvatot.com



QUARTIER LIBRE

Depuis 2009, trois groupes d'organisation communautaire ont vu le jour à Bucarest. Deux à Drumul Taberei – Callatis et Favorit – et un dans le quartier Lacul Tei. Ces trois initiatives citoyennes qui ont pour but d'améliorer la vie des Bucarestois dans leur quartier, sont soutenues par le Centre de Ressources pour la participation publique (CeRe). Eclairage avec Nicoleta Chiriță, la coordonnatrice de ces trois projets.

Regard : Comment s'est créé le groupe d'organisation communautaire du quartier Lacul Tei ?

Nicoleta Chiriță : En 2009, pendant deux mois, j'ai posé des questions aux habitants de ce quartier, m'intéressant aux problèmes qu'ils y rencontraient. C'est la première étape dans toute organisation communautaire : écouter les problèmes et les besoins des gens. En tout, 120 foyers se sont confiés à moi. Beaucoup se sont évidemment épanchés sur le montant de leur retraite. Mais on a essayé d'avancer vers des problèmes d'ordre commun qui touchent l'ensemble des habitants du

quartier. En parallèle, nous avons identifié vingt personnalités du voisinage pouvant s'impliquer dans la résolution de ces problèmes.

Et après ces deux mois d'entretiens ?

Nous avons alors expliqué à ces vingt personnes pouvant porter la voix de leurs concitoyens notre intérêt à s'impliquer à leurs côtés. Mais ce ne fut pas évident, la notion de démocratie participative est ici un concept très flou. Il a fallu éclaircir la cause que l'on défend, celle de renforcer la société civile. Puis on est passé à la deuxième étape : on a réuni neuf de ces

vingt personnes autour d'une table afin qu'ils se connaissent mieux et qu'ils puissent résoudre ensemble les problèmes de la communauté. On essaie de créer une communauté solide à qui on insuffle des valeurs démocratiques.

Comment s'est passée cette rencontre ?

Ensemble, ils ont débattu d'une trentaine de problèmes que nous avons cernés lors des entretiens. Ensuite, avec notre soutien, ce groupe a invité plusieurs membres du quartier, une cinquantaine de personnes, pour leur présenter les sujets dont ils avaient discuté. Il en est ressorti quatre

priorités : résoudre le manque de places de parking, le manque de trottoirs, la propreté du quartier, et la réhabilitation thermique des blocs. Ils ont formé des groupes de travail et ont monté « un plan de bataille » afin de sensibiliser les autorités.

Comment la mairie a-t-elle réagi vis-à-vis de cette démarche citoyenne ?

Concernant le manque de trottoirs, les habitants ont écrit des lettres, des pétitions, mais leurs demandes ont été rejetées, les séances d'audience continuellement repoussées. Quant au parking, il a fallu attendre trois mois entre l'avis favorable de la mairie et l'installation de panneaux expliquant l'alternance des places de parking sur le boulevard. Pendant ce temps-là, les habitants ont mis la pression constamment. Aujourd'hui ces deux problèmes sont enfin résolus.

Et quelles sont les revendications des habitants du quartier Drumul Taberei ?

Depuis l'automne dernier, le groupe Callatis se bat pour la rénovation d'un parc pour enfants. Les travaux devraient commencer très bientôt, sous la surveillance des habitants. Ils ont réussi, mais il est difficile de se réjouir, c'est tellement fatigant de négocier avec les autorités. Cette victoire a un goût amer car ces citoyens veulent également gagner le respect des mairies, et ce n'est pas le cas.

Et le groupe Favorit ?

La bataille menée par le groupe Favorit est difficile car les enjeux sont énormes. Il s'agit de la réhabilitation du cinéma Favorit en centre culturel. En 2010, 80 personnes se sont mobilisées jusqu'à ce que le maire du secteur 6 annonce son accord. En 2011, la mairie a réalisé une étude de faisabilité, estimant le montant des travaux à 8,2 millions d'euros. Selon nos experts, ces coûts sont surestimés. Nous avons été confrontés à ce dilemme en permanence : accepter de réaliser la réhabilitation du cinéma sachant que les coûts sont surévalués ou alors, ne pas accepter par intégrité, sachant que cet argent n'ira pas au bon endroit. On attend maintenant que la mairie lance l'appel d'offres pour le projet technique. Mais tant que le maire n'est pas assuré de sa réélection, il ne veut pas commencer les travaux. L'idéal serait de profiter de cette période électorale afin de mettre dans l'agenda de tous les candidats la réhabilitation de ce cinéma.

Le combat a l'air difficile avec la mairie de ce secteur ?

En effet, car les autorités n'ont pas l'habitude que les habitants s'intéressent au budget prévisionnel de leur mairie. Dernièrement, ils y ont découvert l'attribution d'une somme de 2,3 millions d'euros pour l'édification d'une statue. Les citoyens commencent à prendre conscience de ce genre d'aberration et à faire pression afin que leurs propositions concrètes soient considérées. Finalement, le montant de la statue sera de 850.000 euros et le reste de la somme sera allouée à des places de parking et non pas pour la rénovation du cinéma, comme on l'avait souhaité.

Qu'est-ce qui pousse finalement ces citoyens à se mobiliser ?

Pour certains, ces problèmes de quartier les affectent profondément dans leur vie quotidienne, il devient pour eux urgent de les résoudre. D'autres comprennent qu'il est important de ne pas être indifférent au sort de ses voisins. D'autres veulent responsabiliser les autorités car ils estiment que l'argent public n'est pas utilisé à bon escient et en faveur des citoyens. Enfin, beaucoup de retraités qui ne sont plus actifs veulent se sentir de nouveau utiles.

Julia Beurq
Photo : Mihai Barbu

Pour plus d'infos :

www.ce-re.ro/home

www.callatis-drumultaberei.blogspot.com

www.laculteinfo.wordpress.com

www.initiativafavorit.blogspot.com

CHOISISSEZ LE CONFORT !

Leader pour les services en efficacité énergétique
Le meilleur prix de chaleur en Roumanie
Toutes nos Energies pour un développement durable

Dalkia Roumanie

Bucarest, 41 rue Frunzei, secteur 2
 tél. +40 21 322 86 37
 fax +40 21 320 94 36
www.dalkia.ro
secretariat@dalkia.ro

LES POISSONS DE SAM

Destin peu commun : un Nigérian s'est lancé dans l'élevage des poissons-chats d'Afrique dans un village de Moldavie roumaine. Sa petite entreprise est en pleine expansion et pourrait servir d'exemple dans une région désertée par la jeunesse.

IL S'APPELLE SAMUEL ADEDOKUN

Adeyinka, mais dans le village de Curteni tout le monde l'appelle Sam. Ce petit bourg de 300 âmes est situé en Moldavie, dans le département le plus sinistré de Roumanie : Vaslui. Où la majorité des jeunes est partie chercher du travail à l'étranger. Pourtant, c'est ici que ce Nigérian de 29 ans au grand sourire a décidé de poser ses valises. C'était il y a deux ans. Aujourd'hui, c'est comme s'il avait toujours habité à Curteni, parole de voisin : « *Cela me fait du mal quand quelqu'un dit qu'il est noir, parce qu'il n'est pas noir mais surtout très gentil.* »

En fait, Sam n'a pas vraiment choisi Curteni, il a suivi sa femme. Leur histoire d'amour a débuté à Chypre où ils se sont connus. Elle, Oana Ciurmac, ingénieur forestier, était partie chercher du travail. Lui aussi. Ils se sont plu et Oana a finalement réussi à convaincre Sam de l'accompagner dans son village natal. « *C'était difficile pour lui de trouver un travail ici alors nous avons eu l'idée de monter une société qui puisse nous impliquer tous les deux,* raconte Oana. *Une petite affaire de famille.* » C'est comme ça que l'élevage des poissons-chats africains de Curteni a vu le jour. « *Il est bien moins gras que le poisson-chat roumain et les Européens de l'Ouest en sont très friands,* lance Sam dans un anglais aux résonances roumaines.

UNE AFFAIRE A SUIVRE

Dans la maison paysanne des parents de Oana, Sam a construit quatre bassins en



Sam au milieu de ses poissons-chats dans la maison paysanne de Curteni.

bois, improvisé un système d'alimentation en eau et y a versé un millier de poissons. Il est allé les chercher en Hollande, où l'on importe beaucoup de cette espèce. Certes, les rudes hivers moldaves ne sont pas favorables à ces poissons du soleil, mais avec l'aide de la soba (fourneau en briques), Sam parvient à maintenir l'eau à une température confortable. « *On chauffe tout l'hiver avec du bois et l'été, on les met dans d'autres bassins.* » Et l'élevage de Sam a débuté sur les chapeaux de roues. A 14 lei le kg, son poisson s'est très bien vendu et le bouche-à-oreille lui a permis de se constituer une clientèle variée. « *Les gens aiment bien et ils reviennent. J'ai eu des clients de Vaslui, Iași, Bacău et même de Chișinău (capitale de la république de Moldavie, ndlr).* J'espère négocier dans le futur avec des restaurants et des magasins, mais pour l'instant je n'ai pas le volume nécessaire. »

Car Sam a bien l'intention de s'agrandir. Avec sa femme, ils ont acheté un terrain annexe à la maison dans le but de construire une halle bien plus vaste, y transférer leurs bassins et agrandir leur capacité d'élevage. Le poisson-chat africain de Sam pourrait bien devenir un exemple à suivre pour la jeunesse de Curteni. Car au fond, beaucoup de Roumains ne sont pas bien différents des Nigériens : chacun cherche à quitter son pays dans l'espoir de trouver une vie meilleure à l'étranger.

« *Un homme est venu m'acheter du poisson après avoir lu un article dans la presse locale. Il m'a demandé si j'étais roumain et quand j'ai répondu que non, il m'a dit : "merci". J'ai demandé pourquoi... "Parce que grâce à toi, d'autres viendront".* »

Jonas Mercier
Photo : J. M.

UN AUTRE POISSON AFRICAIN BIENTOT DANS LES ASSIETTES ?

Un projet mené par le centre de recherche et développement piscicole de Nucet (sud) vise à mettre au point une technologie d'élevage intensif du Tilapia. Ce poisson africain d'eau douce est déjà élevé et consommé dans plusieurs pays comme la Chine ou le Brésil. En Roumanie, des sociétés se sont montrées intéressées pour l'élever en quantité industrielle. « *Ce poisson dispose d'une flexibilité extraordinaire et la technologie pour son élevage est quasiment au point,* note Marilena Talpeș, de l'Institut pour l'écologie aquatique de Galați, partenaire du projet. *Mais il existe un danger important en cas d'introduction dans nos rivières, car il se reproduirait très vite et pourrait déséquilibrer la biodiversité.* »

QUAND LA VIOLENCE S'EMPRE DE LA FAMILLE

MENACES, CHANTAGES, COUPS

et blessures, Maria a tout connu. Fonctionnaire diplômée de deux universités, elle vit sous la pression d'un mari alcoolique et chômeur depuis plus de dix ans. Aujourd'hui, Maria est au centre d'accueil en régime d'urgence de l'Association Diaconia, parrainée par l'Eglise orthodoxe roumaine, où elle dispose de deux mois pour refaire sa vie. Un conseiller juridique, un psychologue et un assistant social sont là pour l'aider dans ses démarches. « *Je veux démarrer une procédure de divorce. Malgré une cure, mon mari n'arrive pas à résoudre ses problèmes d'alcool et tous les jours, j'en subis les conséquences : violence physique, sexuelle, et puis nous avons accumulé des dettes, je suis la seule à entretenir la maison depuis une dizaine d'années,* soupire Maria d'une voix douce.

Pour subvenir aux besoins de son fils de 14 ans, Maria cumule parfois deux emplois. En semaine au bureau, le week-end elle fait le ménage pour plusieurs familles. « *Maria est une femme forte, mais en général il est difficile de prendre la décision de quitter le domicile conjugal. Face à la précarité, à la solitude ou par peur du regard des autres, la majorité des femmes ne font pas le pas. 30% des victimes de violence retournent chez leur agresseur,* explique Andrada Manescu, assistante sociale à l'association Diaconia. Mais Maria a, elle, décidé de partir. Elle sera dans un premier temps hébergée par une amie. La nouvelle loi contre la violence conjugale et familiale votée début mars lui donne pourtant le droit de rester chez elle. Si elle avait demandé à la justice un ordre de protection, son mari aurait pu être obligé de quitter le foyer familial pour une période maximale de deux ans. Une autre nouveauté de cette loi est l'ordre de restriction qui interdit à l'agresseur d'approcher la victime à plus de 200 mètres, ou de la contacter par quel que moyen que ce soit sous peine d'amende. « *J'ai des doutes quant à l'application de ces mesures, espérons que les autorités trouveront les moyens de les faire respecter,* estime Petronela Suba, vice-présidente de l'Association Femina 2000, de la ville de Roman, à l'est du pays. « *Cela fait cinq ans que nous menons des campagnes pour la modification de la loi afin de mieux combattre la violence au sein de la famille,* poursuit-elle.

Début mars, un meurtre passionnel a dégénéré en tuerie en plein centre-ville

Deux femmes sont tuées chaque semaine en Roumanie par leur mari agressif, et plus de la moitié des Roumains trouvent que la violence au sein de la famille est quelque chose de normal. Constat accablant qu'une nouvelle loi contre la violence domestique récemment votée compte rectifier.

de Bucarest. Aveuglé par la jalousie, un homme a abattu sa femme et l'une de ses collègues dans le salon de coiffure où elles-ci travaillaient. Se sentant menacée, la femme avait déjà porté plainte auprès de la police à plusieurs reprises mais aucune mesure n'avait été prise. Un fait divers qui a ému tout le pays. « *Ce drame aurait pu être évité si l'actuelle loi avait été en vigueur au moment de l'attaque,* soutient le député Petru Movilă, l'un des initiateurs du texte. « *Son cas demandait un ordre de protection et un ordre de restriction ainsi qu'une meilleure surveillance de la police,* poursuit-il. Nicolae

Traci, conseiller juridique, voit lui un point faible à cette loi : « *Tel qu'il est conçu, le texte de loi laisse aussi la place à l'abus. C'est-à-dire qu'une femme qui veut délibérément provoquer un scandale peut en profiter pour éloigner son mari du domicile conjugal. Bien sûr, l'homme peut contester en justice l'ordre de restriction mais les procédures durent en moyenne au moins un an.* » La psychologue Mirela Zivari rappelle de son côté que près de 95% des victimes de violence domestique sont des femmes.

Mihaela Cărbunaru
Illustration : Sorina Vasilescu



DES CHIFFRES ALARMANTS

Selon l'Inspectorat général de la police roumaine, 82 personnes ont été tuées par un membre de leur famille dans les dix premiers mois de 2011, et 60 tentatives de meurtre ont été enregistrées. Au total, plus de 12.000 cas de violence domestique ont été enregistrés l'année dernière. Cristina Horia, directrice de la Fondation Sensiblu, ONG spécialisée dans l'assistance aux victimes, estime que le phénomène de la violence domestique a pris de l'ampleur depuis 2008, avec la crise économique et la hausse du chômage : « *Nous avons à traiter environ un cas par jour ; 350 femmes et enfants nous ont demandé de l'aide l'année dernière. Sans doute grâce à la nouvelle loi, et avant même qu'elle soit promulguée, le nombre de dénonciations a augmenté de 50% depuis le début de l'année par rapport à l'année dernière, ce qui veut dire que les victimes sont plus confiantes quant à la résolution de leur situation.* » Jusqu'à présent, seulement 1% des victimes de violence domestique déposait plainte contre leur agresseur. Une violence qui touche l'ensemble de l'Europe... Selon un rapport récent du Conseil de l'Europe, pour les femmes âgées de 16 à 64 ans, la violence domestique est la première cause de décès et d'invalidité, avant le cancer et les accidents de la route.

ETALON PUR

Dans les montagnes de Bucovine se trouve Lucina, l'un des douze haras nationaux roumains. Ici, des passionnés d'hippologie font tout pour préserver le Huțul, une race de cheval unique dans la région. Deux fois par an – au printemps et en automne – ces chevaux sont sélectionnés dans le seul but de maintenir le patrimoine génétique de la race. Reportage.



Le Huțul, descendant des chevaux sauvages

Originaire de la Bucovine roumaine et ukrainienne, ce cheval est un montagnard, habitué des Carpates orientales qui s'étendent jusqu'à la Pologne et embrassent la Slovaquie, l'Autriche et la Hongrie. Mihail Lechkun (à droite sur la photo), ingénieur zootechnique pour Romsilva, explique que « l'environnement dans lequel évolue cet animal est très important, car il suffit d'une sécheresse, d'un fourrage différent pour affecter la race et son patrimoine génétique ».

Le Huțul serait le descendant du Tarpan, un cheval sauvage originaire des steppes du nord de la mer Noire. De son ancêtre, il lui reste des zébrures sur les pattes arrière et un filet noir le long de la colonne vertébrale. Il a également gardé une certaine défiance face à l'homme. Elle s'exprime notamment quand on lui attelle une charrette pour le premier test du classement, sous l'œil vigilant de Mihail Lechkun.

UN MUSEE VIVANT

Entre 1856 et 1914, Lucina était une section du haras militaire de Rădăuți et appartenait à l'empire austro-hongrois. Déjà, l'armée se servait du haras pour élever et sélectionner le Huțul qui était très apprécié pour tracter les armes d'infanterie. Jusqu'à la révolution, le haras était directement géré par l'Etat roumain. Depuis 2002, les douze haras nationaux sont désormais administrés par Romsilva, la régie nationale des forêts, même si l'Etat subventionne toujours l'entretien et la préservation de ces chevaux qui lui appartiennent.



Une épreuve physique

Elle laisse le Huțul exténué : 10 kilomètres à parcourir en attelage le plus rapidement possible. Pendant six mois, chaque meneur d'attelage se sera entraîné tous les jours. L'évaluation porte sur la puissance et le temps de parcours du cheval, avoisinant généralement 30 minutes. En fonction de ces critères, se dessine déjà le profil des meilleurs éléments du haras. A la fin de l'épreuve, ces 24 chevaux âgés de 3 ans obtiendront une note et seront affectés dans une catégorie, la première étant celle des géniteurs de la pépinière, destinée à enrichir les effectifs du haras. Une autre catégorie, *montă publică*, sera utilisée par les gens de la région afin d'améliorer la qualité de leurs futurs poulains. Mais avant d'en arriver là, les meneurs d'attelage sont d'abord des garçons d'écurie qui bouchonnent leurs montures avant la deuxième épreuve.

Un concours de beauté

C'est un véritable défilé auquel sont soumis ces jeunes équidés après l'effort physique. La commission – composée de vétérinaires et d'ingénieurs zootechniques – les examine sous tous les angles. Couleur, forme de la tête et des membres, taille au garrot, tout est passé au peigne fin. On ne garde que les bons éléments aux gènes nobles. Trop grand, trop petit, pattes non perpendiculaires, tous ceux qui ne correspondent pas aux critères de sélection seront vendus à des privés, pour le tourisme notamment. Les « gagnants » évolueront eux en semi liberté. Ils ne restent aujourd'hui que cinq familles de Huțul, portant les noms des monts environnants : Oușor, Hroby, Goral, Prislop et Pietrosul.



La fierté d'une lignée

Après des siècles de sélection génétique, on aboutit à un étalon comme celui-ci, géniteur d'une trentaine de poulains. « C'est Hroby XXIV », annonce fièrement Mihaela Sarafescu, la directrice du haras. Diplômée en ingénierie zootechnique de l'université de Bucarest, elle a découvert le haras de Lucina lors d'un stage, il y a quelques années. A l'époque, elle n'avait aucun lien avec l'hippologie, bien qu'habitant à 35 kilomètres du haras. « Depuis cette expérience, Lucina est devenu ma passion », confie-t-elle. A 28 ans, elle dirige le haras depuis quatre ans déjà, ses 40 employés et ses huit ingénieurs zootechniques qui veillent sur ces 320 chevaux uniques dont la plupart vivent en semi liberté dans les montagnes du haras.

Texte et photos : Julia Beurq

LA TRAQUE AUX ORDURES

A LA PERIPHERIE DU SECTEUR 6

de la capitale, Costel a fait du ramassage de déchets son travail quotidien. « Je récupère seulement des bouteilles en plastique, elles sont mieux payées au centre de tri, 0,8 lei par kilo », explique-t-il. Il s'est même fabriqué une petite charrette qu'il remplit à ras bord. « Si les bouteilles sont bien pressées, le tout doit peser autour de 50 kilos », précise Costel. Un seul transport lui rapporte environ 40 lei, et certains jours, il réussit à en faire trois. Mais le travail n'est pas facile – notamment à cause des chiens qui le suivent et le menacent à chaque coin de rue. « Je vais chercher les bouteilles directement dans les poubelles ou chez les petits commerçants. Parfois, il y a même des personnes qui viennent m'en apporter. »

Comme Costel, d'autres se sont spécialisés dans l'aluminium des canettes de bière, ou le fer et les bouteilles en verre, récupérés surtout par les Roms. Une fois ces « promenades » de quartier terminées, tout ce petit monde se retrouve à la sortie ouest de la ville, dans un centre de tri privé, situé boulevard Preciziei. C'est là qu'ils transforment leur effort en argent. « Jusqu'à 50 personnes viennent nous livrer des déchets recyclables chaque jour. Nous prenons toutes les quantités. Mais nous avons également des contrats avec 400 entreprises », explique Ghiță Silitră, responsable de cet énorme dépôt de 2000 mètres carrés.

Il ne finit pas sa phrase qu'une voiture s'arrête devant l'entrée. Vasile Savut, la soixantaine, ramène 88 kilos de papier. Ce retraité recycle depuis tout jeune. Pas pour l'argent – il ne percevra que 15 lei – mais pour l'environnement. « Je préfère apporter mes déchets ici au lieu de les déposer dans les containers mis à disposition par la mairie. Une fois, j'ai vu un camion tout mélanger, je ne leur fais pas confiance », lance-t-il. Dans tous les secteurs de la capitale, ces containers pour le papier, le verre et le plastique

Les « récupérateurs » de déchets ménagers recyclables se retrouvent un peu partout dans le pays. Ils cherchent du plastique, du fer ou du verre, et font un travail de ramassage régulier, souvent aux dépens des sociétés privées de collecte qui ont un contrat avec les mairies. Reportage à Bucarest.

sont mis à la disposition des habitants. Rien que dans le secteur 6, on en compte 350. « Les coûts pour vider les containers au moins une fois par semaine sont très élevés. Or, ces derniers temps, nous les retrouvons souvent vides », déplore Adela Giubega, cadre chez Urban SA, la société qui s'occupe du secteur 6. « En plus du vol, les poubelles de recyclage sont souvent vandalisées. Les remplacer nous coûte 500 euros par unité, poursuit-elle. C'est démotivant autant pour nous que pour la population. »

« En plus du vol, les poubelles de recyclage sont souvent vandalisées. Les remplacer nous coûte 500 euros par unité »

Dans le secteur 3, une partie de ces containers ont été remplacés par d'autres plus solides, mais la « concurrence » reste tout aussi dure. « Nous faisons la même chose que ces personnes, c'est-à-dire que nous vendons les déchets générées par la population aux centres de tri. Tout tourne autour de l'argent », explique Alexandru Apostol, responsable du département recyclage à Rosal Grup, la société en charge du secteur

3. « Une fois le tri terminé, les déchets sont ballottés et vendus partout dans le pays, ou à l'étranger. Dans les usines de Roumanie, on traite notamment tout type d'emballages en plastique, mais il y a également un grand intérêt pour le verre qui est recyclable à 100%. »

A cause du ramassage « non officiel », les pertes pour ces sociétés sont très nettes : si Urban collecte 45 tonnes de carton et papier en un mois, près de 1000 tonnes arrivent dans le centre de tri. « En 2002, nous traitions seulement 40 tonnes de déchets recyclables par mois, aujourd'hui nous en sommes à 1500 tonnes », souligne Ghiță Silitră. Soigneusement sélectionnés et ballottés, presque tous ces déchets partent pour l'Autriche, l'Allemagne, la Grèce, la Turquie ou même la Chine afin d'être recyclés. « C'est mieux payé et ils sont plus ponctuels qu'ici. Nous avons un seul contrat en Roumanie, avec une usine de Călărași », conclut Ghiță Silitră.

En Roumanie, la moitié des déchets ménagers sont recyclables. Or, selon un rapport Eurostat de 2009, seul 1% de ces déchets sont effectivement recyclés. A l'horizon 2020, le pays devra recycler la moitié des déchets ménagers, quel que soit leur matière.

Mihaela Cărbunaru

POUR SE FAIRE UNE IDEE...

- Chaque Bucarestois génère environ 350 kilos de déchets par an.
- L'Autriche est le pays européen qui recycle le plus. 60% de ses déchets sont réutilisés.
- Un récipient en verre met plus de 4000 ans pour se décomposer dans la nature. (source : Rebu)
- L'énergie économisée suite au recyclage d'une seule bouteille en plastique peut alimenter une ampoule de 60 watts pendant six heures. (source : Rosal Grup)
- Avec six bouteilles en plastique recyclées, on fait un tee-shirt. (source : Eco-Rom Ambalaje)

LA CHRONIQUE D'ISABELLE WESSELINGH

QUE DIRE A SES ENFANTS ?

Marian et sa femme Adriana le disent avec regret mais ils souhaitent aujourd'hui que leur fille de 12 ans termine son lycée et parte étudier à l'étranger. « Quand je vois de quelle manière l'Etat de droit est piétiné dans ce pays, je me dis que l'avenir de ma fille n'est pas ici », explique Marian, ingénieur en télécommunications. Lui et sa femme se battent depuis plus de dix ans pour tenter d'obtenir une compensation pour la maison que les communistes ont confisquée à son grand-père, par une nuit de 1966. « Ils sont venus avec un bulldozer et nous avons dû partir immédiatement. La maison a été rasée », raconte Marian. Son grand-père était conducteur de charrette, « un homme libre » qui avait construit une petite maison modeste mais coquette sur ce qui est devenu aujourd'hui le quartier des « blocs » de Militari, à Bucarest.

Quand le dictateur Nicolae Ceaușescu est tombé, en 1989, Marian et son père ont voulu récupérer au moins une partie du terrain qui restait entre les blocs d'immeuble. Ils sont entrés dans le monde de Kafka réincarné dans l'administration roumaine et un Etat qui tente bien souvent de décourager le citoyen respectueux des lois plutôt que de l'aider; que ce soit pour obtenir des soins de santé, un calcul honnête de l'impôt ou une maison confisquée. En 2001, une loi leur donne le droit de déposer un dossier de restitution auprès de la mairie. Un parcours du combattant. « Nous n'avions jamais aucune réponse, aucune indication n'était donnée, les gens erraient d'un bureau à l'autre et beaucoup de personnes âgées se sont découragées. » Ils tiennent bon. Un jour, on refuse de leur remettre un acte important car « il n'y a plus de papier pour la photocopieuse ni d'encre pour le toner de l'imprimante ». Marian propose d'en apporter. « Ah non, il va falloir qu'il y ait un appel d'offres », lui répond-on.

Quand on leur refuse la restitution, Marian et sa femme vont en justice. Le tribunal leur donne droit à une compensation financière. L'administration s'y oppose et fait appel. Ils gagnent, y compris devant la Haute cour de justice et se tournent pour obtenir leur dû vers l'Agence nationale pour la restitution des propriétés nationalisées (ANRP). Comme d'habitude, ils n'obtiennent aucune réponse. Ils doivent arriver à huit heures du matin pour espérer entrevoir un conseiller qui ne sait rien de leur dossier. Et attendent. Pendant ce temps, des intermédiaires véreux mais disposant de connections privilégiées au sein de l'ANRP rachètent à des gens découragés leurs droits de propriété pour 40% de leur prix. Et quand les citoyens ordinaires attendent des années, comme Marian et sa femme, les intermédiaires obtiennent rapidement des compensations. Le vice-président de l'ANRP a été mis en examen pour trafic d'influence en 2011.

« Quand on voit la lutte qu'il faut mener pour juste obtenir ce à quoi nous avons droit, c'est déprimant et cela donne un terrible exemple à notre fille. Parfois, elle me dit : "vous, vous êtes corrects mais on n'a pas grand-chose". Elle voit à l'école que ceux qui se débrouillent, trichent, ont plus. Que lui dire ? ». Quand je racontai cela à un ami roumain qui a deux filles, il me dit : « C'est le dilemme que j'ai. Est-ce que j'apprends à mes enfants à être toujours corrects, c'est-à-dire ce en quoi je crois, et je sais qu'ils vont souffrir dans cette société. Ou est-ce que je leur dis de "se débrouiller" pour qu'ils s'en sortent mieux même si c'est ce qui contribue à faire que les choses sont injustes. Je crois que pas mal de parents se demandent que dire à leurs enfants. »

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.
Photo : Mediafax





Cap sur *CONSTANȚA*,

Ville portuaire, ville de brassage, ville balnéaire, Constanța est multiple, éclectique, et peut devenir même électrique. Comme d'autres grands centres urbains en bordure de mer, son emplacement géographique a forgé sa personnalité. On y sent l'iode, l'appel du large, on y entend par bribes des anecdotes de marin.

Après Cluj et Timișoara, et parce que la saison estivale commence, Constanța s'est naturellement imposée pour ce troisième choix de notre série sur les villes de Roumanie. Ceci étant, si un grand article parle de tourisme, notre équipe de reporters a surtout voulu dénicher la « vraie » Constanța, celle que l'on connaît moins bien, son histoire enfouie, ses gens de toujours, ce qui la fait vraiment vivre.

Encore une fois, notre objectif n'a pas été de faire un guide sur la ville, il y a bien des lieux que nous aurons omis de citer. L'idée était de la sentir, d'y découvrir des choses, tout en rappelant les grands traits de caractère du premier port de la mer Noire. Bonne lecture, et bon vent. L. C.

Photo : François Gaillard

DE TOMIS LA GRECQUE A CONSTANȚA LA ROUMAINE

Au cœur de la presqu'île qui avance sur la mer Noire, les rues du vieux centre révèlent la pluralité ethnique et religieuse du lieu. Le port, dont le développement a été accompagné de fortes migrations modifiant la composition démographique de la ville, fait la force de Constanța. Les nouveaux quartiers et le tourisme balnéaire de masse ont eux apporté une architecture en rupture avec l'histoire de la cité.

Son passé gréco-roumain

Avant d'être appelée Constanța au 4ème siècle, d'après le prénom de la sœur de l'empereur Constantin, c'est le nom de Tomis que porte la colonie grecque installée sur le littoral dès le 6ème siècle avant JC. Elle connaît un premier essor économique sous l'influence des Romains avant de tomber en ruines, victime du passage des peuples barbares en route vers Constantinople. Dans l'Antiquité, Tomis sert également de lieu d'exil aux personnalités tombées en disgrâce. Le poète épicurien Ovide, dont une statue est érigée sur la place éponyme, en est la plus illustre victime (1). Sous l'Empire byzantin jusqu'au 13ème siècle, la région de Dobrogea s'affirme culturellement comme l'une des portes de l'Orient en Occident, tandis que le reste du territoire de la Roumanie contemporaine commence sa vie féodale. Pendant presque 500 ans de domination ottomane, et en l'absence de vocation maritime de l'Empire ottoman, Constanța n'est qu'un modeste port de pêcheurs, tout au plus un abri naval de charpentiers maritimes grecs et turcs.

Plus tard, Constanța et la Dobrogea servent de refuge pour les Tatars refusant de s'engager contre leurs frères musulmans à l'occasion de la guerre de Crimée (1853-1856). D'autres populations ont déjà fui l'Empire russe pour s'installer dans la région, comme les Lipovènes. Après 1877 et la guerre d'indépendance contre les Ottomans, la Dobrogea devient finalement roumaine. Les grandes puissances européennes investissent alors dans la région pour participer à l'essor commercial de la mer Noire. Selon la volonté du roi Carol Ier, le destin du village de Constanța sera celui d'une ville active. Une intense campagne de constructions commence. Une voie de chemin de fer relie la Dobrogea à Bucarest en 1862, un pont enjambe le Danube à Cernavodă en 1895,

Grâce à sa modernisation au cours du 20ème siècle, Constanța est devenue l'une des villes les plus importantes de Roumanie. Elle y a un peu perdu son âme de cité multiculturelle, bien que la ville repose encore sur ses origines antiques et conserve tant bien que mal les traces vieillissantes de son identité balkanique et orientale.

l'entrepôt céréalier est construit en 1904 et le port maritime se modernise jusqu'en 1909. Emblème de cet âge d'or, le Casino de Constanța est érigé en 1910 en bord de mer, comme sur la Riviera française de l'époque. De style art nouveau, il orne l'unique boulevard de la ville, une promenade en demi-cercle qui relie le port commercial au port de plaisance, où une falaise artificielle a dû être aménagée à cause du relief de la vieille ville. Dès 1906, les habitants de Constanța commenceront à mettre en valeur le potentiel balnéaire de leur côte maritime en construisant Mamaia de toutes pièces au nord de la ville.

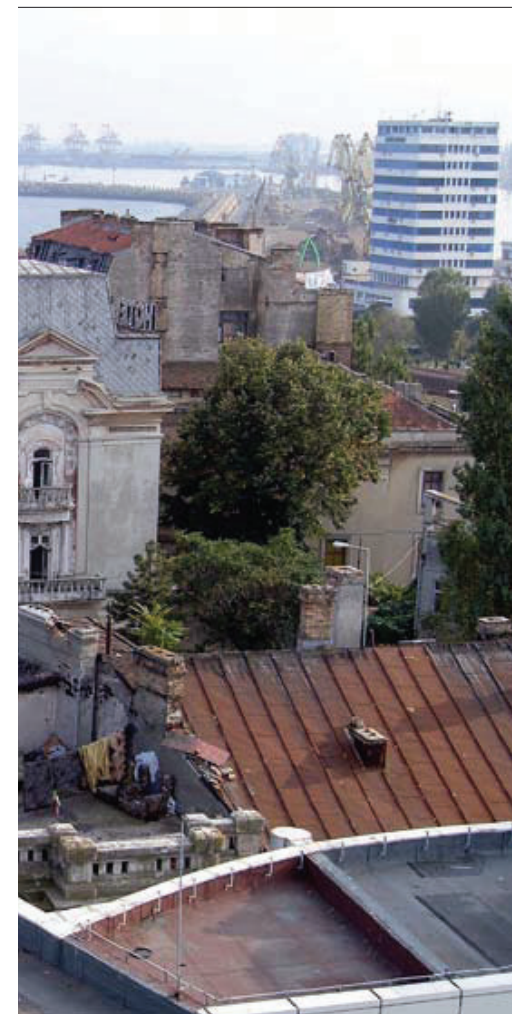
Un modèle de cohabitation ethnique

Avant la Première Guerre mondiale, Constanța devient un débouché maritime important et gagne un statut de ville commerciale privilégiée. Jusque dans les années 1970, elle est considérée comme le premier port d'exportation de la mer Noire, et la deuxième cité levantine après Istanbul. Elle attire et accueille les populations issues des guerres balkaniques du début du 20ème siècle (ottomanes, bulgares, grecques et macédoniennes), ainsi que les Arméniens persécutés par les Turcs. A cette période naît donc le « creuset



Constanța », composé d'une multitude de communautés ethniques et religieuses. La grande mosquée Mahmudiye (1910) (2) et son minaret qui domine la vieille ville en sont les symboles les plus visibles. Les autres lieux de cultes sont construits en l'espace de quelques décennies : l'église hellénique orthodoxe Metamorphosis (1867) (3), l'église apostolique orthodoxe arménienne (1880), la cathédrale orthodoxe Sf. Petru și Pavel (1885), la synagogue de style néo-gothique (1903) et l'église catholique-romaine Sf. Anton (1937).

Après l'indépendance, et avec le début des grands projets d'Etat, les Roumains arrivent en masse à Constanța pour y bâtir un nouveau monde, « un peu comme des pionniers », raconte Doina Păuleanu, anthropologue et directrice du musée national d'art de la ville. « La difficulté a été de construire une province sur le modèle de l'Europe contemporaine, tout en composant avec l'esprit oriental et balkanique », explique-t-elle. La Constanța moderne s'étend alors sur la colline qui surplombe la



presqu'île, vers l'intérieur des terres. Mais les administrations roumaines s'installent, elles, dans le vieux centre, qui abrite les différents quartiers des diverses communautés ethniques. Les premières mesures d'aménagement du territoire et la destruction de certains quartiers entraînent la fin du communautarisme urbain et le mélange des communautés musulmanes, juives, arméniennes, grecques, bulgares et roumaines.

Un cosmopolitisme en voie de disparition

Après la Seconde Guerre mondiale, le régime communiste met un point final à l'âge d'or multiculturel de Constanța. La politique d'uniformisation et de développement urbain négligent le centre historique. Autour de l'ancien centre, la population de la ville s'accroît considérablement : entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1980, la population est multipliée par quatre (plus de 350.000 habitants en 1991). Des quartiers entiers sont construits pour accueillir les villageois roumains qui quittent le monde rural pour travailler au port et sur le chantier naval.

« De nos jours, Constanța a perdu son identité cosmopolite », conclut Doina Păuleanu. Ceci dit, malgré la profonde transformation démographique de la ville (plus de 90% des 255.000 habitants se déclarent roumains au recensement de 2011, environ 2,6% turcs et 2,9% tatars), le souvenir d'une cohabitation harmonieuse et tolérante entre les communautés est resté (4). A la grande mosquée de Constanța, les fidèles musulmans qui viennent quotidiennement pour la prière de 13h15 s'expriment généralement en turc (5). L'un d'entre eux, Kemal Musurat, ne vient que le week-end car il travaille hors de la ville, dans le vignoble local de Murfatlar. Ce musulman tatar évoque avec satisfaction le bien-être de sa communauté dans la région. « Les relations entre les musulmans et les autres communautés sont très bonnes. Depuis la révolution, l'Etat turc et l'Etat roumain coopèrent et nous soutiennent beaucoup. De nombreux programmes culturels sont initiés par le consulat de Turquie », assure-t-il. Toutefois, il déplore le déclin démographique de sa communauté : « Depuis quelques années, les jeunes partent presque tous travailler à l'étranger. »

Même constat pour Eduard Kerpician, membre de l'Union arménienne de Constanța. Cet ancien capitaine de marine, retraité des chantiers navals, considère que les Arméniens ont toujours bien cohabité

avec les autres, même les Turcs. Comme Kemal, il regrette néanmoins le vieillissement de sa communauté : « Nous étions plus de 20.000 Arméniens dans l'entre-deux-guerres, maintenant nous sommes moins de 200, dont une vingtaine de jeunes seulement. » Quant à la communauté juive de Constanța, l'état de délabrement avancé de la synagogue – aujourd'hui fermée au public – révèle tristement sa disparition. Alors que la ville comptait plus de 2000 Ashkénazes et Séfarades en 1940, ils n'étaient plus que 600 en 1956 et à peine 40 au début des années 2000.

Parmi les ruines

Dans le centre-ville actuel, la mairie et la préfecture sont bordées par un parc archéologique qui laisse apparaître les restes du rempart d'enceinte de Tomis, avec des colonnes et de vieilles pierres disposées çà et là. Mais de son histoire antique, en dehors des musées et des parcs archéologiques, Constanța ne se sert plus que du nom. En empruntant le bien nommé boulevard Tomis qui se dirige vers le nord, on passe à proximité des quartiers Tomis 1, Tomis 2, Tomis 3, Tomis Nord et Tomis Plus. Même le premier centre commercial de la ville, qui offre une vue imprenable sur la mer au dernier étage, porte le nom de Tomis Mall. Dernièrement, un nouveau centre commercial, le City Park Mall, a été construit dans le principal espace vert de la ville, le parc Tabăcărie. Non loin de Mamaia, l'« atout » touristique de la ville...

François Gaillard
Photo : Lucian Muntean

- (1) Ovide est l'auteur des *Métamorphoses* et de l'*Art d'aimer*, une ode faite aux femmes. Sa poésie vivante avait provoqué un scandale moral dans la société romaine de l'empereur Auguste, ce qui, entre autres intrigues, lui valut d'être exilé à Tomis en l'an 8. Il s'y morfondit pendant neuf ans, avant de mourir en l'an 17.
- (2) Lieu de culte offert par le roi Carol Ier à la communauté musulmane de Roumanie.
- (3) Les autorités ottomanes ont toujours respecté l'orthodoxie locale, d'où la construction de l'église grecque en 1867 avec la permission du Sultan.
- (4) Preuve en est, depuis l'an dernier, la distribution gratuite tous les deux mois d'un journal inter-ethnique commun, *Interetnica*.
- (5) Aujourd'hui, la grande majorité des musulmans de Roumanie vit en Dobrogea. Ils pratiquent un islam ouvert et modéré auprès du Mufti installé à Constanța. L'enseignement coranique prodigué est de nature soufi.

TOURISME : une côte en baisse

L'ETAT ROUMAIN A CONJURE

le destin tragique de son littoral à partir des années 1950 – sur la zone côtière, au sud de Constanța, le gouvernement fasciste d'Antonescu déporta plus de 3000 Roms. Les communistes ont d'abord transformé Mamaia, côte jadis sauvage au nord de Constanța, en une plage longue de 8 km, pas mal bétonnée par des complexes hôteliers. Au sud, jusqu'à la frontière bulgare, une dizaine de stations balnéaires a ensuite vu le jour. La côte, de Mamaia à Mangalia, s'est mise progressivement à la mode des vacances d'été et est devenue la destination phare des migrations saisonnières. Les cadres du Parti, quelques ouvriers méritants, mais aussi et surtout les touristes étrangers pouvaient profiter des plages ensoleillées à des prix très bas, car l'économie du tourisme était subventionnée par l'Etat.

CE QU'EST DEVENUE LA RIVIERA COMMUNISTE...

Malgré un potentiel certain, le littoral roumain n'a malheureusement pas été valorisé depuis. L'offre touristique de l'époque communiste a peu à peu perdu son standing international et son rapport qualité-prix intéressant. A partir de 1990, l'Etat s'est désengagé et a confié la gestion des infrastructures à des entrepreneurs privés exclusivement roumains, sans obligation de les entretenir ou de les moderniser. Paradoxalement, les tarifs d'hébergement ont depuis considérablement augmenté tandis que la plupart des installations ont vieilli. La côte reste toutefois l'une des destinations préférées des vacanciers roumains, même s'ils n'y passent que quelques week-ends l'été, quitte à devoir loger chez l'habitant pour économiser un peu.

Les affaires restent à peu près stables sur le littoral roumain. Tous les étés, des centaines de milliers de touristes débarquent de toute la Roumanie ; en moyenne, la population de l'agglomération de Constanța triple. Le tourisme représente toujours la deuxième force économique de la ville après le port. Mais l'offre, au fil des ans, s'est nettement dégradée.

Doru Glăvan, consul honoraire de France et directeur de l'agence de tourisme Latina (1) se qualifie lui-même, en s'amusant, de « *dinosaure du tourisme* ». « *Dans les années 1970, les stations balnéaires accueillaient à 90% des touristes étrangers pendant la haute saison. Des dizaines de milliers de familles allemandes, anglaises, françaises et belges venaient apprécier la qualité du service et la diversité des loisirs qu'on leur proposait* »,

raconte-t-il avec une certaine nostalgie. « *Combinés avec les circuits culturels, les séjours sur la côte constituaient l'atout majeur de l'offre roumaine. Et dans ce domaine, la concurrence turque, tunisienne ou égyptienne n'existait pas encore* », explique-t-il. A noter que l'eau de la mer Noire est plutôt propre, chaude, et sans risques de noyade grâce à sa faible profondeur sur une longue distance depuis le rivage.

Selon Doru Glăvan, le tourisme international ne s'est jamais vraiment remis de l'évolution répressive du régime de Ceaușescu. Seule la balnéothérapie a continué d'attirer une clientèle étrangère plutôt âgée. En l'absence d'une bonne publicité institutionnelle, les entrepreneurs font alors avec les moyens du bord, motivés uniquement par la rentabilité à court terme. Depuis la location de gestion qui leur a été accordée par l'Etat, ils n'ont pas réalisé d'investissements structurants. Pendant ce temps, la côte bulgare prospère grâce aux investisseurs étrangers, dont certains sont roumains... « *La vétusté du parc hôtelier est un vrai problème. La privatisation s'est faite sans aucune vision d'avenir. Quant à l'exigence d'une véritable école hôtelière, autrefois assurée par l'Etat, elle s'est perdue en chemin* », déplore M. Glăvan. « *Il est temps de repenser la côte. C'est peut-être aussi le moment de mettre les entrepreneurs face à leurs responsabilités, en les poussant à rénover ou à démolir pour reconstruire. Il reste des kilomètres de plages que l'on pourrait investir, en utilisant des concepts de tourisme plus modernes et plus écologiques. Si on va dans cette direction, je crois que le tourisme peut repartir* », assure-t-il. En attendant ce nouveau départ, de tristes constructions d'hôtels inachevés et abandonnés jalonnent la falaise artificielle qui domine la « *plage moderne* » de Constanța.

UN RENOUVEAU FREINÉ

De retour de la côte, la presqu'île de Constanța est dans son ensemble plutôt mal entretenue, hormis la grande mosquée et les églises. Quelques restes du passé gréco-romain de Tomis y sont conservés tant bien que mal, comme la mosaïque de l'édifice romain (2). Pourquoi ne pas miser sur le patrimoine historique de la ville et sur l'organisation de manifestations culturelles pour relancer le tourisme ? Les collectivités locales, soumises à d'importantes coupes budgétaires de la part de l'Etat, disent ne plus pouvoir investir dans ces domaines. A la mairie de Constanța, Liviu Tramudana, chargé des relations publiques,



poursuit-il, car l'explosion démographique l'été provoque d'importants embouteillages et exaspère les habitants (3). Selon M. Tramudana, de nombreux projets d'aménagement auraient des financements et seraient prêts à être réalisés. Cependant, le littoral appartient à l'Etat et non à la municipalité, qui est confrontée à des difficultés pour obtenir les autorisations nécessaires (4). Si un projet d'écotourisme voyait le jour pour permettre un accès piéton et cyclable par la côte à Mamaia, il nécessiterait le renforcement de la falaise artificielle sur laquelle la ville s'est construite, car cette falaise est en train de s'effondrer à cause de l'érosion qui affecte tout le littoral. De fait, certaines plages, dont celle de Mamaia, sont en voie de disparition.

François Gaillard
Photos : Julia Beurq et Lucian Muntean

explique que les priorités sont d'abord sociales. « *En ce qui concerne la presqu'île par exemple, nous relogions les populations pauvres, quelque 6000 personnes, dans des logements sociaux que l'on a fait construire à Tomis Nord. En matière de tourisme et d'investissements pour la rénovation urbaine, nous devons avant tout restaurer le Casino* », affirme-t-il. Fermé depuis quelques années, ce casino, symbole de Constanța, est aujourd'hui dans un piteux état. Frappé par l'humidité et le gel tous les hivers, il risque de sombrer petit à petit dans la mer Noire.

« *Nous voudrions aussi prolonger la promenade en bord de mer jusqu'à Mamaia, afin de désengorger l'accès par le boulevard* »

- (1) En l'absence d'office du tourisme à Constanța, les visiteurs doivent s'adresser aux agences privées pour obtenir des informations.
- (2) Bâti au 4ème siècle, cet espace grandiose de 2000 m2 faisait la liaison entre la cité et le port de Tomis. Découvert en 1959, il ne reste que 700m2 de ce trésor archéologique, abrité dans un vieux bâtiment mal isolé.
- (3) L'accès motorisé à Mamaia est payant l'été, par le biais d'un péage.
- (4) D'un côté, on peut penser que les blocages administratifs au ministère de l'Environnement proviennent en partie de divergences politiques partisans. De l'autre, il est possible que le ministère doute de la nature écologique des projets.

L'ECOTOURISME, DIFFICILE A METTRE EN PLACE

Responsabiliser les vacanciers et diminuer leur impact sur l'environnement est un minimum pour l'association de protection de l'environnement Mare Nostrum. Sur le long terme, ce sont les constructions anarchiques et l'absence de gestion intégrée des zones côtières qui inquiètent le plus. Selon Mihaela Căndea, administratrice de cette ONG à Constanța, « *on ne peut pas parler de développement durable dans la région car il n'y a pas la moindre stratégie de la part des autorités* ». Elle leur reproche d'avoir donné des permis de construire sur le littoral alors que l'érosion de la côte est inévitable. « *Ceux qui veulent construire trouvent toujours le moyen de s'affranchir de la loi. Mais lorsque les immeubles risquent de s'écrouler, comme sur la falaise de Constanța, ils viennent nous voir pour les aider à obtenir des subventions* », soupire-t-elle. Depuis peu, plusieurs sites sont toutefois protégés sur la côte, à l'image du village Vama Veche. Mihaela milite pour le développement de la région grâce à un tourisme de qualité, en accord avec la conservation et la mise en valeur du littoral. C'est pourquoi actuellement, elle se bat notamment contre la prospection de gaz de schiste en Dobrogea.



VILLE ENTRE DEUX PORTS



Sur la presqu'île, entre le port de plaisance et le port marchand, se trouve le petit centre historique de Constanța. Il est composé de quelques rues agencées autour de la place Ovide, où trône la statue du fameux poète, juste en face du musée d'histoire. A l'entrée du port marchand, une autre statue s'élève, celle d'Anghel Saligny, ingénieur qui a conduit les travaux d'aménagement du port au début du 20ème siècle. Puis, en continuant sur le front de mer, on passe devant le Casino et le phare génois pour enfin arriver au petit port de plaisance. De là, on aperçoit les deux mosquées du centre-ville. Ce dernier est relié au reste de la ville par le boulevard Tomis, l'une des artères principales. Le boulevard Mamaia a aussi son importance, car il permet l'accès à l'université et à la station balnéaire. Mamaia est accolée au nord de Constanța – en été, un péage est installé à l'entrée de la station. La gare se trouve quant à elle à l'ouest de la ville, au nord du port marchand.

Julia Beurq
Plan : D. R.



Des solutions
durables
pour l'avenir

ROUMANIE

Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge occupe une position de premier plan dans ses activités Ciment, Granulats & Béton, avec une présence dans 64 pays et 68 000 collaborateurs. Le Groupe a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 15.3 milliards d'euros.

Pour la deuxième année consécutive, le Groupe fait partie du top 10 mondial au sein du "Carbon Disclosure Project" qui évalue 500 grandes entreprises au regard de leurs stratégies et actions en matière de lutte contre le changement climatique. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, Lafarge place l'innovation au cœur de ses préoccupations, au service de la construction durable et de la créativité architecturale.

LAFARGE
Les matériaux au cœur de la vie™

www.lafarge.ro

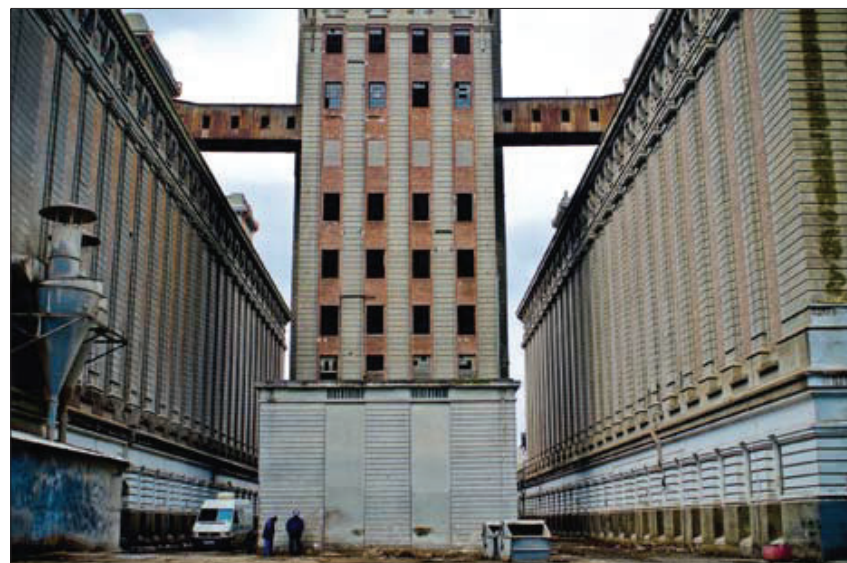
L'ATOUT MAJEUR

Cœur de l'activité économique de la ville, le port de Constanța est le premier de la mer Noire, et le quatrième plus important port d'Europe en termes de trafic. Visite guidée en images entre docks, cargos et containers.



Le port de Constanța, d'une surface de 3926 hectares, est le plus grand du pourtour de la mer Noire. En 2011, ce sont 45.972.095 tonnes de marchandises (quatrième place au classement européen) et 353.711 containers qui ont transité par ses embarcadères. Toujours en 2011, 44 ferries transportant 23.600 touristes ont fait escale à Constanța. Cette année, la saison a commencé tôt, avec l'arrivée, le 31 mars dernier, de « The Oceanic », un paquebot de 238 mètres de long sous pavillon panaméen. A noter également qu'en face du terminal passager inauguré en 2005 se situe la zone militaire où sont notamment amarrés des bateaux des armées grecque, turque et russe.

Ces trois silos à grains, toujours en fonctionnement, ont été construits en 1909 sous la direction de l'ingénieur roumain Anghel Saligny, chargé par Carol Ier de la modernisation du port. Suite à cela, la quantité de fret de marchandises n'a fait qu'augmenter, passant de 1,4 million de tonnes en 1911 à 6,2 millions de tonnes en 1937. A partir de 1967, l'expansion du port vers le sud commence, accélérée par l'inauguration en 1984 du canal Danube-mer Noire, permettant d'accueillir des navettes fluviales venues de toute l'Europe. Alors que 2008 reste de loin la meilleure année avec 61 millions de tonnes de marchandises en transit, la crise de 2009 fait des ravages. Tous les échanges commerciaux chutent sauf pour les céréales. En 2011, cette denrée reste la plus échangée avec 9.534.972 tonnes passées par les deux terminaux prévus à cet effet.



L'année dernière, 577 navires transportant des containers se sont amarrés dans la zone sud qui leur est réservée. Les quatre terminaux destinés à cet effet sont principalement administrés par la société Dubai Ports World. Et c'est avec cette compagnie que le directeur du port Aurelian Andrei Popa et le ministre des Transports ont signé l'année dernière un accord de coopération afin de développer le trafic entre Constanța et le port de Jebel Ali à Dubai. D'autres protocoles ont été récemment signés avec la Turquie, la Hollande (Rotterdam), le Turkménistan et la Géorgie.



Les activités portuaires sont privatisées depuis les années 90, mais le territoire du port reste aux mains de l'Administration portuaire maritime de Constanța (APMC), employant environ 900 personnes. Pendant la période 2009/2010, 750 millions de dollars d'investissements, notamment pour la construction de nouveaux silos, ont été réalisés par des entreprises privées. En 2011, elles étaient 710 à avoir reçu une autorisation d'exploitation par l'APMC qui a enregistré cette même année un profit brut de 54.545.784 lei (environ 12,5 million d'euros). De nombreux projets sont en cours, mais demandent des investissements importants : le pont routier permettant de relier le port à l'autoroute Bucarest-Constanța, la modernisation des infrastructures afin d'assurer de meilleures conditions de sécurité, ainsi que l'expansion vers le sud.

Texte et photos : Julia Beurq



Les communautés étrangères de Constanța ne sont plus aussi importantes qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, garder vivante sa langue d'origine reste pour elles une priorité, même si ce n'est pas toujours facile. Rencontre avec le sous-préfet du département de Constanța d'origine tatare, Aidun Curt-Mola.

Tenir à *SA LANGUE*

« CONȘTANȚA EST UN ENDROIT très particulier, nous avons grandi et appris à vivre ensemble depuis tout petit. Quelle que soit la communauté, nous connaissons ses habitudes, sa culture et la respectons », s'enthousiasme le sous-préfet Aidun Curt-Mola. Entre deux gorgées de thé, il énumère les exemples d'harmonie qu'il

rencontre au quotidien... « Nos champions à la lutte traditionnelle tatare sont autant tatars, aroumains que roumains, quel bel exemple ! ». Et continue en évoquant les fêtes traditionnelles religieuses qui sont célébrées en commun depuis l'enfance, la mixité dans son quartier, où la meilleure amie de sa grand-mère turque est armé-

nienne, « malgré les tensions entre ces deux pays ». Il explique cette situation par « la dureté du communisme qui nous a sans doute soudés. A moins que ce ne soit l'ouverture du port sur le monde ». En tout cas, une chose est pour lui certaine, « ce respect a perduré grâce à l'éducation des enfants, qui s'est toujours faite dans un état d'esprit

d'amitié ». Bien que toutes ces communautés se confrontent à une dilution de leur population au fil du temps, entraînant un usage restreint de leurs langues d'origine.

« La dureté du communisme nous a sans doute soudés. A moins que ce ne soit l'ouverture du port sur le monde »

D'autant que pendant 49 ans, les élèves de Constanța n'ont par exemple plus bénéficié de cours en langue tatare.

Afin d'y remédier, chaque minorité essaie

tant bien que mal de mettre en place des cours de langue dans des écoles privées ou publiques. Depuis 2008, des leçons de tatar ont repris à l'école 12, même s'il n'est pas facile de réunir tous les élèves de cette origine. Pour le sous-préfet, « il est positif qu'il n'existe pas un quartier par communauté, mais faire venir des enfants dispersés dans toute la ville aux cours de langues, c'est compliqué ». La mairie a donc mis en place un système de ramassage scolaire. Plus au nord, à Tulcea, un cours de langue destiné à la minorité ukrainienne de cette ville n'a pas fonctionné, faute de transports permettant aux élèves de se réunir dans un même lieu.

« Bien que les communautés tatars et turques s'entendent très bien, beaucoup préfèrent emmener leurs enfants apprendre

le turc au centre culturel turc ; ces deux langues sont très proches, mais le turc est considéré comme plus utile », ajoute Aidun Curt-Mola. De plus, la minorité turque de Roumanie bénéficie d'un soutien important de la part de la Turquie, ce qui n'est pas le cas de toutes les minorités. L'école publique grecque, par exemple, est fermée depuis 1965 ; c'est le centre culturel grec Elpis qui donne maintenant des cours. Quant à la minorité arménienne, elle se retrouve avec une école qui n'en est pas vraiment une, où des cours sont dispensés à une vingtaine d'élèves. Les Aroumains, peuple provenant du sud des Balkans, sont eux dans une situation inconfortable car ils sont reconnus comme faisant partie intégrante du peuple roumain. Leur langue est donc considérée comme un dialecte. L'école publique allemande est, elle, fermée depuis longtemps.

D'un autre côté, des programmes radio dédiés aux différentes minorités sont largement diffusés sur Radio Constanța. Chacune d'entre elles prend l'antenne quotidiennement de 18h à 19h, et réalise une émission dans sa langue : turque, arménienne, aroumaine, grecque, russe ou bulgare. Un temps de parole assez significatif pour une radio locale de l'importance de Radio Constanța. Les différentes communautés ont aussi leur propre journal avec la publication *Interetnica* qui paraît tous les deux mois et traite de la vie culturelle et sociale des diverses minorités. Même s'il est en roumain...

LES DERNIERS CHIFFRES DU RECENSEMENT

Selon le recensement 2011-2012, la municipalité de Constanța compte 254.693 habitants dont 230.969 se considèrent roumains. 7379 disent appartenir à la communauté tatare, et 6693 à la communauté turque. L'ethnie rom englobe, elle, 2108 personnes, et la communauté aroumaine, qui n'est pas reconnue comme une ethnie à part entière, 1716 membres. Les Russes-Lipovènes seraient au nombre de 602, les Hongrois 231, et les Allemands 80. Toutes les autres communautés (Italiens, Bulgares, Arméniens, Grecs...) totalisent 4489 personnes. 426 habitants se sont déclarés sans appartenance ethnique.

Texte et photo : Julia Beurq

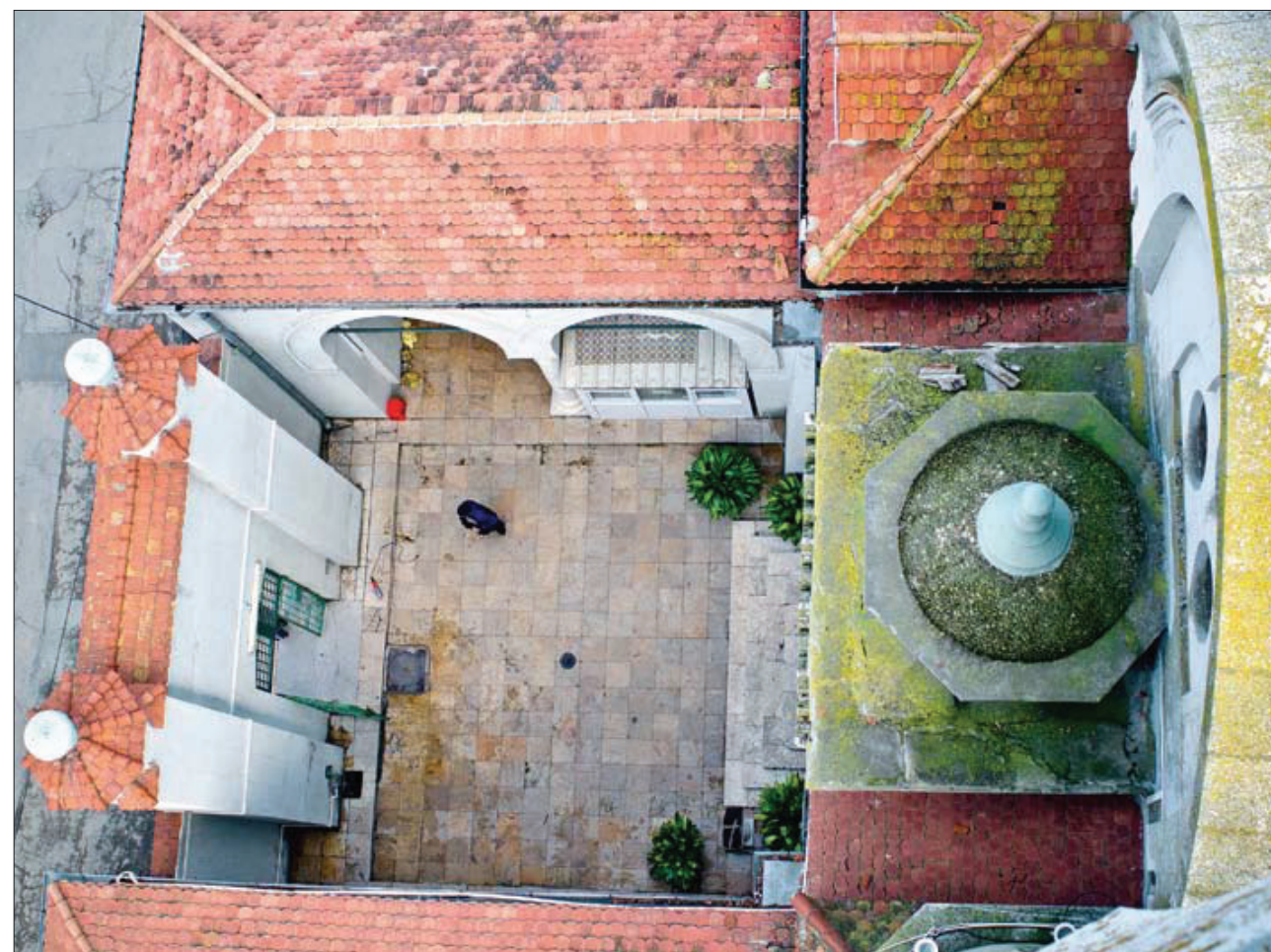


Bd. Dacia n° 56, Secteur 2, Bucarest
tel: +40 (0) 31 8092739
fax: +40 (0) 31 8067739
mobil: +40 (0) 74 5202739
office@apex-team.ro
www.apex-team.ro



Nos services :

- Tenue de la comptabilité
- Gestion de la paie et audit social
- Préparation des déclarations fiscales et sociales
- Assistance comptable (mensuelle / trimestrielle)
- Révision comptable, assistance à la clôture des comptes
- Préparation de reporting et de liasse de consolidation
- Assistance au retraitement des situations financières selon les normes IAS-IFRS (normes internationales et normes roumaines)
- Gestion de projets de mise en place des méthodes et procédures comptables
- Conseil



Du haut de l'un des minarets de Constanța.

LES NOUVEAUX ARRIVANTS

Au Centre des ressources civiques (Centrul pentru resurse civice) de Constanța, Regard a rencontré Salman Anwar, étudiant pakistanaï de 24 ans. Il raconte ici sa vie de jeune étudiant au bord de la mer Noire, et donne une autre vision de la ville.



En février dernier, une soirée cuisine a été organisée au Centre des ressources civiques de Constanța.

Regard : Comment débarque-t-on à Constanța lorsque l'on vient du Pakistan ?

Salman Anwar : Je suis arrivé en Roumanie en novembre 2008. Je viens d'une grosse ville du Pakistan, une capitale de province. Mes parents et ma famille en général sont au Pakistan. Je suis venu ici pour mes études et me suis inscrit à la faculté Ovidius de Mamaia en ingénierie mécanique. A côté de ça, je travaille dans un restaurant.

Pourquoi la Roumanie ?

J'ai déjà deux cousins et une cousine ici qui sont eux aussi étudiants. Ils sont en

médecine. La première année je vivais avec eux ; j'habite désormais seul dans un appartement que je loue. Cela peut paraître étrange, mais ça n'a pas été très difficile pour moi de venir ici. J'ai rempli les documents requis pour l'inscription et on m'a accepté. En trois semaines, j'ai reçu un visa. Tout s'est passé très vite. Je suis arrivé en novembre 2008 et j'ai pu bénéficier d'une année préparatoire pour apprendre le roumain.

Comment vous êtes-vous adapté ?

Le premier jour, lorsque j'ai atterri à Bucarest, ma cousine est venue me chercher en voiture et d'emblée, j'ai été séduit par

la Roumanie. Encore plus quand je suis arrivé à Constanța d'ailleurs (rires...). Je me suis promené un peu dans le pays, surtout en Dobrogea, c'est une très belle région. Je vais à Bucarest seulement pour les papiers. Evidemment, apprendre le roumain n'a pas été simple, mais le fait d'avoir de la famille près de soi aide beaucoup. Il y a aussi d'autres Pakistanais à Ovidius, en médecine, juste à côté. Et puis les Roumains ont toujours été très sympas avec moi.

Il y a beaucoup d'étrangers à la faculté de Constanța ?

Oui, énormément. Ils viennent générale-

L'ACTION DU CENTRE

Les relations entre la mairie de Constanța et les ONG locales ne sont guère au beau fixe. En théorie, le Centre des ressources civiques devrait être consulté par la mairie pour chaque projet d'initiative publique. Cosmin Bârzan, son président, n'a cependant jamais été invité à participer à l'agenda de la mairie. L'ONG informe pourtant les citoyens du département et notamment les jeunes sur le fonctionnement de l'administration locale, notamment sur leurs droits. Elle doit en outre travailler sur les prochaines élections municipales en tant qu'observateur indépendant et se montre très active dès qu'il s'agit de mobiliser la société civile dans la région. Tout en accueillant les étrangers fraîchement arrivés à Constanța. « Jusqu'à présent, ce sont nous qui allions les chercher mais maintenant ils commencent à venir d'eux-mêmes, explique Cosmin. Nous travaillons tout particulièrement depuis deux ans sur le dialogue interculturel et les droits des étrangers, c'est dans la continuité de notre travail de représentation et d'information auprès des populations locales. Nous organisons également des trainings ouverts à tous afin de briser la glace entre les diverses communautés et les nouveaux arrivants. » Par ailleurs, le centre dispose de quatre médiateurs interculturels qui représentent les intérêts des étrangers et les aiguillent. Ils sont eux-mêmes étrangers puisqu'il s'agit de deux Macédoniens et de deux Indiens. « A côté des soirées cuisine (voir photo, ndlr), cet été nous allons aussi organiser des après-midi plage avec diverses activités sportives dont certaines pour le moins originales pour la Roumanie comme le cricket », conclut Cosmin Bârzan. Aujourd'hui, plus de 700 étrangers hors UE, étudiants et/ou travailleurs, sont pris en charge par l'ONG.

ment pour faire médecine. On y trouve beaucoup d'Indiens, et des Africains aussi, du Rwanda, du Nigéria, d'Ouganda... Ils sont nombreux en médecine car l'inscription est très bon marché par rapport aux autres pays européens (environ 4500 euros, ndlr). Une centaine d'étrangers en moyenne s'inscrivent chaque année. D'autant que contrairement aux Roumains, les étudiants étrangers ne doivent pas passer de concours d'admission, c'est donc plus simple. C'est aussi pour ça que tant d'étrangers viennent. Evidemment, le diplôme est ensuite reconnu dans toute l'Europe.

Que pensez-vous de Constanța ?

J'adore cette ville, la mer est belle, et puis l'air marin est très relaxant. A chaque fois que je vais à Bucarest, je m'arrache les cheveux... Généralement, l'été je rentre chez moi ; cette année je vais rentrer deux mois. J'aimerais vraiment rester en Roumanie par la suite, bien sûr si je trouve du travail. Cela a déjà été difficile d'apprendre la langue alors autant rester là. Je crois que la plupart des étudiants étrangers d'ici pensent comme moi, on est vraiment pas mal à Constanța...

Propos recueillis par Benjamin Ribout
Photo : D. R.

Factura verde:

Serviciu de transmitere a facturilor de gaze naturale și de electricitate prin email. Gratuit.



Prin Factura verde, GDF SUEZ Energy România vă pune la dispoziție un serviciu nou, creat special pentru dumneavoastră: posibilitatea de a primi facturile de gaze naturale și de electricitate prin e-mail. Intrați astfel în posesia facturilor mult mai rapid, dar cu aceeași valoare juridică și cu un plus de beneficii directe:

- Proximitate**
Factura este la un click distanță de dumneavoastră, indiferent de locația în care vă aflați.
- Securitate**
Eliminați riscul pierderii facturilor sau al vizualizării acestora de persoane care nu sunt autorizate în acest sens.
- Eficiență**
Dispuneți de datele cuprinse în factură la scurt timp de la emiterea acestora.
- Disponibilitate**
Puteți arhiva facturile direct în calculatorul dumneavoastră și le puteți accesa oricând doriți.
- Activare simplă**
Puteți activa serviciul de transmitere a facturii prin e-mail oricând, prin completarea unui simplu formular.

Activați acum serviciul Factura verde!

www.gdfsuez-energy.ro

GDF SUEZ

L'IMPRESENABLE

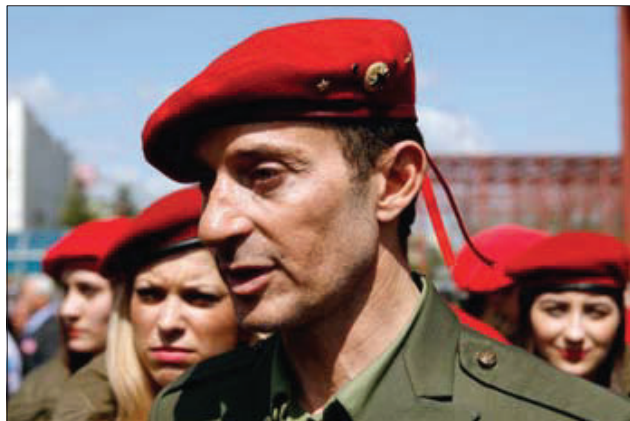
IL SUFFIT DE TAPER SON NOM sur Google... Au choix, cascadeur pour un show room aux côtés d'une grosse voiture, en gangster des années 30, en Che Guevara, en agent 007, et très souvent torse nu façon Vladimir Poutine. Radu Mazăre, c'est un peu tout cela à la fois avec de fortes prédispositions pour le grandiloquent grand guignolesque. Son épisode le plus célèbre est certainement cette parade de mode sur le thème de l'armée il y a trois ans, où il est apparu sur scène aux côtés de son fils tous deux arborant un costume flambant neuf d'officier nazi. L'info croustillante, quoique pas si drôle, a fait le tour du globe.

Pas plus tard qu'en ce début d'année, il a débarqué à Bucarest pour « botter les fesses du président Băsescu » selon ses termes, habillé en militaire et accompagné d'une vingtaine d'amazones de Constanța coiffées elles aussi d'un bonnet façon béret rouge. Radu Mazăre, leader de la fronde populaire, déclarant face caméra que s'il fallait se battre contre les gendarmes, il irait lui-même.

Radu Mazăre a débuté sa carrière en tant que journaliste, toujours à Constanța. Déjà fort en gueule puisqu'il s'impose localement au moment de la révolution en leader étudiant, puis en tenant tête au président Iliescu de passage à Constanța au début des années 90. Fort en affaires également. Après avoir lancé plusieurs journaux, il investit dans les kiosques de la région afin de contrôler la distribution de sa presse et créer un véritable empire média au niveau local avec télévisions, radios et presse écrite. Rapidement devenu baron local, et maire de la ville par la même occasion, sa fortune est faite.

Au mois de juin, Radu Mazăre briguera un quatrième mandat à la tête de la mairie. Egalement leader du bureau Constanța du PSD, bon nombre d'observateurs et de *constănțeni* lui prédisent une nouvelle victoire facile. L'opposition peine en effet à constituer un front solide contre celui qui, à chaque élection municipale depuis 2000, gagne haut la main. Comble du sort pour un maire dont les réalisations concrètes ne se comptent pas par légion. Beaucoup de locaux aimeraient qu'un élu œuvre notamment à la réhabilitation du centre-ville.

Il est de loin le maire le plus controversé de Roumanie. Et l'une des personnalités les plus exposées médiatiquement. Le maire de Constanța l'estivale, Radu Mazăre, est la figure haute en couleurs de la ville, mais aussi l'un de ses gros points noirs.



Travaux que n'a toujours pas su démarrer Mazăre malgré des enjeux économiques et touristiques certains.

Pendant ce temps-là, la plupart des scandales autour de Constanța mènent à la piste Mazăre. On ne compte plus les actions en justice entamées contre lui par la Direction nationale anti-corruption (DNA). La presse nationale fait constamment état d'accusations d'abus de pouvoir à l'encontre de ce maire sulfureux qui semble systématiquement passer entre les mailles du filet. En début d'année, le journal *Evenimentul Zilei* l'épingla pour avoir créé des sociétés off-shore à Chypre visant à toucher de l'argent public et européen. Il serait question ici de sommes monstres que ce même Mazăre et son compère du conseil départemental, Nicușor Constantinescu, auraient perçues via des sociétés écrans. Pour le moment, les preuves manquent. Il est par contre actuellement en plein démêlé avec la justice pour des questions d'achat de terrains illicite à des prix inférieurs à leur valeur réelle. Pour Feri Predescu, journaliste à Constanța, « la justice roumaine est très lente. Pour ce genre de cas notamment, les personnages type Mazăre trouvent toujours une combine pour reporter le jugement. C'est d'ailleurs un

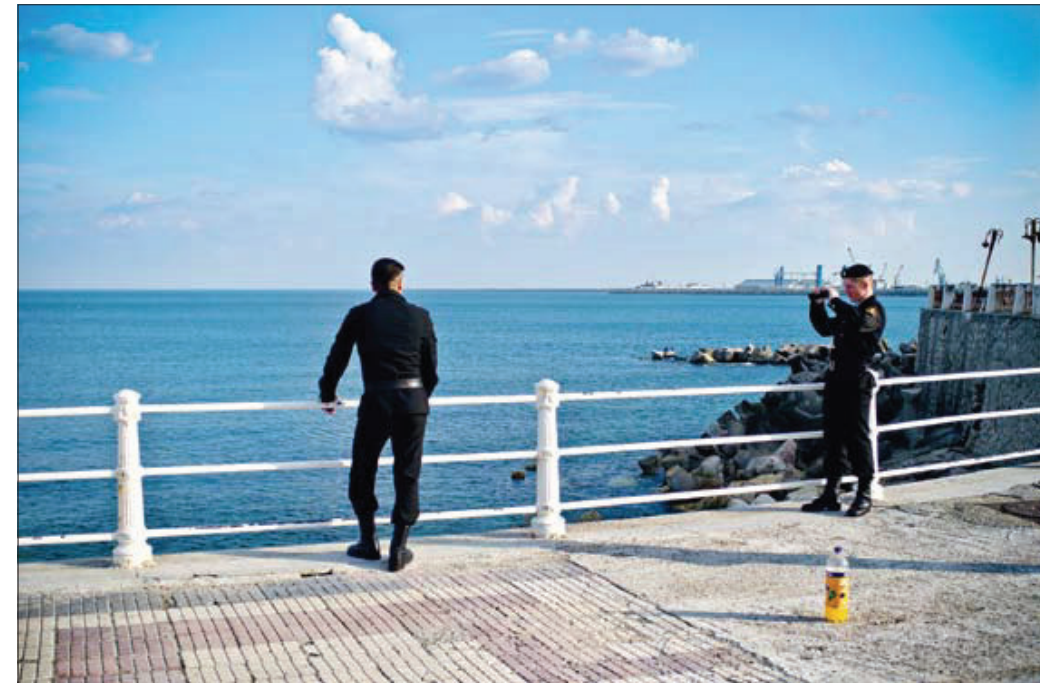
problème de fond pour la justice roumaine qui est ainsi mal faite ».

Pourtant, Radu Mazăre semble fasciner la plupart des Roumains. A l'instar d'autres *figuri*, il est omniprésent. On ne compte plus ses interventions polémiques. Divorcé, la presse se délecte de ses escapades amoureuses. Acteur et metteur en scène « inspiré », il vient de déclarer qu'il allait jouer dans un reality show de six épisodes présentant sa vie. D'abord marionnette locale quelque peu exotique pour la capitale, le personnage excentrique de Constanța a désormais envahi la sphère médiatique de la même façon que d'autres barons/vedettes de la presse people. Il est intéressant de noter que ces spécimens roumains forts en gueule répondent d'un modèle similaire : des interventions pas toujours très bien mises en scène pariant sur une spontanéité exacerbée entre caprice et langage logorrhéique, et un côté insouciant et grégaire, voire libertaire – quoique la plupart revendiquent leur religiosité. Des bêtes de scène dont les piètres représentations sont sans aucun doute à mettre au chapitre des maux de la Roumanie actuelle.

Benjamin Ribout
Photo : Mediafax

En balade

FACE A LA MER NOIRE, AU BOUT de la jetée, souffle une légère brise. Au loin, une voix, un chant se fait entendre : il est 13h15, le muezzin appelle ses fidèles à la prière. La mosquée Carol Ier, qui se découvre sur la falaise, donne la sensation de glisser plus au sud, sur la même longitude, en direction d'Istanbul. On imagine alors la grandeur de la mosquée bleue, le



doux fumet des poissons grillés au bord du Bosphore et la sirène des bateaux reliant l'Europe à l'Asie. Bien plus à l'est, sur la même latitude et toujours au bord de la mer Noire, un autre port et une autre atmosphère : Sébastopol et sa promenade légendaire qui pourrait s'apparenter à celle de Constanța.

Du port de plaisance, de petites marches mènent au front de mer : des dalles grises fêlées et une balustrade d'un blanc écaillé laissent parfois entrevoir une rouille centenaire. En ce samedi après-midi, malgré l'air frais, les promeneurs sont de sortie, entre deux rayons de soleil. Un couple de retraités élégamment habillés flâne. Elle, foulard coloré et canotier noir ; lui, chapeau marron vissé sur la tête et petite veste en toile. Ils s'arrêtent contempler un instant

Moment de pause... Constanța, comme toutes les villes au bord de l'eau, invite à la promenade. Bol d'air iodé au milieu des passants, des peintres mais aussi des militaires...

l'immense bâtisse blanche, le siège de l'état major des forces navales, vestige de la puissance d'une flotte qui s'est évaporée.

retrouveront bientôt. D'autres s'affichent devant le casino, les bras croisés, le regard fier, attendant le déclenchement

de l'appareil photo. Ils n'ont pas l'air de faire attention à l'état dans lequel se trouve l'édifice. Qui sait, les fissures de la façade n'apparaîtront peut-être pas...

Et puis il y a les peintres, qui reproduisent inlassablement ce même casino. L'entrée monumentale en forme de coquille Saint-Jacques apparaît comme une gare. Une gare ouverte sur la mer et inexorablement tournée vers le sud et l'est, vers Istanbul l'orientale et Sébastopol la « soviétique ».

Au-delà de leurs différences, les trois villes partagent un espace commun, la mer Noire, et son fond de l'air unique.

Texte et photos : Julia Beurcq



SUR LE LITTORAL, LES TUBES DEFERLENT

Constanța serait-elle la capitale de la musique *dance commerciale made in Romania* ? Si les clubs ne désespèrent pas l'été notamment du côté de la sulfureuse Mamaia, c'est aussi bel et bien du littoral que proviennent les hits roumains actuels. Dont le succès, depuis quelques années déjà, est international.

AUX COTES DE LA DACIA LOGAN, l'une des grandes stars roumaines de ces dernières années est sans aucun doute

Inna. Ce petit bout de femme a conquis les scènes et discothèques du monde entier. Elle est née le 16 octobre 1986 à



Alexandra Stan

Mangalia, à quelques encablures de sable de Constanța. Diplômée de Sciences po Constanța, ce sont les garçons de Play & Win qui, fin 2007, lui donnent sa chance. Elle n'a alors que 21 ans. Succès immédiat avec le single *Hot* en 2009 qui fait un tabac. Depuis, la princesse de la pop roumaine, de son vrai nom Elena Alexandra Apostoleanu – sa bio officielle souligne que c'est son grand-père, convaincu du potentiel de la petite, qui lui donna ce surnom d'Inna – est prise en main pour le marché anglophone par un label américain. Elle est également disque d'or en France et enchaîne désormais les hits et les tournées, à 100.000 euros le concert.

Play & Win justement. Ils ont « fait » Inna, mais pas seulement. Ce trio masculin est à la fois producteur et artiste. Mais c'est surtout en tant que producteur que la gloire est arrivée. Originaires d'Alba Iulia, les trois copains s'installent sur le littoral, à Constanța, « là où ça bouge ». Ils lanceront et produiront aussi Akcent puis Morris et Bob Taylor, s'invitant régulièrement aux premières places des charts roumains et européens.

Autre championne du box office originaire de Constanța, Alexandra Stan. A 22 ans, elle appartient à l'écurie Mann Studio, une des *fabrici de vedete* de la ville. Le clip officiel de son hit *Mr Saxobeat* a été visionné par plus de 100 millions de fans à travers le monde. La jeune chanteuse est par ailleurs inscrite, du moins officiellement, à la faculté de management Andrei Șaguna de Constanța, où elle vit toujours. A noter que le studio Mann produit sur la ville portuaire pléthore de jeunes talents connus mondialement, dont le très jeune Cristian Tarcea, âgé de 17 ans.

LA VOCATION MUSICALE

Marcel Prodan, l'une des deux têtes pensantes du studio Mann, a débuté avec le célèbre Costi Ioniță. Ce dernier

est le symbole d'une scène *constănțeană* décomplexée et médiatisée depuis le milieu des années 90. C'est en effet dès la fin de la période communiste qu'explose la musique *dance commerciale* sur le littoral, avec ses petites touches bien locales. Et c'est dans ce contexte que sont nés aussi les *manele*, aujourd'hui en perte de vitesse, d'après Răzvan Petre de Radio Constanța : « *La dance et la house ont incontestablement pris le pas sur les manele, on le voit bien dans les clubs de Mamaia, à la radio et à la télévision.* » En été, Constanța est en effet l'endroit idéal pour prendre le pouls des tendances locales, et une parfaite rampe de lancement. Au bord de la mer se lancent les jeunes talents de demain devant un public à la tête aux vacances et avide de fêtes. Dans les clubs de Constanța, Mamaia ou Costinești s'étaient déjà lancés il y a une quinzaine d'années les futures références de la scène musicale roumaine, Mihai Trăistariu, 3rei Sud Est, Andreea Bănică, et, donc, Costi Ioniță, fameux chanteur et producteur de Constanța.

Ce dernier, connu initialement pour son titre *La mare, la soare* aux vers tonitruants *, a depuis fait un sacré bout de chemin. Juste après la révolution, à l'âge de 12 ans, au sein des Tarafs locaux, Costi Ioniță effectue déjà des tournées à l'étranger. Regard l'a rencontré à Constanța... « *Cette ville est incroyable pour faire de la musique, on y est visible très vite* », dit-il. Selon lui, le dénominateur commun de tous ces artistes du littoral roumain est le fait de vouloir faire une « *musique commerciale rafraîchissante*,

RADIO VACANȚA, LES HAUTS PARLEURS DE LA LIBERTÉ

Depuis 45 ans, Radio Vacanța, la station publique locale, émet tous les étés sur la fréquence de Radio Constanța (100.1 FM). Depuis son bâtiment blanc et bleu ciel, Radio Vacanța diffuse sur les ondes et sur la plage les hits du moment. Mamaia en particulier n'aurait certainement pas le même « cachet » si la plage n'était pas équipée de ces fameux hauts parleurs hérités du communisme. Avant 1990, le grand nombre de touristes étrangers dans la station balnéaire servait de prétexte à la diffusion des tubes venus de l'Ouest. Radio Vacanța était alors l'un des rares espaces de liberté. Elle est depuis restée la radio culte de la côte. F. G.

et de qualité ». Et si une industrie et de nombreux talents ont émergé dans ce coin de Roumanie, pour Costi Ioniță, ce n'est pas le seul fruit du hasard. Ce n'est pas

« Cette ville est incroyable pour faire de la musique, on y est visible très vite »

non plus un hasard si le célèbre reggeaman Shaggy lui a demandé de produire ses tout derniers hits. Costi Ioniță a par ailleurs collaboré avec Bob Sinclar et Puff Daddy.

Ces artistes roumains sont donc non seule-

ment appréciés pour leur talent sur scène et dans leurs clips, mais ce sont aussi de fins dénicheurs de futures stars n'hésitant pas à lancer de jeunes chanteurs roumains, bulgares ou russes – souvent des filles – aux côtés de stars américaines. On est bien loin de la pop un peu naïve des garçons d'O-Zone d'il y a huit ans, avec ses textes simplistes et décalés façon gentil *boys band* d'Europe de l'Est. Le littoral roumain et sa frénésie estivale y sont sans aucun doute pour beaucoup.

Benjamin Ribout

Photo : Mediafax

* Le refrain de cette chanson mêlant *manele* et *dance* sont évocateurs de la « Constanța touch » : « *La mare, la soare, fetele-s mortale...* », ce qui donnerait en français « *à la mer, au soleil, les filles sont mortelles...* »

Mai multă protecție
Mai mulți kilometri

LUBRIFIANTS
fuel economy
www.total.com.ro

LUBRICATED BY
TOTAL

Nu suntem aleși din întâmplare TOTAL

Ancien fleuron de l'industrie roumaine, la vallée du Jiu se meurt. D'ici à 2018, trois nouvelles mines vont fermer, accentuant encore la crise que traverse la région depuis le début de « la fin du charbon ». A Petrila, plus vieille mine d'Europe avec 150 ans et première à fermer en 2015, l'horizon est sombre et la ville peine à s'imaginer un avenir loin du minerai. Reportage.

MINÉS

par le désespoir



CHAQUE MATIN DEPUIS 22 ANS, Cătălin grimpe dans l'ascenseur et plonge à 700 mètres sous terre pour exploiter le charbon qui dort dans le sous-sol de Petrila. Dans la poussière, la chaleur étouffante, Cătălin et son équipe creusent la roche, montent des galeries, extraient le minerai. Avant eux, leur père, grand-père, arrière-grand-père ont fait les mêmes gestes. Ce mineur de 41 ans touche un peu moins de 500 euros par mois. « Sans augmentation depuis des années », lâche-t-il. La dernière grève, il y a quelques semaines, n'a rien donné ou presque. « On a obtenu une prime ridicule. Quand on voit les conditions dans lesquelles on travaille, c'est honteux. Après vingt ans dans la mine, plus personne n'est en bonne santé. Et c'est dangereux, surtout qu'on travaille avec le même matériel qu'il y a 20 ans ! ». En 2008, douze mineurs avaient d'ailleurs trouvé la mort dans un accident.

Mais bientôt, Cătălin cessera ses va-et-vient au centre de la terre. D'ici à fin 2015, Petrila va fermer ses portes. « Avec Uricani et Paroseni, Petrila est intégrée à un plan de fermeture, décidé par le gouvernement et l'Union européenne », explique Mihai Ermoiu, directeur de la mine. « D'ici à 2015, la production de charbon va être progressivement réduite, et en 2016, les souterrains seront fermés et la zone écológisée. » Cette fermeture n'est pas vraiment une surprise. Car Petrila et le bassin minier du Jiu ont depuis longtemps entamé leur déclin ; l'époque dorée du charbon s'est terminée presque en même temps que le communisme. « Aucun investissement n'a été fait depuis 1989 », explique Mihai Ermoiu.

« IL N'Y A RIEN A FAIRE ICI »

Les gouvernements successifs auraient laissé les mines de la vallée du Jiu mourir à petit feu. Les vagues de licenciements successives ont fait exploser le chômage. En plein après-midi, les rues et les parcs sont noirs de monde. Tous sont d'anciens mineurs, retraités ou licenciés. « Rendez-vous compte, soupire Mihai Ermoiu, en 1987, la Compagnie nationale de l'huile basée à Petroșani qui gère toutes les mines de la vallée du Jiu comptait 47.000 employés. Contre 7690 aujourd'hui. » A Petrila, « ils ne sont plus que 673 », précise-t-il.

Dans la vallée, le premier choc a eu lieu en 1997, avec le premier plan de restructurations : plus de 10.000 mineurs – soit un cinquième des employés – sont alors licenciés. Ion était l'un d'eux. « J'ai touché l'équivalent de trois ou quatre salaires, je

ne me souviens plus. On sentait bien qu'on n'avait pas trop le choix, qu'il fallait accepter. On nous a promis des cours de requalification, des emplois. J'étais encore jeune à l'époque. Mais je n'ai jamais retrouvé d'emploi. On nous a menti », lâche-t-il, amer. Comme lui, beaucoup de ceux qui ont quitté la mine n'ont jamais retravaillé. Officiellement, le taux de chômage dépasse juste 10%, mais de nombreux chômeurs de longue durée sont depuis longtemps rayés des listes. « Il n'y a rien à faire ici, à part la mine. Et toutes les promesses de reconversion qu'on nous a faites, c'est du vent. »

Plus vieux que ses 55 ans, Ion, qui touche une retraite partielle pour cause de maladie, a vu sa vie et la ville s'effondrer lentement sous ses yeux. Car à Petrila, tout le monde est lié à la mine, dont la lourde silhouette abimée domine la ville. Quand la mine va mal, tout le monde sombre avec elle. En quinze ans, Ion a vu d'anciens collègues tomber dans l'alcoolisme, se suicider parfois, partir à l'étranger. Quand il ferme ses yeux tristes, il revoit Petrila à l'époque de son passé glorieux, avant 89... « Quand tout le monde avait du travail », quand les mineurs « étaient respectés, leur travail considéré, quand on venait de tout le pays pour travailler à la mine ». Quand Petrila faisait figure de ville prospère et cosmopolite. S'il n'est pas nostalgique du communisme, Ion regrette ces jours heureux. Car depuis, il a vu de nombreux magasins fermer, faute de clients, ses voisins vivre au jour le jour, sans pouvoir faire de plan pour l'avenir.

Symbole de cette déchéance : le sort de certains anciens mineurs, devenus « voleurs de charbon ». « Ils ramassent le charbon sur les bandes roulantes qui permettent de remonter le minerai à la surface », explique Mihai Ermoiu. « Ils vendent ces petits sacs pour s'acheter de quoi manger. Tout le monde le sait, même la police. Ils sont désespérés. » Petrila s'enfonce dans le marasme et se sent oubliée « par ceux de Bucarest (...) Ils viennent ici pendant les élections, font des promesses et les oublient aussitôt », résume Ion. « Depuis 1997, tout est allé de mal en pis. Et ça va continuer. Qu'est-ce qui va se passer quand la mine va définitivement fermer ? »

ET QUAND LA MINE VA FERMER ?

Cette question hante les habitants. Ici, comme dans toute la région, tout dépend du charbon. « C'est une zone mono-industrielle », explique Stefan Ignat.

Ancien mineur, lui aussi « remercié » en 1997, il travaille désormais dans une petite entreprise de fabrication de meubles, l'une des rares sociétés de Petrila. Pour lui, la fin de la mine signe la mort de toute activité économique. « Ce n'est pas compliqué : si les mineurs travaillent et sont payés, on a des clients. Déjà, la crise et les récents licenciements ont beaucoup réduit notre activité. On est passé de 40 à 10 salariés. Et encore, on de la chance, on existe toujours, on est les seuls parmi tous les fabricants de meubles de la région. Quand la mine va fermer, Petrila va devenir comme Aninoasa. »

Aninoasa. Ici, beaucoup en parlent, comme une prédiction funeste de ce qui attend Petrila. On a donc grimpé dans un maxi-taxi pour aller voir. Comme Petrila, Aninoasa est née et s'est développée avec la mine. Visiblement, elle est aussi « morte » avec elle. Ici, on a cessé d'exploiter le charbon il y a cinq ans déjà ; et du passé minier glorieux, il ne reste que quelques inscriptions et la carcasse défoncée de la mine. Aujourd'hui, entre ses magasins fermés, ses bâtiments décrépis et ses rues désertes, Aninoasa a des airs de ville fantôme.

Petrila est-elle condamnée à connaître le même sort ? Beaucoup en sont convaincus. En bas d'un immeuble gris, avec vue imprenable sur la mine, Alexandru discute avec deux copains. « On n'a rien d'autre à faire, c'est mort ici. » Alexandru a 22 ans. Fils de mineur, il est né et a grandi à Petrila, à l'ombre de la mine. Aujourd'hui, il n'a d'autre choix que partir pour gagner sa vie. « J'ai une formation de mécanicien auto mais je ne trouve pas de travail. Ou alors un job payé 400 lei. Je suis censé faire quoi avec moins de 100 euros ? Toute la vallée du Jiu est une région défavorisée, misérable, morte. Même à Petroșani, la grande ville voisine, c'est dur de trouver du boulot. Il y a des supermarchés, quelques entreprises, mais c'est tout. Alors je pars bosser à l'étranger. »

Chaque année, comme de nombreux habitants de Petrila, il s'exile quelques mois en Allemagne, en Suisse, gagne « 2000 euros par mois, de quoi rentrer et me débrouiller ici ». A coté de lui, Matei, 23 ans, est encore plus résigné. Après une tentative ratée en Italie, il est cloué ici. « Partir ? Pour aller où ? J'ai un petit garçon, je n'ai pas envie d'être loin de lui. Et puis je n'ai pas de qualification... Là, c'est le printemps, je vais aller cueillir des champignons puis des fruits dans la forêt. Je vis au jour le jour, je n'ai pas le choix. » Dans le centre-ville, Dan (il préfère ne pas donner son vrai nom) fume une cigarette face à



Alexandru (à gauche) et Matei (à droite).

son magasin. « J'en avais huit dans le temps. C'est le seul qui me reste. Les gens n'ont plus d'argent. Ou sont partis. Mes enfants par exemple, sont à Petroșani et Cluj. » En dix ans, la population de Petrila est passée de 30.000 à 20.000 personnes. Dan ne va pas tarder à plier bagages lui aussi et « aller s'installer à la campagne », car « il n'y aura bientôt plus rien du tout ici. Ce sera une ville de chômeurs et de retraités ».

LE TOURISME, SEUL ESPOIR

Dans son bureau, Constantin Ramascanu, le très volubile vice-maire (PNL) de Petrila espère, lui, faire mentir le sort. Et réussir à donner un nouveau souffle à l'économie et à la ville. Cet ancien mineur, longtemps exilé aux Etats-Unis, expose son plan de bataille. D'abord, favoriser la création d'entreprises et la venue de nouveaux investisseurs. « Nous avons créé un centre d'affaires, une pépinière d'entreprises qui met à disposition des locaux commerciaux à des prix très bas. Nous avons pour le moment trois entreprises (dont la fabrique de meubles de Ștefan Ignat, ndlr). Nous avons aussi un parc industriel, qui offre des avantages fiscaux et économiques, où de plus grandes entreprises pourraient s'installer. J'ai démar-

ché des sociétés partout, jusqu'en Corée du Nord ! ». Sans résultat pour le moment.

Il faut dire que la vallée du Jiu souffre d'un manque d'infrastructures routières et que Petrila se trouve dans un « cul-de-sac », pour citer le vice-maire, peu propice à séduire les investisseurs. Alors Constantin Ramascanu s'agite, raconte qu'il fait tout ce qu'il peut pour « obtenir la construction d'une route, la promesse d'investissements pour aider la zone ». Mais pour le moment, aucun plan concret de reconversion n'est prévu. Certes, les mineurs licenciés vont « bénéficier de cours de requalification », comme l'explique Mihai Ermoiu. Certes, les autorités de Bucarest ont annoncé vou-

loir développer le tourisme dans la région, mais elles n'ont pas investi pour l'instant dans le secteur.

Reste que pour le moment, le tourisme est la seule piste sérieuse de reconversion. « Le gouvernement rêve qu'on développe le tourisme ici », confirme Constantin Ramascanu. « Les habitants espèrent que ce sera possible... Il y a un potentiel, Petrila et la région se trouvent entre les Monts Parâng et le Retezat ; ce sont des zones superbes, vierges, qui peuvent séduire les touristes. Mais pour le moment, il n'y a aucune infrastructure, pas même un hôtel. On veut aménager une zone de 500 hectares prochainement. » Le vice-maire soupire. Lui aurait rêvé d'une fermeture réfléchie, anticipée, d'un plan de développement du tourisme réalisé en concertation avec toutes les villes de la vallée du Jiu. « Là, rien n'est préparé, financé. On fait des téléphériques, des pensions dans certaines communes, des projets de musées... Mais c'est trop chaotique. »

Car dans cette équation déjà difficile, un autre facteur vient encore compliquer la donne : la très mauvaise image dont souffre la région. « Les minériades nous ont fait du mal », confesse Florin, chauffeur de taxi, lui aussi ancien mineur. « Tout le monde nous voit comme des bêtes sauvages, et imagine que la région est noire, laide et dure. Ce n'est pas vrai, vous le voyez bien ! Mais ça nous handicape... »

A Petrila, le temps semble s'être arrêté, suspendu à la prochaine fermeture de la mine et à l'avenir incertain qui s'annonce. Le visage noir de charbon, Cătălin refuse de se projeter trop loin. « J'espère travailler ici jusqu'en 2015. Ensuite, on nous a promis de nous répartir dans les quatre autres mines qui resteront en activité. Je ne sais pas s'ils vont le faire, mais je m'accroche à cet espoir, pour tenir jusqu'à 45 ans, l'âge de la retraite. Ce que je vais faire après ? Je n'en sais rien. »

Texte et photos : Marion Guyonvarch

LE PLAN DE FERMETURE

Déficitaire et surveillée de près par le FMI, la Compagnie nationale de l'houille (CNH) qui gère les sept mines encore en activité va être restructurée. Avec l'accord de la Commission européenne, le gouvernement va verser à CNH Petroșani 270 millions d'euros pour fermer les trois mines de charbon non concurrentielles : Petrila en 2015, Uricani et Paroseni en 2017. Lonea, Livezeni, Lupeni et Vulcan restent pour l'instant en activité. De nouveaux licenciements (900 a priori) vont avoir lieu et les négociations sont en cours pour déterminer les conditions de départ des mineurs, qui se verront proposer une aide à la reconversion.

Vers où s'embarque BANEASA ?

La transformation de l'aéroport Aurel Vlaicu de Băneasa en aéroport pour vols d'affaires est loin de faire recette, et soulève quelques questions. Selon la presse locale, le terrain qu'il occupe intéresse surtout hommes d'affaires et promoteurs.

DEPUIS LE 25 MARS DERNIER, les compagnies aériennes low cost n'utilisent plus l'aéroport de Băneasa ; il sera réservé au trafic d'affaires. Une très bonne nouvelle pour les habitants de cette zone résidentielle de haut standing qui s'est fortement développée en quelques années. Selon le ministère des Transports, ce sont ces mêmes citoyens qui, durant des années, ont bombardé les

autorités de plaintes à cause du bruit généré par le va-et-vient incessant d'avions, surtout des moyens courriers.

Bucarest affirme vouloir transformer Băneasa en une sorte de London City Airport. Mais à Londres, les vols d'affaires se comptent par centaines chaque jour, tandis qu'à Bucarest ce type de trafic est très peu développé, pour ne pas dire in-

signifiant. L'aéroport de Băneasa a surtout « profité » des vols low cost. En 2011, les compagnies qui ont utilisé Băneasa, telles Blue Air, Germanwings ou encore Wizz Air, ont assuré des liaisons quotidiennes vers 36 destinations en Europe, soit 6600 passagers par jour pour une taxe de 17 euros par passager, ce qui veut dire que l'aéroport encaissait 112.200 euros par jour. Auxquels s'ajoutaient les taxes pour

Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 68 pays

fédérant plus de 13.000 professionnels

www.mazars.ro
www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information.
- Conseil : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets.
- Transactions : Due diligences ; Etudes de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à l'acquisition.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact:
Jean-Pierre Vigroux – Managing Partner
Str. Economu Cezarescu, nr. 31B, sector 6, Bucarest, Roumanie
Tel. / Fax: +4 031 229 2600 / 01; contact@mazars.ro / www.mazars.ro

les avions (6 euros par tonne pour un moyen courrier ayant un poids moyen de 60 tonnes, soit 360 euros par avion).

Pour le moment, les vols d'affaires ne vont assurément pas rapporter autant, alors comment l'aéroport de Băneasa compte-t-il s'en sortir ? Réponse de Valentin Iordache, responsable de la communication à la Compagnie nationale des aéroports de Bucarest – chargée de la coordination des activités des aéroports de Băneasa et Otopeni – lors d'un entretien pour Radio Bucarest le 21 mars dernier : « Vous savez, c'est comme pour une autoroute, on ne peut pas dire combien de voitures vont l'utiliser avant de la construire. Même si, aujourd'hui,

dans la zone, son existence devient gênante pour les promoteurs immobiliers », et citait le directeur de l'aéroport de l'époque, Eugen Ciocan, selon lequel nombreux étaient ceux qui désiraient la clôture de Băneasa. Septembre 2008, toujours selon Gândul : « La fermeture de l'aéroport entraînerait une hausse spectaculaire du prix des villas et des terrains aussi bien à Pipera et Voluntari que dans les zones avoisinant les pistes. »

A son tour, le quotidien économique Ziarul Financiar rappelait en mars dernier que la fermeture de l'aéroport a été l'objectif aussi bien des libéraux que des démocrates-libéraux. En 2006, Radu Ber-

s'ajoutent 20 autres hectares de surface technique, représenteraient une mise d'un milliard d'euros selon les prix pratiqués actuellement dans le quartier

« La fermeture de l'aéroport entraînerait une hausse spectaculaire du prix des villas et des terrains dans la zone »

(500 euros le mètre carré, en moyenne). Un immense terrain que pourraient se



le trafic d'affaires est peu développé, on transformera l'aéroport justement pour offrir aux opérateurs de jets privés l'occasion de l'utiliser. »

Aux yeux des médias roumains, l'aéroport se dirige plutôt vers une faillite inévitable, mais qui arrangerait certains... En février 2006 déjà, le quotidien Gândul affirmait qu'« à cause de la présence de l'aéroport qui impose des restrictions en matière de hauteur maximale des bâtiments construits

ceanu (Parti démocrate-libéral, PD-L) qui à l'époque était ministre des Transports, annonçait la fermeture de l'aéroport. L'idée a été reprise en 2008 par le Premier ministre Călin Popescu Țăriceanu (Parti national libéral - PNL). En 2011 enfin, un nouveau ministre des Transports PD-L Anca Boagiu fixait la date limite de fermeture au 24 mars 2012.

Toujours selon Ziarul Financiar, les 180 hectares qu'occupe l'aéroport, auxquels

partager quelques hommes d'affaires bien connus, tels que Gigi Becali, Puiu Popoviciu, Ion Tiriac ou encore Dan Voiculescu qui sont déjà les principaux promoteurs immobiliers dans la zone.

Răsvan Roceanu
Photo : Mediafax

L'accès à l'eau potable et aux sanitaires reste très limité en Roumanie, des dizaines de milliers de foyers sont toujours illuminés à la chandelle, tandis que les bords des rivières servent trop souvent de décharge publique. Malgré plusieurs programmes gouvernementaux visant à moderniser les infrastructures dans le milieu rural, les progrès sont lents en raison d'un financement au compte-gouttes.

CAMPAGNES en manque

MOINS DE 57% DES HABITANTS de Roumanie sont reliés au tout-à-l'égout et 45% à peine à un réseau d'alimentation en eau potable : un triste record pour un pays de l'Union européenne où seuls 3% des habitants n'ont pas accès à ces facilités. Deuxième dans ce classement, la Bulgarie compte environ 20% de la population sans eau courante ni sanitaires. Selon l'Autorité des eaux, la Roumanie dispose actuellement de 983 réseaux d'assainissement, s'étirant sur 24.953 km, dont seuls 631 sont fonctionnels, les autres encore en chantier. Au cours des six derniers mois, le nombre de foyers raccordés au tout-à-l'égout a progressé d'à peine 1,84%, et celui des foyers bénéficiant d'eau potable de 0,93%. A ce rythme-là, la Roumanie risque fort de ne pas pouvoir respecter les délais intermédiaires fixés par l'UE, à savoir un taux de 80% des habitants ayant accès aux sanitaires et 77% à l'eau courante d'ici 2015. Au 31 décembre 2018, tous les Roumains devraient bénéficier de ces facilités.

Parmi les régions les plus arriérées figurent le sud du pays et le département de Vaslui. En juin 2011, un bébé d'un mois du village de Vetrișoia (Vaslui) est mort à la suite d'une intoxication aux nitrites. Ses parents avaient préparé son biberon en mélangeant du lait en poudre à de l'eau du puits. Mais à Vetrișoia, la nappe phréatique est contaminée par des nitrites provenant des engrais chimiques

utilisés dans l'agriculture. « Tout le monde ici, y compris moi-même, boit cette eau-là », dit le maire Vasile Puiu. « Des cas d'intoxication, il y en a toujours eu », ajoute-t-il.

Selon la Direction locale pour la santé publique, dans le département de Vaslui environ 50% des puits sont contaminés, et quelque 300.000 habitants boivent de l'eau empoisonnée. Cela fait près de huit ans que M. Puiu s'attache à apporter l'eau potable dans son village de 3500 âmes. Le réseau d'alimentation a bien été mis en place, mais pour l'instant seuls vaches et cochons peuvent en profiter car l'eau n'est pas bonne pour la consommation en l'absence d'une station de traitement. « Nous aurions besoin d'environ 400.000 lei pour finaliser ce projet. Mais depuis quatre

Pour près de 98.000 ménages dans 2284 villages, avoir un réfrigérateur, une télé ou un ordinateur n'est qu'un rêve lointain

ans, nous n'avons pas vu un sou de la part du gouvernement. C'est embêtant de voir que certains maires reçoivent de l'argent à la pelle, et d'autres même pas à la cuillère », se plaint-il. Selon lui, les fonds publics sont alloués pour l'essentiel en vertu de

l'appartenance politique du maire. Ce qui fait que les habitants de Vetrișoia, dirigée par un membre du Parti national libéral (PNL), ont toujours bu de l'eau aux nitrites.

Le ministère du Tourisme et du Développement régional (MDRT) assure toutefois que le financement répond aux sollicitations des autorités locales, quelle que soit leur couleur politique. En 2011, 292 millions de lei ont ainsi été consacrés à la réfection des routes locales et 190 millions aux réseaux d'eau et d'assainissement. En vertu d'un accord signé en 2007, la Roumanie a également bénéficié d'un prêt de 340 millions d'euros de la Banque de développement du Conseil de l'Europe destiné à réhabiliter les réseaux d'alimentation en eau des localités de moins de 50.000 habitants. Se disant soucieuses d'améliorer la santé des Roumains, les autorités ont également démarré un vaste programme de construction de bases sportives dans le milieu rural. Lancé en 2002 par le gouvernement social démocrate d'Adrian Năstase, qui s'est targué d'avoir réalisé 400 salles de sport en deux ans, ce programme controversé a continué sous les libéraux (2004-2008) et les démocrates libéraux. Selon le MDRT, environ 300 salles ont été réalisées depuis 2009. Et malgré la crise, 81 millions de lei ont encore été alloués à ce programme en décembre dernier. Une base sportive avec terrain de hand-

ball est aussi prévue à Vetrișoia. « Plutôt que de passer leur temps accoudés au bar, les gens iraient au stade », dit le maire. Sauf que ce projet estimé à 906.000 lei est réalisé à 40% et se dégrade faute de financement régulier. « C'est comme ça en Roumanie, on lance 100 projets en même temps et on n'en finalise aucun », peste-t-il. « Les salles de sport, c'est fini ! La plupart ne sont utilisées que pour des parastas (commémoration des morts, ndr), et il n'y a personne qui joue au handball ou au football », a récemment lancé, dépité, le secrétaire d'Etat au MDRT, Răzvan Murgeanu, assurant que dorénavant l'argent serait mieux utilisé.

Un avis partagé par nombre d'habitants. Dans le département de Vaslui, deuxième région plus pauvre de l'UE, 2,7 millions de lei ont été alloués l'année dernière à la construction de bases sportives. Or cet argent aurait pu être investi dans les réseaux d'eau et d'assainissement, qui ont bénéficié au total de 6 millions de lei. Confrontées aux contraintes du budget public, d'autres

communes misent sur les fonds européens pour améliorer la vie des villageois. Selon le ministère de l'Agriculture, plus de 3000 projets ont jusqu'ici été rédigés par les autorités locales ou des associations privées. Environ 600 d'entre eux, bénéficiant de 1,5 milliard d'euros, sont déjà en chantier. Un tiers vise l'accès à l'eau potable.

A Albești, dans le département d'Argeș, le maire Vasile Sava a obtenu un financement européen d'un montant de 2,5 millions d'euros pour moderniser la commune. Eau potable, canalisations, routes asphaltées, bientôt raccordement au réseau de distribution du gaz – les habitants en ont bien profité. Et la décharge sauvage sur la rive de l'Argeș a laissé place au gazon, pour la plus grande joie des villageois ou des touristes qui viennent se baigner dans la rivière. « Beaucoup de choses ont changé ces dernières années, je pense que c'est évident pour tout le monde », se félicite le maire.

Mais tous les villages ne peuvent pas en

dire autant. Une centaine de localités à travers le pays attendent toujours d'être raccordées au réseau d'électricité. Pour près de 98.000 ménages dans 2284 villages, avoir un réfrigérateur, une télé ou un ordinateur n'est qu'un rêve lointain, malgré les engagements des autorités. Dernière promesse en date : investir 226 millions d'euros d'ici 2016 pour régler définitivement ce problème. D'autres communes livrent bataille pour se débarrasser des débris qui s'accumulent un peu partout, bien que des systèmes de collecte aient été mis en place dans la plupart des localités. Selon la Garde de l'Environnement, au total 6272 décharges sauvages avaient été inventoriées dans le milieu rural en 2009. Depuis, la plupart ont été fermées et les zones réhabilitées. La Roumanie compte néanmoins encore 70 décharges municipales non conformes, un casse-tête qu'elle doit résoudre d'ici 2017.

Mihaela Rodină
Photo : Mediafax



www.renault.ro

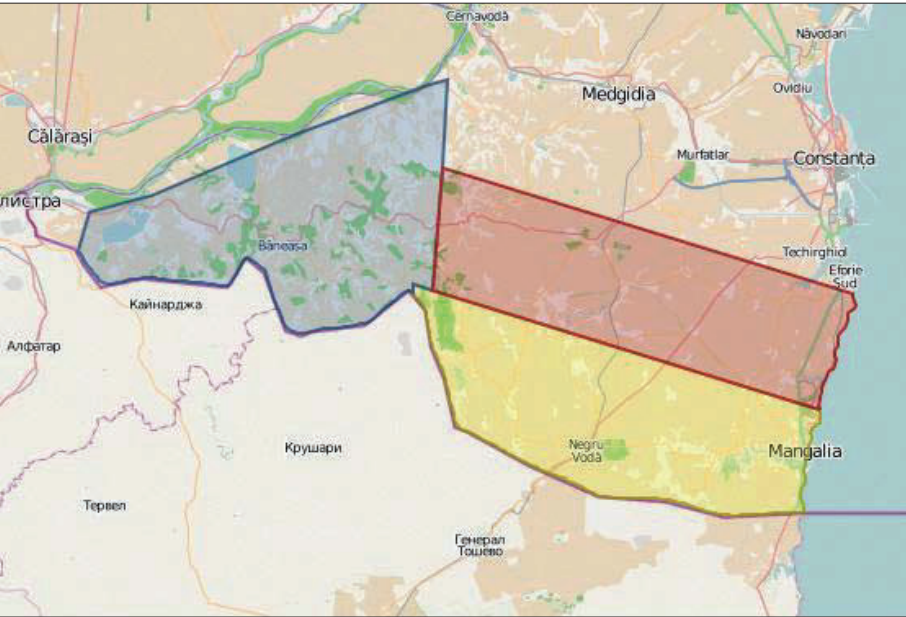


Renault préconise elf

DRIVE THE CHANGE



NEGLIGENCE INFORMATIQUE



L'Agence nationale des ressources minérales (ANRM) a publiée en avril sur son site Internet trois contrats confidentiels pour la concession de périmètres d'exploration et d'exploitation passés avec le pétrolier Chevron. Si le géant américain a autorisé une telle manœuvre, il a toutefois refusé que les sommes qu'il s'engageait à investir soient rendues publiques. Mais le système mis en place par les informaticiens de l'ANRM pour cacher la partie chiffrée des contrats s'est révélé être très superficiel et totalement amateur. Moins d'une heure après leur publication, les journalistes ont réussi en quelques clics à faire apparaître toutes les informations qui auraient dû rester confidentielles. Il n'est donc plus un secret que Chevron s'engage à investir au total plus de 100 millions d'euros pour chacun des trois périmètres d'exploitation de pétrole et de gaz en Dobrogea (voir carte) – voir aussi l'article sur le gaz de schiste, page 52-53. Jonas Mercier. Carte : D. R.

La moitié des ROUTES ROUMAINES « périmee »

Sur 83.000 km de routes que compte la Roumanie, près de la moitié est en « mauvais état », a indiqué l'Institut national de statistique (INS) au mois d'avril. L'inventaire de l'INS montre en effet que 47,8% des routes « modernisées », qui représentent un tiers des chaussées du pays, et 56,2% de celles composées d'un revêtement « léger », ont « dépassé leur temps d'utilisation ». Bref, elles sont périmees. A noter que plus de 40% des routes de Roumanie sont faites de graviers ou en terre, soit 35.000 km. J. M.

AGRICULTURE : Et si c'était mieux avant ?

Stelian Fuia, ancien ministre de l'Agriculture, a remis au goût du jour les coopératives communistes, indiquant qu'elles sont le seul moyen pour améliorer les rendements de l'agriculture roumaine. « Après avoir effrité pendant 20 ans notre patrimoine agricole, nous devons reconnaître que les coopératives agricoles mises en place par Ceaușescu n'étaient pas une mauvaise idée », a-t-il déclaré début avril. M. Fuia a d'ailleurs lancé les bases d'un projet pilote de coopérative dans plusieurs départements du pays avec l'aide d'experts allemands. La Roumanie compte à ce jour plus d'un million d'exploitations subventionnées, dont 978.000 ont une surface inférieure à dix hectares. J. M.

CONCURRENCE : l'énergie dans le viseur de l'UE

La Commission européenne a ouvert cinq enquêtes sur des tarifs préférentiels accordés à plusieurs entreprises par le producteur d'énergie public roumain Hidroelectrica entre 2004 et 2010. Parmi les transactions vérifiées figurent deux contrats bilatéraux avec ArcelorMittal. En décembre 2009 et décembre 2010, Hidroelectrica aurait en effet fourni au géant de la sidérurgie 1,75 TWh d'électricité par an « à des prix qui semblent inférieurs aux prix du marché », indique la Commission. Déjà critiquées par le Fonds monétaire international (FMI) pour avoir autorisé la conclusion et le renouvellement de tels contrats préférentiels, les autorités roumaines se sont à plusieurs reprises engagées à les résilier. Sans être encore passées à l'acte. J. M.

NUCLEAIRE : la Roumanie omet le risque du tremblement de terre

Le « stress test » sur les centrales nucléaires roumaines sollicité en mai 2011 par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) est jugé « adéquat sauf pour les tremblements de terre et les événements extérieurs extrêmes », selon un rapport intermédiaire du Groupe des autorités européennes de réglementation dans le domaine de la sûreté nucléaire (ENSREG), publié en avril. Ce document a été commandé par la Commission européenne pour les 14 pays de l'UE qui possèdent des réacteurs nucléaires. J. M.

EMPLOYES, CE QU'ILS VEULENT

Selon un sondage effectué par le site de recrutement BestJobs.ro, 54% des employés roumains se sentent motivés quand la société pour laquelle ils travaillent obtient des bénéfices, 47% donnent surtout de l'importance aux possibilités de développement personnel, tandis que 45% mettent l'accent sur l'atmosphère au travail. Le montant du salaire ne serait un facteur déterminant que pour 42% d'entre eux. A leur tour, les employeurs affirment que leurs employés sont d'abord intéressés par leurs conditions de logement (55%), leur niveau de vie (53%), les taxes (40%) et les avantages de l'expatriation (39%). Ce sondage a été réalisé en mars sur 3593 personnes. Răsvan Roceanu

JOLI CONCEPT



Trois Roumains ont élaboré le projet d'une voiture électrique/hybride « révolutionnaire » baptisée SCI hyMod, affirme le site www.0-100.ro (27 février). Le concept de base, qui dispose de six places et d'un coffre d'un volume de 250 litres placé à l'avant, serait propulsé par un moteur électrique de 65 chevaux avec une autonomie de 40 kilomètres. Pour des distances plus longues, il existe la possibilité d'attacher, à l'arrière du véhicule, soit un nouveau groupe de batteries, qui assurerait une autonomie supplémentaire de 140 kilomètres, soit un moteur thermique (autonomie supplémentaire de 580 kilomètres). Faute d'avoir trouvé un investisseur, les concepteurs n'ont pas encore fabriqué de prototype. Plus d'infos sur : www.scihyMod.com. R. R. Photo : D. R.

ACTIONS A PRENDRE

Après le succès des actions Transelectrica à la bourse de Bucarest, cinq nouvelles offres pour des actions de compagnies d'Etat seront proposées cette année, a récemment annoncé Sorin Vlădan, chef de l'Office des participations de l'Etat et des privatisations dans l'industrie (OPSPI), cité par Wall-Street.ro (édition du 20 avril). En juin, 15% des actions de Transgaz devraient être mises en vente, ainsi que l'offre publique initiale (IPO) pour 20% des actions de la compagnie aérienne Tarom. Suivra, en août, 15% du paquet d'actions de Romgaz, l'IPO la plus attendue. Enfin, Sorin Vlădan estime que les IPO des sociétés Hidroelectrica et Nuclearelectrica devraient voir le jour en octobre ou novembre. R. R.

Le neuf ne décolle pas

La crise semble se poursuivre dans le secteur du logement neuf en Roumanie. Selon les chiffres rendus publics le 27 avril par l'Institut national de statistique, 3144 autorisations de construction pour des immeubles résidentiels ont été délivrées au mois de mars dernier sur l'ensemble du pays, ce qui représente 57,3% de plus par rapport à février, mais 6,8% de moins par rapport au mois de mars 2011. 66% de ces autorisations ont visé des constructions en zone rurale. Sur l'ensemble du premier trimestre 2012, le nombre d'autorisations délivrées pour des immeubles résidentiels a été de 6875, soit 7% de moins que durant la même période l'année précédente. R. R.

Nouveau rapport sur LA CROISSANCE

La Roumanie aura une croissance de 1,5% du PIB cette année et de 3% en 2013, tandis que le taux de chômage baissera de 7,2 à 7,1%, affirme le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur l'économie mondiale, publié en avril. Le taux d'inflation sera de 2,9% en 2012 et de 3,1% en 2013. Pour l'ensemble de l'Europe, y compris les pays non UE, le FMI prévoit une croissance moyenne de 0,2% du PIB cette année, et de 1,4% l'année prochaine. Parmi les économies européennes émergentes, la Roumanie est deuxième derrière la Pologne, qui aura une croissance de 2,6% en 2012 et de 3,2% en 2013, et se situe donc devant la Hongrie (croissance zéro cette année et de 1,8% en 2013). R. R.

UN 4X4 TRES SPECIAL

Bucovina Vehicles, une compagnie au capital roumain, veut construire à Gura Humorului (nord-est du pays), une usine d'assemblage de véhicules 4x4 pour les fermiers, annonce l'agence Mediafax (29 mars). Il s'agirait d'une plateforme auto multifonction, de conception originale, adaptable aussi bien pour le transport de marchandises que pour les travaux agricoles et pour les activités en zone montagneuse. Les actionnaires ont déposé à la mairie locale une demande de concession pour 25 hectares de terrain. L'investissement dépasserait 100 millions d'euros et créerait 1700 emplois. R. R.

SCHISTE OU PAS SCHISTE ?

La méthode d'extraction du gaz de schiste, plutôt dénommé gaz de roche par les spécialistes, n'en finit pas de diviser. Est-elle dangereuse ? Sans aucun doute soutiennent les environnementalistes, qui s'efforcent de faire réagir les autorités et la société civile. D'autres assurent qu'elle ne comporte aucun risque.

AVANT MEME QUE SON EXISTENCE dans le sous-sol roumain soit confirmée, le gaz de schiste enflamme les esprits. Début avril, le président Traian Băsescu dénonçait avec véhémence les réticences vis-à-vis du gaz de schiste... « Il semble que nous aimons l'idée de rester pour toujours des importateurs de gaz naturel. » L'intervention du chef de l'Etat fait suite aux nombreuses pressions de la part d'ONG pour la défense de l'environnement qui exigent notamment que les autorités expliquent comment et pourquoi le géant américain Chevron a obtenu l'autorisation de partir à la recherche d'éventuels gisements en Dobrogea, à Bârlad (sud de la Moldavie). Chevron aurait par ailleurs promis plusieurs millions de dollars d'investissement pour l'extraction de gaz de schiste à Vama Veche, Costinești et Adamclisi (source : Hotnews.ro). Le Hongrois Mol et les Canadiens de East West Petroleum, entre autres, seraient également intéressés, mais plus à l'ouest, entre Arad et Oradea.

Car ce type d'exploitation continue de générer des inquiétudes. Par rapport au gaz conventionnel qui se trouve dans des poches et nécessite un simple forage, le gaz de schiste, dont les caractéristiques chimiques sont identiques au gaz conventionnel, est piégé dans une roche très imperméable. Pour le libérer, il faut injecter de l'eau à très haute pression afin de fracturer cette roche. Premier problème, l'extraction du gaz de schiste nécessite de grandes quantités d'eau, entre 9000 et 29.000 mètres cubes pour un seul puits, selon les estimations de l'ONG environnementale Greenpeace, ce qui pourrait créer des problèmes d'approvisionnement en eau, même dans des zones tempérées. Toujours selon Greenpeace, cette eau est mélangée avec plus de 260 substances chimiques, des additifs qui, si le puits n'est pas parfaitement isolé, pourraient polluer les nappes phréatiques qui se situent

généralement plusieurs dizaines de mètres au-dessus de la zone contenant du gaz.

Dans son édition du 11 avril dernier, l'hebdomadaire français *Le Point* indique que pour le forage de douze puits d'une seule plateforme d'exploitation, entre 2000 et 7000 tonnes d'additifs sont injectés dans le sous-sol. Aux Etats-Unis, la loi permet aux compagnies de ne pas révéler la liste de ces additifs pour des raisons de concurrence. Mais suite aux demandes d'associations de consommateurs, de nombreux opérateurs ont toutefois publié la liste exhaustive des produits présents dans le fluide de fracturation. Selon Greenpeace, même dans le cas d'une exploitation « correcte », une certaine quantité de ce mélange injecté dans le sous-sol revient à la surface, et contiendrait, en dehors des additifs initiaux, d'éventuels métaux lourds, des hydrocarbures, et même des éléments radioactifs qui existent naturellement dans le sol, à 2 ou 3000 mètres de profondeur, là où se trouve le gaz de schiste. Selon Radu Dudău, expert au Centre roumain pour l'énergie (CRE), « le risque de contamination de l'eau est bien réel ». Faux répondent d'autres spécialistes, qui assurent que cette eau est intégralement collectée dans des bassins étanches puis traitée, afin de servir pour d'autres opérations de fracturation hydraulique.

Autre danger selon les adversaires du gaz de schiste, le principe de base de la méthode d'extraction : l'eau est injectée à très haute pression dans la roche afin de créer des fissures par lesquelles le gaz, qui existe naturellement dans ces couches sédimentaires, peut s'échapper. Cette « fracturation », d'après certains spécialistes, pourrait déstabiliser les couches et provoquer des tremblements de terre. Pour d'autres, l'activité sismique induite par ces opérations serait au maximum de - 2

sur l'échelle de Richter, et ne peut en aucune façon provoquer des mouvements de terrain. Selon le chef de l'Agence nationale roumaine pour les ressources minérales (ANRM), Alexandru Pătruți, « une exploitation de gaz de schiste qui respecte à la lettre les règles de sécurité n'est pas plus dange-

Le gaz de schiste est dissous dans des couches de roche poreuse. Pour le libérer, il faut injecter de l'eau à très haute pression afin de fracturer ces couches

reuse que toute autre forme d'exploitation de gaz conventionnel ».

Les avis n'en finissent donc pas de diverger... Quoi qu'il en soit, en Roumanie, Chevron n'a pas obtenu l'autorisation d'exploiter mais uniquement d'explorer les éventuelles ressources en gaz de schiste. De plus, le nouveau gouvernement semble moins conciliant que le précédent.

Mais ce gaz de schiste est-il si important ? A priori oui, dans la mesure où il pourrait assurer une plus grande indépendance de l'Europe, comme de l'Amérique, vis-à-vis de leurs sources d'approvisionnement traditionnelles. Selon le site www.great-news.ro, l'exploitation du gaz de schiste pourrait réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe de 27% à seulement 13%. Cependant, chaque pays européen mène sa propre politique. Agacée par la mainmise énergétique de Moscou, la Pologne, tout comme la Roumanie, serait plutôt favorable au gaz de schiste. En Bulgarie, le Premier ministre Bojko Borisov n'a pas caché qu'il aimerait bien échapper au monopole de Gazprom, mais son gouvernement a été mis en échec sur la question de l'énergie par un lobby qui n'est pas sans liaison avec la présence russe, traditionnellement très forte à Sofia. En partie à cause de ces positions différentes, la Commission européenne n'a pas encore élaboré de directive ou de recommandation sur le sujet, et ne semble pas près de le faire.

Răsvan Roceanu
Photo : Mediafax

DES RESERVES IMPORTANTES ?

En Pologne, les volumes techniquement récupérables estimés en gaz de schiste s'élèvent à 768 milliards de mètres cubes (source : Institut national de géologie polonais, avril 2012). Preuve que des incertitudes persistent sur le véritable potentiel en gaz de schiste : ce volume, qui reste très élevé, est 85 % inférieur à ce qui avait été estimé en mars 2011 par l'Energy Information Administration, qui attribuait 5300 milliards de mètres cubes à la Pologne et 1189 milliards de mètres cubes à l'Ukraine, soit environ 14 ans de consommation française de gaz (source : EIA, Energy Information Administration, mars 2011). Des recherches sont également en cours en Autriche, dans le bassin de Vienne, en Allemagne, dans le bassin inférieur de la Saxe, et en Hongrie, où déjà un premier puits a donné des résultats positifs en 2009 ; tandis que le Danemark étudie lui aussi très sérieusement la possibilité d'exploiter le gaz de schiste.

Manifestation fin mars Place de l'université à Bucarest contre l'exploitation du gaz de schiste par Chevron.



Protéger votre investissement en Roumanie, c'est notre savoir-faire

Dana GRUIA DUFAUT
Avocat aux Barreaux de Paris et Bucarest
Fondateur du cabinet GRUIA DUFAUT

Loredana VAN DE WAART
Avocat au Barreau de Bucarest
Associée du cabinet GRUIA DUFAUT

GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

Notre réussite est celle de nos clients

Le Cabinet GRUIA DUFAUT, présent en Roumanie depuis 1990, fort d'une équipe solide d'avocats et de juristes roumains, tous francophones et francophiles, accompagne les investisseurs sur ce marché avec des services clés en main pour leur installation, puis suit localement le déroulement de leurs affaires au quotidien.

6, Avenue Georges V
75008 Paris - France
Tél. : +33 (0) 1.53.57.84.84
Fax : +33 (0) 1.49.52.07.85
E-mail : paris@dgd-conseil.com

Bd. Hristo Botev no. 28
Sector 3 Bucarest - Roumanie
Tél. : +40 (0) 21.305.57.57
Fax : +40 (0) 21.305.57.58
E-mail : bucarest@dgd-conseil.com

Nos domaines d'intervention :

- Droit des Sociétés;
- Fusions - Acquisitions;
- Droit Commercial;
- Droit Immobilier;
- Droit Social;
- Propriété Intellectuelle;
- Droit de la Concurrence;
- Litiges et Arbitrages.

Au-delà du SEL

Salrom ne cache plus ses ambitions. Le seul producteur de sel de Roumanie veut profiter de sa belle santé financière pour investir dans le tourisme. Hôtels, restaurants, terrains de sport... L'idée est de créer une véritable petite ville à plusieurs centaines de mètres sous terre. Même si la route est encore longue.

BUCAREST, A DEUX PAS DE PIATA Victoriei. Le bâtiment est modeste, de la rue une plaque discrète annonce le siège central de Salrom. Au dernier étage, Gabriel Muraru étale sur une table un grand cahier. En tournant les pages, on y découvre les croquis en trois dimensions du projet touristique de la mine de sel de Slănic, au sud du pays : un hôtel, deux restaurants, un amphithéâtre de 300 places, des espaces de jeu pour enfants, une église, le tout à plus de 200 mètres sous terre dans l'un des vestiges miniers les plus impressionnants d'Europe. « Notre idée est de recréer une ville qui aurait été engloutie sous l'océan Téthys il y a des millions d'années, le sel des sous-sols vient de là », détaille-t-il.

Gabriel Muraru est le directeur de Salrom, société publique et la seule compagnie autorisée à l'extraction du sel en Roumanie. Son projet est ambitieux, peut-être même un peu démesuré. Mais ici on voit les choses en grand. Si les revenus liés au tourisme n'occupent aujourd'hui que 3% du chiffre d'affaires de Salrom, « l'objectif est que cette proportion atteigne 50% dans les années à venir », soutient M. Muraru. Sur les sept mines de sel gérées par Salrom dans tout le pays, cinq sont ouvertes au public*. Le tourisme se fait parallèlement à la production de sel, dans les anciennes galeries qui ne sont plus exploitées. L'année dernière, un million de personnes les ont visitées. Et la compagnie projette d'investir 29 millions d'euros dans l'aménagement touristique des mines de Slănic et Praid (nord) dans le but d'arriver à deux millions de visiteurs par an en 2014.

« Aujourd'hui, on encaisse en moyenne 2,5 euros par visiteur, nous pensons pouvoir obtenir dix euros dans le futur », précise Gabriel Muraru. Après le pétrole et l'or, le sel est-il la nouvelle perle rare du sous-sol

roumain ? Cette ressource, considérée comme stratégique par Bucarest, est en tout cas une exception dans le paysage minier roumain. Salrom est en effet la seule compagnie minière publique à ne bénéficier d'aucune subvention de l'Etat. C'est aussi la seule à obtenir chaque année de confortables bénéfices. En 2011, elle a enregistré un profit brut historique de plus de 5 millions d'euros. Et les perspectives de l'entreprise ont toutes les raisons d'être encourageantes. La Roumanie possède non seulement l'une des réserves les plus importantes de ce minerai au monde – 150 millions de tonnes exploitables – mais aussi un sel de très bonne qualité.

Direction Slănic, à une centaine de kilomètres au nord de Bucarest. Il faut s'armer de patience pour trouver ce village du département de Prahova. Aucun panneau n'indique sa présence, ni d'ailleurs celle de la mine de sel. Cette mine de Salrom fait travailler 300 personnes et produit 120.000 tonnes de sel par an. C'est aussi, après celle de Praid, la plus touristique – plus de 160.000 visites l'année dernière.

LE SEL EN CHIFFRES

Production de sel en Roumanie en 2011 : 2.455.000 tonnes (source : Salrom)

Répartition de la production :

- 79,5% est destinée au marché intérieur (dont 80,8% à l'industrie chimique, 12% aux activités de salage des routes, 0,6% à l'industrie alimentaire, 3,4% à la consommation au détail, et 3,2% à d'autres activités).
- 20,5% est destinée à l'export.

Production de sel en Europe en 2009 : 42.673.000 tonnes (source : rapport Roskill)

Répartition de la production :

- 65% est destinée à l'industrie chimique, 20% au salage des routes et 8% à l'industrie alimentaire.
- L'Europe produit 25% du sel au niveau mondial, c'est le deuxième producteur après la Chine (28%).

L'entrée des touristes dans la vieille mine, dont l'exploitation a été arrêtée en 1970, se fait par les deux « cages » (nom donné aux ascenseurs par les mineurs) originales. Le voyage qui emmène à 200 mètres sous terre est de 90 secondes, mais la queue pour y arriver peut durer plus d'une heure en été. « Je crois que le projet prévoit l'ouverture d'une entrée permettant

« **Aujourd'hui, on encaisse en moyenne 2,5 euros par visiteur, nous pensons pouvoir obtenir dix euros dans le futur** »

le passage des autocars pour les touristes à partir d'une galerie existante connectée à la mine industrielle », explique Simona Drăgoi. Ingénieur minier, elle est responsable des activités connexes de la mine, qui englobent la partie création et emballage des produits commercialisés pour la grande



Projet de modernisation de la mine touristique de Slănic Prahova.

distribution, et celle du tourisme.

Passionnée par son travail, elle semble très attachée à la vieille mine de Slănic dont elle connaît tous les secrets. Et se démène pour accueillir les touristes dans les meilleures conditions possibles. « Les balançoires pour les enfants que nous avons installées ont été bricolées par des employés qui s'y connaissent en soudure. Et le buste de Burebista (roi dace mythique dans la culture roumaine, ndr) en sel a été réalisé par un autre membre de l'équipe passionné de sculpture, énumère-t-elle. J'aimerais pouvoir en faire plus et permettre aux visiteurs de rester des journées entières dans la mine pour profiter notamment de l'air très sain qu'on y respire. »

Pour l'instant, la partie touristique de la mine de Slănic ne représente que 10% des revenus. La production de sel reste de loin l'activité principale, dont 70% est destinée au salage des routes en hiver et 30% à l'industrie alimentaire. « Nous avons un sel d'excellente qualité, mais qui n'est pas parfaitement blanc. Du coup, il est difficile à vendre comme sel de table, explique Maria Miuță, la directrice financière de la mine. Si depuis deux ans nous avons obtenu de bons résultats, c'est simplement grâce aux condi-

tions météo qui nous ont été favorables. Eh oui, plus l'hiver est rude, plus il faut du sel sur les routes... ». Si le temps a donné un coup de pouce à Salrom ces dernières années, la bonne santé de l'entreprise ne se reflète pas forcément quand on voit les bureaux de Slănic. Le bâtiment qui les abrite laisse un arrière goût d'abandon. A l'intérieur, rien ne semble avoir changé depuis la chute du communisme. « Bien évidemment nous sommes intéressés de voir ce projet touristique aboutir, assure Liviu Soare, le directeur. C'est un projet qui va faire des vagues dans toute l'Europe... s'il se fait. »

A quelques rues de là, Ion Enea donne les dernières recommandations à ses employés avant l'ouverture du complexe

hôtelier qu'il dirige à l'entrée du village. Il reconnaît que les clients ne se bousculent pas, et que la saison d'été est trop courte pour couvrir les mois creux de l'hiver. « J'ai entendu parler du projet touristique de la mine, dit-il. Ce serait bien sûr une très bonne chose pour nous, avec notamment l'amélioration des infrastructures routières qui mènent à Slănic. Mais avant de me réjouir, je veux voir ces rumeurs se matérialiser car elles me paraissent très ambitieuses. »

Jonas Mercier

Photo : D. R.

* L'une des plus connues, la mine de Turda (nord-ouest), n'appartient pas à Salrom, mais à la mairie de Turda et au Conseil général de Cluj.

PAS DE PRIVATISATION

Le gouvernement ne veut laisser planer aucun doute : Salrom ne sera pas privatisé. Du moins pas pour l'instant. Contacté par *Regard*, le ministère de l'Economie assure qu'« aucune mention concernant cette privatisation » n'est prévue dans le mandat actuel du gouvernement. Réponse identique à la direction de Salrom où Gabriel Muraru, le directeur, dit ne pas être au courant d'un tel projet. Pourtant, une privatisation de la société nationale de sel a bien été envisagée en 2009, avant d'être abandonnée. Reste à voir si les plans d'investissement et la bonne santé financière de Salrom réussiront à convaincre les prochains gouvernements que cette société doit se maintenir dans le giron de l'Etat.

Retrouvailles avec un vieil ami d'enfance... *Pif Gadget*, le magazine français de bande dessinée, seul hebdomadaire de l'Ouest qui arrivait en Roumanie dans les années noires du communisme, revient à Bucarest dans une exposition en trois dimensions. Entretien avec Jean-Pierre Dirick, dessinateur et créateur du détective Tim qui, à partir de 1980, résoudra chaque semaine une énigme pendant dix ans.

PIF ARRIVE A BUCAREST

Regard : Chose peu connue, *Pif Gadget* était une publication acceptée par le régime de Ceaușescu car elle était éditée par le Parti communiste français. Au-delà d'être un ambassadeur de la langue française, quel était le message que le magazine apportait aux Roumains ?

Jean-Pierre Dirick : La majorité des lecteurs de *Pif Gadget* n'ont jamais su qui était derrière le journal. J'y ai travaillé pendant douze ans et à aucun moment on nous a imposé un esprit ou un autre. Il n'y a jamais eu de pression sur notre ligne éditoriale. Pendant les très longues années où la Roumanie fut coupée du monde extérieur, *Pif Gadget* était pour la jeunesse roumaine le seul moyen d'évasion. Le journal était en

français ? Pas grave... Je suis toujours étonné du nombre de Roumains qui déclarent aujourd'hui savoir parler français grâce à *Pif Gadget*. *Pif*, c'est le sésame qui nous ouvre à nous Français, le cœur des Roumains. Un vrai trait d'union.

Cette passion pour *Pif* est-elle spécifique aux pays de l'ancien bloc communiste ?

La situation est un peu particulière dans la région mais partout où le journal était lu, il y avait un engouement étonnant et aussi important qu'en France. Dans la grande période de *Pif*, c'est-à-dire les années 60-70, *Pif Gadget* était tiré à 500.000 et jusqu'à un million d'exemplaires en fonction du gadget. C'était le numéro un de la presse française. Je me rappelle un voyage en avion en Algérie, j'avais demandé à l'hôtesse s'il était possible de voir le cockpit. Le commandant a accepté, et quand il a appris que je travaillais à *Pif*, nous avons sympathisé, sa fille ne manquait aucun numéro. J'ai fini le voyage dans le siège du commandant du bord et je suis resté en correspondance avec lui très longtemps.

Avec l'artiste roumain Stefan Constantinescu vous êtes commissaire de l'exposition sur *Pif Gadget* qui a lieu à Bucarest jusqu'à fin juillet. Comment l'avez-vous conçue ?

Le magazine *Vaillant*, précurseur de *Pif Gadget*, fut créé au lendemain de



la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, et dure jusqu'en 1969. Il devient alors *Pif Gadget* jusqu'en 1993. L'exposition, c'est donc surtout les années 60 et 70. Elle est organisée comme un numéro de *Pif* au sein duquel le spectateur peut circuler et voir les personnages. Nous avons aussi voulu montrer l'influence de *Pif* sur le plan artistique et culturel en Roumanie. Une dizaine

et 15 ans s'intéressent beaucoup plus à l'informatique, et ils ne voient plus les choses comme un enfant du même âge en 1965. A cette époque-là, il y avait des hebdomadaires que les jeunes allaient chercher au kiosque du coin chaque semaine. A partir de la fin des années 70, les éditeurs ont commencé à publier des albums avec l'histoire complète. Et

aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus d'hebdomadaires de BD. *Pif Gadget* n'a pas su prendre ce tournant pour sortir des BD en album, il y avait pourtant le matériel nécessaire.

Propos recueillis par Mihaela Cărbunaru.
Photo : L'Humanité - France

« Je suis toujours étonné du nombre de Roumains qui déclarent aujourd'hui savoir parler français grâce à *Pif* »

d'artistes roumains présentera notamment son projet sur *Pif*. Cela peut être des dessins ou d'autres choses qu'ils auront retenues de *Pif* et reproduites à leur façon.

Y a-t-il aujourd'hui un phénomène similaire dans la BD ?

Non, parce que les temps ont changé. Il y a eu une tentative de relancer *Pif* dans les années 2000 mais ça n'a pas fonctionné. Aujourd'hui, les jeunes qui ont entre 10

L'EXPO PIF

« *Pif* en Roumanie, un héros de l'âge d'or », c'est l'exposition que l'ambassade de France et l'Institut français de Roumanie à Bucarest, en partenariat avec le Musée national d'art contemporain et le journal *L'Humanité*, présentent du 20 juin au 22 juillet, à la salle Dalles de Bucarest. Une partie de cette exposition devrait être reprise à la Cité internationale de la bande dessinée, à Angoulême.

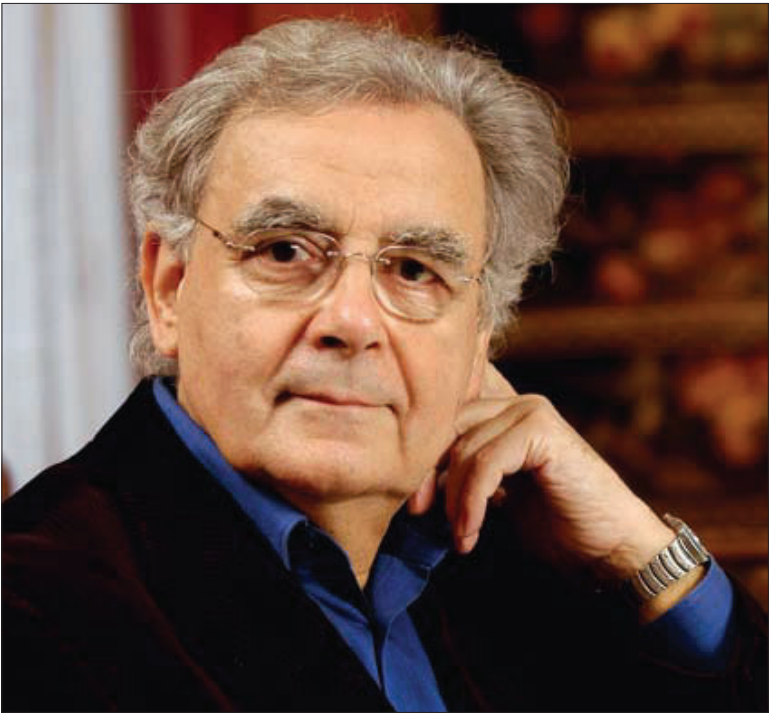
Didier Dutour, directeur adjoint de l'Institut français de Roumanie :

« Sous le régime communiste, *Pif* était un objet très prisé, il fallait le plus souvent être membre de la nomenclature pour y être abonné. Les enfants qui pouvaient en disposer se l'échangeaient à la récréation et finalement il touchait un grand nombre de jeunes. Bref, *Pif* était un magazine très différent de ce qu'il était en France, mais tout aussi populaire. (...) L'exposition va au-delà de la nostalgie des adultes. L'idée est de retrouver la trace, notamment artistique, de *Pif* en Roumanie et de présenter aux enfants d'aujourd'hui un personnage qu'ils ne connaissent pas directement, afin que parents et enfants explorent à travers lui un monde de fantaisie, drôle, un monde vecteur entre la Roumanie et la France. (...) La conception de l'exposition et les commissaires que j'ai convaincus de participer à ce projet vient d'un constat : le grand attachement à la France que *Pif* a contribué à entretenir durant les années noires, "l'âge d'or" du titre étant bien sûr ironique. »

Blog de l'événement : www.pifenroumanie.canalblog.com



LA FRANCE, INVITEE D'HONNEUR A **BOOKFEST**



Du 30 mai au 3 juin, à l'espace Romexpo de Bucarest, de grands noms de la littérature française se retrouveront au salon du livre Bookfest, où la France est l'invitée d'honneur. Au programme : lancement d'ouvrages français en roumain (*Les Filles d'Allah*, Nedim Gürsel, *Ce que le jour doit à la nuit*, Yasmina Khadra, *Une éducation libertine*, Jean-Baptiste Del Amo...), ateliers, lectures, débats... L'écrivain Michel Houellebecq (Prix Goncourt 2010) et le célèbre animateur d'émissions culturelles Bernard Pivot (photo) sont parmi les invités. « *Quand j'ai publié mon premier livre, Rester vivant, le seul auteur encore vivant auquel j'ai voulu l'envoyer a été Eugène Ionesco* », confie Houellebecq. A noter qu'en 2013, la Roumanie sera l'invitée de la France pour le Salon du livre de Paris.

Mihaela Cărbunaru
Photo : D. R.

Hugues Le Paige à Cinepolitica (15-21 juin)

Journaliste puis réalisateur et producteur de documentaires à la RTBF (de 1970 à 2004), Hugues Le Paige est invité à la première du festival Cinepolitica. A cette occasion, il présentera ses deux derniers documentaires *Il fare politica - chronique de la Toscane Rouge (1982-2004)* et *Le Prince et son image*. Hugues Le Paige n'a jamais véritablement séparé ses activités professionnelles de ses engagements politiques. Correspondant à Rome puis à Paris, il a écrit une quinzaine d'ouvrages à caractère historique et politique ainsi qu'une vingtaine de films documentaires. Source : Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest.

Tulcea cinéphile

Festival international du film sur l'environnement, Pelicam lance sa première édition cette année à Tulcea, du 15 au 17 juin. En tête d'affiche *Gasland*, prix du jury à Sundance et nommé aux Oscars dans la catégorie meilleur documentaire, sera diffusé en première en Roumanie. La projection sera suivie d'un débat autour du sujet du gaz de schiste et des projets d'exploitation dans le pays. Un autre film phare sera *Xingu*, dont la première a eu lieu à Berlin cette année. Le long métrage raconte l'histoire vraie des frères Villas Bôas qui ont lutté pendant vingt ans afin de créer le Parc national Xingu, la première réserve d'indiens du Brésil. En marge des projections, le festival proposera des ateliers de création, des concerts et des Web documentaires. L'entrée sera libre pour le public. Pour plus de renseignements : www.pelicam.ro. M. C.

L'agenda des alliances, centres et instituts culturels français sont sur les sites suivants :

- Institut français de Roumanie : www.institut-francais.ro
- Centre culturel français de Cluj : www.ccfcluj.ro
- Centre culturel français de Iași : www.ccfiasi.ro
- Centre culturel français de Timișoara : www.ccf Timisoara.ro
- Alliance française de Brașov : www.afbv.ro
- Alliances française de Constanța : www.afconstanta.org
- Alliance française de Pitești : www.afpitesti.org
- Alliance française de Ploiești : www.afploiesti.ro

Tout sur *LA PHOTO*

Démonstrations, concours, ateliers... Du 21 au 24 juin, les professionnels et les passionnés de la photo se donnent rendez-vous au Musée du paysan roumain à Bucarest pour un grand salon. Chaque jour, un photographe reconnu prendra en photo les visiteurs et des séances professionnelles seront organisées. « *Nous prêterons une attention particulière à la découverte de nouveaux talents, et plusieurs débats seront organisés* », a déclaré Șerban Mestecăneanu, directeur du salon. Pour plus d'infos : www.salonfoto.ro. M. C.

GREEN HOURS INTERNATIONAL JAZZ FESTIVAL

Du 1er au 4 juin, le club Green Hours aura fêté la quatrième édition de son festival international de jazz. Dans le décor printanier de son jardin, des jazzmen polonais, scandinaves, britanniques et italiens auront succédé à une scène roumaine triée sur le volet. Comme chaque année, les places sont plutôt chères car le public souvent averti du « Green » s'y retrouve nombreux. François Gaillard

BEL ARTE

Pour célébrer les 20 ans de la chaîne franco-allemande Arte en Roumanie, l'Ambassade de France, l'Ambassade d'Allemagne, le Goethe Institut, l'Institut Français de Roumanie et Arte se sont associés pour présenter un festival de films du 24 au 26 avril à Bucarest, ainsi qu'une conférence consacrée à la place de la culture dans le paysage audiovisuel. Cette opération a bénéficié du soutien du Fonds franco-allemand pour les opérations communes en pays tiers. Elle visait, notamment, à relancer et à promouvoir Arte auprès des professionnels de l'industrie audiovisuelle et des institutions roumaines. En marge de la conférence, la délégation franco-allemande a en effet souhaité rencontrer un certain nombre d'interlocuteurs institutionnels et privés pour tenter de revenir sur l'absence de la chaîne de l'offre des câblo-distributeurs en Roumanie. Source : Institut Français de Roumanie.



QUESTION DE STATUE

« *Maintenant que les infrastructures du centre historique sont terminées (?), il est grand temps d'aménager les espaces publics et de faire de Calea Victoriei un tracé culturel* », a expliqué le maire de Bucarest Sorin Oprescu lors de l'inauguration de la statue de l'empereur romain Traian, face au Musée national d'histoire, dimanche 30 avril. Certes, on peut rire de la nudité de Traian et de sa louve hybride, censées représenter « *la symbiose daco-latine qui a donné naissance au peuple roumain* », selon les représentants de la mairie. Néanmoins, son prix est moins drôle : 45.500 euros.

Texte et photo : Julia Beurq



IRAF, L'ART EN ROM

Du 7 au 10 juin, Bucarest aura accueilli la sixième édition du festival international des arts roms, IRAF. Quatre jours de fête intense où la culture rom, « source d'inspiration humaniste », est à l'honneur.

MEME S'IL N'A QUE DES

prétentions artistiques, le festival IRAF a une portée sociale qui s'impose d'elle-même. Comme son slogan l'indique, « c'est le début d'une belle amitié ». Autour de concerts de musique du monde et de spectacles vivants, le festival cherche à mettre en scène l'art de vivre des Roms tel qu'il influence de nombreux artistes internationaux. Et si cela peut également servir, en filigrane, à comprendre et intégrer cette communauté, tant mieux.

Au programme musical cette année, de nombreux musiciens roumains – dont le joueur de cymbalum Marius Mihalache – et des têtes d'affiche internationales : le guitariste de jazz allemand Lulo Reinhardt (grand neveu de Django), les Belges Antwerp Gipsy Ska Orkestra et le groupe français Slivo Electric Klub. Le public, étranger notamment, est comme chaque année au rendez-vous. Un certain engoue-

Le quotidien anglais *The Guardian* a décrit IRAF comme l'un des événements culturels qui « offre à la Roumanie un nouveau visage »

ment des « Gadje » pour les vibrations roms a d'ailleurs fait de ce festival une référence du genre. Lorsque la manifestation était organisée à Timișoara les premières années et à Cluj l'an dernier, toute la vie de la ville gravitait autour. Car IRAF, c'est aussi des spectacles de danse, du théâtre, un marché artisanal, un atelier de danse indienne et des activités pour les enfants



pendant la journée. Toute la nuit, le public survolté s'éparpille à travers la ville pour participer à de nombreuses *after parties* où les rencontres, danses et jam sessions se succèdent.

ORGANISATEURS ROUMAINS PHILANTHROPES

Les deux organisateurs, Emilia et Adrian, roumains originaires de Timișoara, sont aujourd'hui débordés par l'ampleur que l'événement a prise en six ans. Emilia est diplômée en communication et designer de mode tandis qu'Adrian est acteur. Avec le soutien de partenaires institutionnels importants et l'appui de dizaines de volontaires tous les ans, ces bénévoles passionnés ont créé un grand événement culturel abordable pour tous les budgets.

En cinq ans, ils ont réuni plus de 800 artistes de 16 pays différents, organisé une centaine de concerts, de pièces de théâtre et de spectacles de danse, une vingtaine d'expositions, projeté une vingtaine de films et mis en place une bonne dizaine d'ateliers de création. Tout cela en se laissant guider par leur spontanéité et leurs coups de cœur. Le quotidien anglais *The Guardian* a même décrit IRAF comme l'un des événements culturels qui « offre à la Roumanie un nouveau visage ». A chaque édition, les cafés, librairies et autres salles d'expositions se bousculent pour l'accueillir.

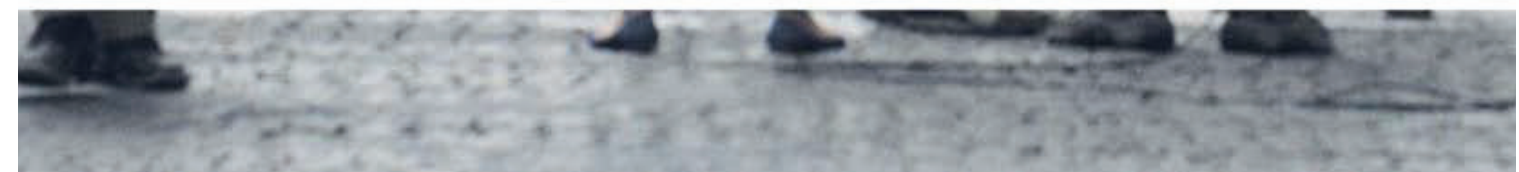
François Gaillard
Photo : Mediafax

Plus d'informations sur : www.iraf.ro



**ȘI INFORMAȚIA
DEVINE
MONDIALĂ**

www.rfi.ro



PIONNIER DU « TRANSMEDIA »

A 35 ans, Mihai Zamfirescu dirige Coogan, une société de production en contenu interactif et multimédia basée à Paris. Il fait partie de ces francs-tireurs qui se positionnent sur le développement de nouveaux contenus, à la lisière de la télévision, du cinéma, du documentaire, de l'édition et du Web. Son nouveau projet, « Pékin Underground », est sorti début mars.



Regard : Quel est votre parcours, de la Roumanie à la France ?

Mihai Zamfirescu : Je suis arrivé en France au mois d'août 1989, juste avant la révolution, par rapatriement familial et avec le statut de réfugié politique. J'ai toujours eu beaucoup d'attaches avec la France depuis tout petit, une partie de ma famille était déjà venue en France dans les années 1940, j'ai d'ailleurs commencé à apprendre le français dès la maternelle. Mais je l'avais oublié en arrivant et je l'ai donc réappris à Paris.

Comment avez-vous pris contact avec le milieu de la production ?

J'ai d'abord fait des études de droit et de sciences politiques à l'université de Paris II, puis un DESS en communication multimédia à l'Institut français de presse (IFP). En parallèle, j'ai travaillé, c'était le début du Web et j'avais pas mal de contacts dans les nouvelles agences qui se sont montées à l'époque, des agences de création de sites Internet, tout ce qui avait un rapport avec l'image, le son...

A quel moment avez-vous créé votre propre société de production ?

J'ai créé Coogan en 2008, en tant que boîte de contenus plutôt axée vers

l'entreprise, mais j'avais envie d'aller vers d'autres projets. Je voulais faire de la conception et du conseil au service de médias audiovisuels, de maisons d'édition, etc. En parallèle, j'ai commencé à travailler avec le photographe Alain Le Bacquer sur le projet « Pékin Underground », on

avait obtenu une aide à l'écriture en tant qu'auteurs, bien que Coogan soit surtout une maison de production audiovisuelle, qui accompagne ses clients dans leur démarche numérique.

Ce projet « Pékin Underground », de quoi s'agit-il ?

C'est un documentaire Web basé sur le travail d'un photographe, Alain Le Bacquer, réalisé entre 2000 et 2007. Il s'agit de l'histoire de la culture artistique pékinoise, qui est passée de l'Underground à la

culture de masse en l'espace de dix ans. Nous avons traité des enjeux de cette démocratisation, pour les Chinois comme pour nous, Occidentaux. Le projet est sorti le premier mars. Il a été diffusé sur *Polka Magazine* (magazine de référence en photographie et photojournalisme en France, ndlr) et sur Dailymotion.com.

Un pays comme la Roumanie, et plus largement les pays de l'Est, peuvent-ils avoir une carte à jouer dans cette industrie émergente ?

Ils sont encore en retard sur pas mal de choses, ne serait-ce tout simplement le traitement de l'information. En même temps, je trouve les Roumains très dynamiques sur certains points, il y a des agences de conseil sur le Web très à la pointe. Ceci étant, ce genre de projets « transmédia » reste difficile à monter économiquement, que ce soit en France ou ailleurs.

Propos recueillis par notre correspondant à Paris, Stéphane Siohan.
Photo : Stéphane Siohan

LE « TRANSMEDIA » EN DEUX MOTS :

Le « transmédia » est un principe de narration documentaire ou fictionnel dans lequel l'histoire se décline sur différents médias et supports tels que l'ordinateur, la télévision, les smartphones, les tablettes, la radio, l'édition, le papier... Il se différencie du multimédia, ou encore cross-média, qui est une simple déclinaison d'un contenu identique sur différents supports.

Exemples de projets « transmédia » :

www.pekinunderground.com, www.francetv.fr/defense-d-afficher, www.francetv.fr/manipulations/#/intro, www.thanatorama.com

Note :

Egalement produit par Coogan, « Paroles de Roumains », le web-documentaire participatif de Marianne Rigaux (ancienne collaboratrice de *Regard*) est sorti le 30 avril. Ce projet est diffusé sur un site propre (<http://www.stigmatises.com>), et sur le site Dailymotion : <http://www.dailymotion.com/group/parolesderoumains>

CARAGIALE, le Molière roumain

Les plus fortunés voient son visage à longueur de journée puisqu'il figure sur les billets de 100 lei. Devant le théâtre national – qui porte son nom – une statue monumentale lui rend hommage, un ensemble de douze géants inspirés de ses personnages. Caragiale, puisque c'est de lui dont il s'agit, est mort il y a 100 ans exactement, et c'est l'occasion pour la Roumanie de célébrer une fois de plus l'un de ses plus célèbres auteurs. Stefan Cazimir en est l'un des éminents spécialistes. Professeur à la retraite de littérature roumaine à l'université de Bucarest, il évoque pour *Regard* celui qui a « occupé quarante ans de sa vie ».

« JE LUI DOIS MEME D'AVOIR ETE

député », raconte Stefan Cazimir. « Car, après la révolution de 1989, un parti parodique, inspiré du chef-d'œuvre de Caragiale La lettre perdue, a été lancé à l'initiative d'un journaliste, Octavia Andronic, avec d'autres lettrés. On m'a alors appelé pour le représenter, et je me suis retrouvé élu au Parlement, avec près de 47.000 voix... ». Ce parti pince-sans-rire a été baptisé « Parti du libre-échange », en référence à l'un des personnages de Caragiale qui parle de ce concept sans rien y connaître, utilisant

plutôt cette expression dans le sens « libre de changer », changer d'opinion et surtout de retourner sa veste... « Avant, quand Ceaușescu faisait ses discours, il était interrompu par des applaudissements. Quand je faisais les miens, je citais souvent Caragiale, et j'étais interrompu par des rires... ». Car les mots de l'auteur résonnent particulièrement bien dans un contexte politique. Il se moque en effet sans vergogne de la démagogie, de la médiocrité, de l'arrogance de ceux qui prétendent savoir mais ne connaissent rien, qui sont prêts à toutes

les bassesses pour réussir, quitte à proférer des absurdités.

« L'une de ses marques de fabrique, ce sont les offenses faites à la langue par ses personnages. Par exemple, un commissaire édicte : "Famille grande, rémunération petite". Il déforme le mot rémunération à sa façon, par association d'idées (...) Ou ailleurs : "Je refuse l'autorité des capitalistes !", signifiant par là les habitants de la capitale, Bucarest en l'occurrence. Je crois que Caragiale n'inventait rien, il reprenait ce qu'il entendait en tant que journaliste », souligne le professeur. Ces jeux de mots – innombrables – qui ont fait s'esclaffer des générations de spectateurs limitent malheureusement le rayonnement de Caragiale au-delà

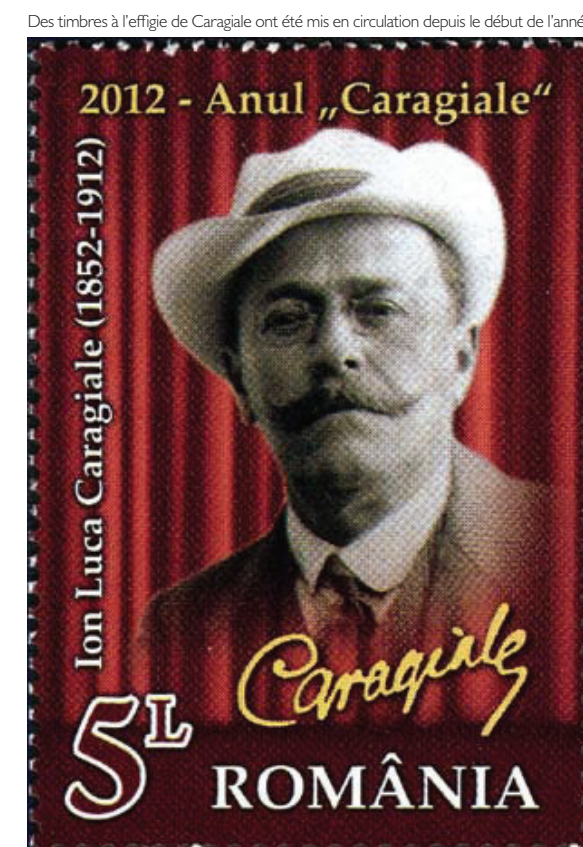
des frontières de la Roumanie, tant leur traduction est difficile.

« Caragiale est un classique incontournable de la littérature roumaine. (...) Son trait fondamental, c'est l'ironie qu'il a élevée au rang suprême. Auprès de lui, tous les autres qui ont tenté d'en faire autant font pâle figure. D'après moi, il est resté inégalé. » A ce titre, Caragiale est, toujours selon Stefan Cazimir, un pédagogue : « Un grand auteur satirique ôte le brouillard des yeux de ses compatriotes. Grâce à lui, nous sommes devenus plus hardis, plus intelligents. On lui a reproché son manque de patriotisme, mais si ce que son miroir nous renvoie est moche, ce n'est pas de sa faute ! ». Comme il s'en prenait à la bourgeoisie et aux libéraux, les communistes ont tenté de se l'approprier, mais en vain. « On a alors fait de lui quelqu'un d'atroce, de stigmatisant, alors qu'au fond, il n'était pas méchant. » L'avantage, c'est que ses pièces n'ont jamais cessé d'être représentées... « Et elles ont repris, conclut Stefan Cazimir, avec l'avènement du multipartisme, une actualité nouvelle et terrible. »

Béatrice Aguetant
Photos : D. R.

SA VIE EN TRES COURT

Ion Luca Caragiale est né en 1852 dans un village proche de Ploiești, qui porte désormais son nom et où sa maison a été transformée en musée que l'on peut visiter. Il exerce toutes sortes de métiers, produit comédies, drames, nouvelles et de nombreux articles de journaux. En 1904, il quitte la Roumanie, désabusé. Tenté de vivre à Paris, il choisit finalement Berlin où il décède en 1912. Parmi ses œuvres les plus remarquables : *O noapte furtunoasă* (Une nuit orageuse), 1878 ; *Conu Leonida față cu reacțiunea* (Monsieur Leonida face à la réaction), 1880 ; *O scrisoare pierdută* (Une Lettre perdue), 1884 ; *O făclie de Paște* (Un Cierge de Pâques), 1889 ; *Năpasta* (Le Malheur), 1890.



LIVRES OUVERTS, MAIS UN PEU SEULS

La Bibliothèque nationale de Roumanie, ouverte au public depuis le 23 avril, fonctionnera à feu doux dans les prochains mois. Aujourd'hui, 244 personnes y travaillent mais plus de 900 seront nécessaires pour que ce centre culturel gigantesque marche à plein régime.

C'EST L'UN DES BATIMENTS LES PLUS controversés de l'histoire récente de la Roumanie, finalement ouvert au public après 40 ans. Bâtie pendant le régime de Nicolae Ceaușescu et abandonnée

plusieurs fois à cause de ses coûts de construction exorbitants, la Bibliothèque nationale de Roumanie devrait enfin remplir son rôle de *mall* culturel. Réhabilitée depuis mars 2009 grâce à un investissement de plus de 104 millions d'euros, elle dispose de 14 grandes salles de lecture, 6 salles de réunion, un auditorium de 400 places, 30.000 mètres carrés d'espace de stockage pour les livres et 15.000 mètres carrés pour des expositions, auditions, librairies, magasins et cafés. A noter que le ministère de la Culture et du Patrimoine national – dont dépend la bibliothèque – y a aussi été transféré. Enfin, les derniers étages 5 et 6 abritent le Centre national de restauration pour les anciens livres et documents. Cette zone de laboratoire

nécessite une sécurité spéciale qui est en cours d'être installée.

Mais cet espace qui se veut moderne pour les lecteurs du 21^{ème} siècle habitués au multimédia et au stockage virtuel, ne disposera pour l'instant que d'un quart du personnel nécessaire. Résultat : seules 7 salles de lecture sur 14 seront ouvertes au public, et les archives de la bibliothèque, qui totalisent environ 12,5 millions de documents et livres, devront être gérées par seulement deux employés pour leur numérisation. « *Nous fonctionnons comme un dispensaire qui doit devenir hôpital* », explique la directrice générale de l'institution, Elena Tîrziman. « *Les ressources humaines sont notre principale faiblesse*

en ce moment. Selon la loi des bibliothèques, nous devrions faire travailler 995 personnes. A mon avis, pour fonctionner normalement, il nous en faudrait au moins les deux tiers », ajoute la directrice, qui a envoyé des lettres officielles à plusieurs ministères pour résoudre ce problème.

TOUJOURS LE MEME SOUCI : L'ARGENT

La numérisation et bien d'autres secteurs sont « en manque » : par exemple, une seule personne est chargée d'attribuer l'ISBN (numéro international qui permet d'identifier un livre) pour les 6000 maisons d'édition du pays. Selon Elena Tîrziman, « *il y a 57 professions différentes à l'intérieur d'une bibliothèque et nous avons besoin de toutes, de la préservation du patrimoine au maintien de notre système informatique. J'espère que d'ici quatre, cinq ans, on sera au point* ». Evidemment, trois fois plus de personnel implique trois fois plus d'argent pour les salaires. Et ces salaires consomment 80% du budget annuel que l'Etat veut bien attribuer à l'institution. Si en 2010 le budget total était de 2,2 millions d'euros, en 2012, il est descendu à moins de 2 millions. C'est pourtant l'année de l'ouverture officielle.

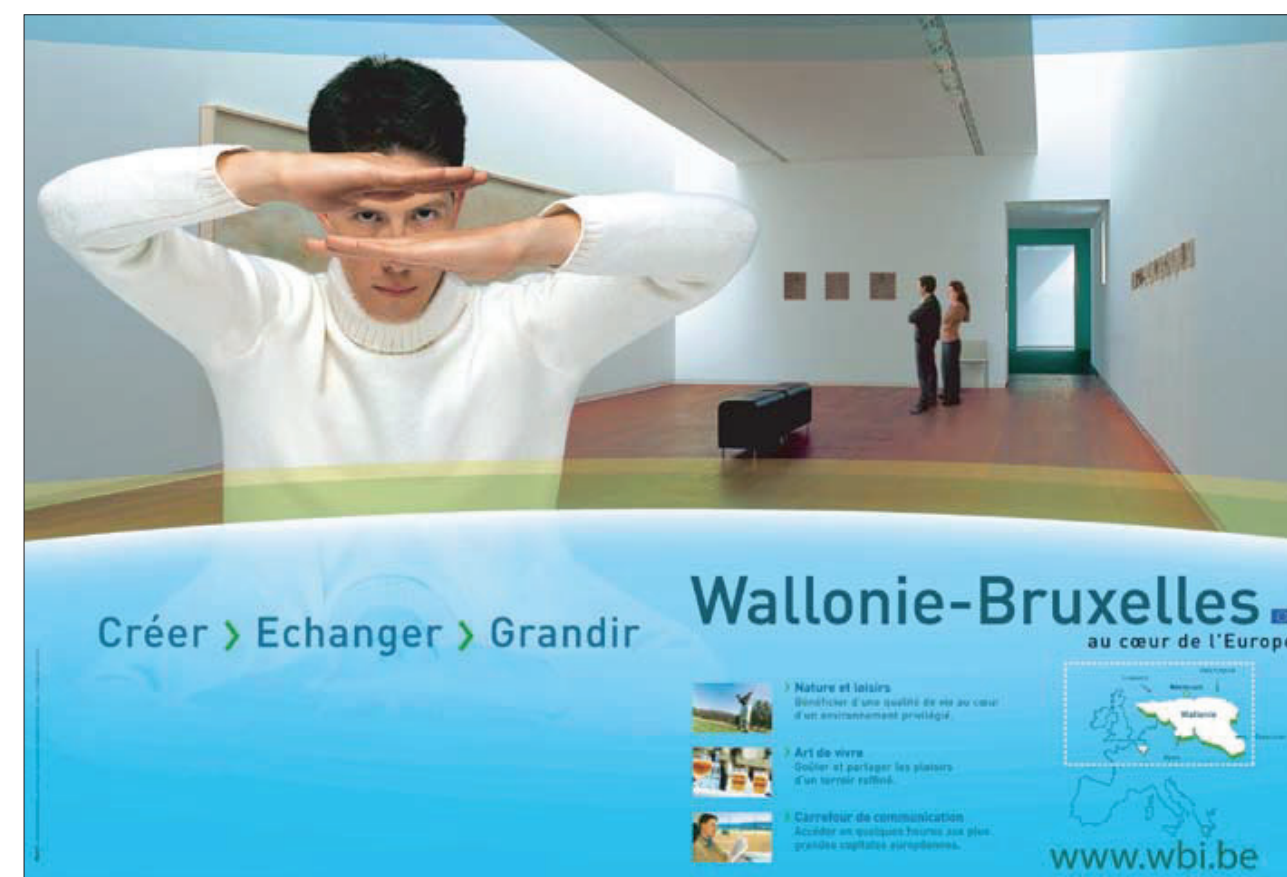
« *En ce moment, le personnel de toutes nos institutions (subordonnées au ministère de la Culture, ndlr) est au minimum. Mais si, au niveau du gouvernement, on décide que le ministère de la Culture peut engager à partir de 2013, la Bibliothèque sera la première institution à bénéficier de cette mesure* », soutient Radu Enache, conseiller du ministre Kelemen Hunor. Rien de très rassurant. De plus, les salaires sont au niveau de ceux de l'enseignement, soit environ 275 euros pour un diplômé de l'université.

« *On ne paie pas beaucoup, je le reconnais, mais travailler dans une bibliothèque est un bon pied à l'étrier pour un jeune intéressé par les sciences de la communication* », souligne Elena Tîrziman, qui craint toutefois que le manque sévère de personnel ne soit perçu, à un moment donné, comme de l'incompétence.

Florentina Ciuvercă
Photo : Mihai Barbu

UN DEMARRAGE CONTROVERSE

La Bibliothèque nationale de Roumanie est située au cœur du centre-ville, vis-à-vis du Tribunal de Bucarest et à quelques pas de Piața Unirii. Mais pour les passants, le panneau énorme en haut du bâtiment est source de confusion : s'agit-il du siège de Samsung ou de la Bibliothèque ? Au printemps dernier, la presse locale a enquêté sur le contrat qui permet à une compagnie privée de poser son logo sur le plus important investissement culturel de Roumanie de ces dernières décennies. Car le ministère de la Culture a accepté que Samsung affiche sa marque en échange de dispositifs électroniques d'une valeur de 300.000 euros. Le Palais Schönbrunn de Vienne ou le Musée Thyssen de Madrid ont des contrats similaires, mais le nom de la compagnie est très discret. « *Il est vrai que sur les autres bâtiments européens, il n'y a pas de grands panneaux avec le nom du sponsor, mais, de notre point de vue, le fait que Samsung ait donné cet équipement et un laboratoire multimédia à cette seule condition a été un avantage. Ce n'est pas si agressif, et Samsung n'a pas manqué de respect envers les institutions de l'Etat, comme cela a été dit dans la presse* », explique le conseiller Radu Enache. Le panneau régnera sur le toit du bâtiment jusqu'à 31 décembre 2012.



LIRE, ECOUTER, VOIR

EXPO RETOUR A L'ENFANCE

Quels sont vos souvenirs d'enfance ? Un ourson ? Un goût ? La première paire de chaussures ? Et, finalement, c'est quoi l'enfance ? Le Musée du paysan roumain réalise depuis un an des travaux d'investigation sur l'enfance. Il s'agit de collecter le plus d'objets possible, d'histoires et de mythes sur cette première étape de la vie. La création d'un « Musée de l'enfance » – pour l'instant virtuel – s'inscrit dans le cadre d'un projet européen plus vaste, initié par le Musée du paysan roumain, intitulé « L'Enfance. Les débris et le patrimoine ». Conçu dans la durée – il s'étendra sur deux ans, jusqu'en avril 2013 – ce musée de l'enfance est composé de plusieurs expositions temporaires et d'un site Internet (qui sera lancé en automne). Chercheurs et volontaires se sont d'ailleurs rendus sur le terrain, dans des villages lointains, ont fouillé dans des collections privées et dans leur famille afin de nourrir cette démarche muséale peu ordinaire. Des musées du jouet ou du costume pour enfants existent déjà en Europe – mais pas un vrai musée exhaustif décrivant tout leur univers. Et ramasser les objets n'est qu'un début : le but est de faire une investigation ethnologique et anthropologique sur l'enfance, notamment pour expliquer les différences entre les coutumes d'aujourd'hui et d'hier liés à l'enfance. Dans les vitrines : jouets, vêtements, livres scolaires et une mise en scène digne d'un conte de fées. Un vrai défi pour les muséographes. Un régal pour les visiteurs.



« Musée de l'enfance ». Au Musée du paysan roumain (ouvert de mercredi à dimanche).

CINEMA UN FILM DROLE SUR UNE EPOQUE TRISTE

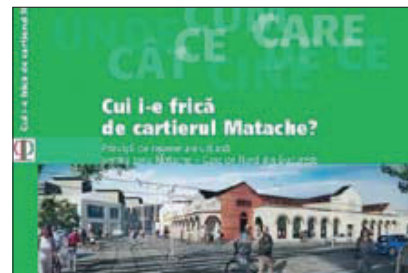
C'était le 8 mai 1986. Quelques jours après les fêtes de Pâques ; quelques semaines après l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl ; au lendemain de la finale de la Ligue des Champions remportée par le Steaua. C'était la date anniversaire du Parti communiste roumain. Un jour presque habituel – si ces coïncidences néfastes n'avaient pas produit tout un enchaînement d'événements imprévus. A l'usine, tout le monde attend avec impatience la fête anniversaire du parti : chacun est tenu d'y participer. Au programme : discours grandiloquents, moments « poétiques » dédiés au conducător, chansons mobilisatrices, projections de films réalisés par le département « sécurité du travail ». L'un de ces films est en fait la reconstitution d'un accident qui avait eu lieu dans l'usine. Le film se veut être une leçon donnée aux ouvriers – un avertissement sur l'importance des normes de sécurité. Cependant, dans l'usine, un autre accident se produit : l'un des ouvriers se coupe la main sur un plan de travail. Et les ennuis ne font que commencer... « Le rêve d'Adalbert » est une comédie noire, un film drôle sur une époque triste et grise. Loin de l'esthétique minimaliste et du ton consacré par les cinéastes de l'ainsi dite « nouvelle vague », Gabriel Achim construit une histoire absurde mais véridique. Dans la logique totalitaire, rien n'est en fait absurde – et c'est justement à travers ce constat que fonctionne le film. A voir absolument, pour l'histoire comique autant que pour les quatre buts stoppés par Helmuth Duckadam, en finale, ce fabuleux 8 mai 1986.



Visul lui Adalbert (Le rêve d'Adalbert), de Gabriel Achim. Avec : Gabriel Spahiu, Doru Ana, Ozana Oancea.

LIVRE SOLIDARITE CIVIQUE EXEMPLAIRE

L'une des grandes promesses du maire de la capitale Sorin Oprescu était la construction d'une autoroute suspendue qui relierait l'ancien quartier Uranus à Piața Victoriei. Pour la construire, il a d'abord fallu démolir environ 80 bâtiments. Au moins une douzaine étaient protégés par la loi du patrimoine : plusieurs maisons datant du début du 20ème siècle, une ancienne auberge, une manufacture et un vieil immeuble administratif ont ainsi été détruits par les bulldozers afin de faire place à une large piste d'asphalte. Tout cela, malgré les protestations violentes des ONG et des urbanistes réunis sous l'égide de la « Plateforme pour Bucarest ». Parmi les immeubles menacés par la destruction – encore debouts, mais endommagés – se trouve un vieux marché, Hala Matache. Architectes et urbanistes cherchent des solutions pour la sauvegarde de cette construction, un monument historique. Plusieurs pétitions ont déjà été déposées auprès de la mairie et du ministère de la Culture et du Patrimoine ; l'association Pro Domo a notamment présenté dans un album plusieurs solutions pratiques pour le maintien du monument ainsi que pour la revitalisation de ce vieux quartier bucarestois. Les auteurs – dont l'architecte Șerban Sturduza, l'anthropologue Vintilă Mihăilescu, le journaliste et écrivain Stelian Tănase – ont des arguments forts. Le livre témoigne d'une histoire glorieuse mais aussi d'une solidarité civique exemplaire autour de ce chantier. C'est un must pour tout habitant – permanent ou de passage – de Bucarest.



Cui i-e frică de cartierul Matache? (Qui a peur du quartier Matache ?), Association Pro Domo (avec résumé en anglais).

MIEUX AVANCER, C'EST ÊTRE PLUS SÛRS.



Avancer ensemble vers un monde où la mobilité est plus sûre, c'est d'abord innover pour mettre au point des pneus qui freinent plus court et offrent une meilleure adhérence, quel que soit l'état de la route. C'est aussi aider les automobilistes à prendre soin de leurs pneus. Pour cela, Michelin organise partout dans le monde des opérations *Faites le plein d'air* pour rappeler à tous que la juste pression des pneumatiques, c'est vital. Parce que, comme vous, Michelin prend soin de la sécurité de chacun.



Thés doux à *BUCAREST*

Texte et photos : Julia Beurq

Regard a déniché pour les amateurs de petites cours cachées entre de vieilles maisons bucarestoises, deux terrasses, pour deux salons de thé.

CAFFE D'ARTHE, *ambiance vintage*

Coincée dans une petite cour toute en longueur, dans la charmante rue Popa Nan (quartier Foişorul de foc), le salon de thé Caffè D'Arthe. Son atout : l'ombre et une vigne grimpante, en somme un lieu parfait pour se protéger de la chaleur. On appréciera également le décor; les chaises en fer forgé, les tables recouvertes de mosaïque et surtout la tonnelle au fond du jardin qui offre à cet endroit un charme d'antan. La collection de thés est étonnante, le café frappé impeccable, et le gâteau fait maison délicieux. Cette petite cour se prête notamment pour les après-midi en famille, les goûters d'anniversaire, voire les baptêmes. En couple, la tonnelle est propice pour une intimité romantique. Mais les buveurs d'alcool s'abstiendront, Caffè D'Arthe ne propose aucune boisson alcoolisée.

CAFFE D'ARTHE, Popa Nan 7, Bucarest.



Décontraction à *ceainărie CINCI*

Si on aime les couleurs, les tables basses et les gros cousins, Cinci est idéal. Non loin du parc Carol Ier, perdu dans une rue calme, ce jardin a des allures de bord de plage et une odeur de vacances. Son atmosphère n'a rien de commun avec un salon de thé classique. Une grande construction en bois peint trône au milieu du jardin ombragé. Elle y abrite de confortables coussins et tapis colorés, afin d'y savourer son thé ou son jus de fruits frais, en tailleur ou légèrement étendu. En été, des concerts sont programmés en fin d'après-midi.

CINCI, Olimpului 13, Bucarest.

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

LE SOIR

Leslie Hawke, la « tante d'Amérique » à Bucarest

(...) Leslie Hawke mène depuis près de dix ans un combat contre l'indifférence des autorités à l'égard du sort des enfants issus des milieux défavorisés, principalement de la communauté rom. « La situation des Roms en Roumanie est similaire à celle des Noirs américains dans les années 50 », estime-t-elle. « Durant toute mon enfance au Texas, j'ai entendu dire qu'ils étaient des feignants, des idiots et qu'ils étaient sales. L'accès à l'éducation a permis l'apparition d'une classe moyenne noire aux Etats-Unis, alors pourquoi serait-ce impossible avec les Roms en Roumanie ? » Selon un rapport national réalisé en 2010 par plusieurs fondations dont l'Unicef, seulement 20 % des enfants issus de la communauté rom sont inscrits à la maternelle, qui est facultative en Roumanie. Le renversement de cette tendance est une priorité pour Leslie Hawke. En 2007, l'association Ovidiu Rom lance le programme « Chaque enfant à la maternelle ».

Le système est simple, mais unique en Roumanie. En échange de tickets sociaux mensuels d'une valeur de 12 euros permettant l'achat de vêtements et de nourriture, son association incite les familles qui vivent sous le seuil de pauvreté à assurer la présence quotidienne de leur enfant à la maternelle. « Notre objectif est de convaincre le gouvernement de mettre en place ce programme dans toutes les communautés de Roumanie jusqu'en 2020 », complète-t-elle.

Leslie Hawke est arrivée pour la première fois en Roumanie en 2001 dans le cadre d'une mission humanitaire. Après une carrière de plus de vingt ans dans le journalisme spécialisé, elle décide de s'engager dans le volontariat. « Je n'ai pas choisi la Roumanie, mais j'ai choisi cette mission. »

Jonas Mercier, *Le Soir* (quotidien belge), 07/04/2012

Le prince Harry en Roumanie pour le week-end pascal

Le prince Harry a passé le week-end de Pâques en Roumanie, à Micloşoara (centre), pittoresque village de Transylvanie qui a déjà accueilli par le passé son père Charles. (...) Harry, dont c'est la première visite en Roumanie, est hébergé dans le manoir du comte Tibor Kalnoky, une élégante bâtisse datant du 16ème siècle classée monument historique. Descendant d'une vieille famille de nobles d'origine hongroise, le comte Kalnoky et son épouse avaient été invités au mariage du frère aîné de Harry, William, avec Catherine Middleton.

Le prince Charles, qui a à plusieurs reprises appelé à préserver le patrimoine culturel et naturel de la Transylvanie, s'est impliqué ces dernières années dans des projets d'agriculture écologique dans cette région où il détient plusieurs propriétés. Protecteur ardent des villages saxons du cœur de la Roumanie, il a également appuyé un vaste programme de réhabilitation du centre historique de Sibiu (centre).

Le Nouvel Observateur (hebdomadaire français), 08/04/12

THE INDEPENDENT

Scandale dans les hôpitaux de Roumanie

(...) Le docteur Cirstoveanu s'est lancé seul dans une croisade pour sauver la vie des enfants malades. Il les emmène dans des hôpitaux d'Europe de l'Ouest en vols low-cost pour les faire soigner par des médecins qui ne demandent pas de bakchich. C'est ce qu'il a d'ailleurs fait la semaine dernière pour Cătălin, un garçon de 13 ans souffrant d'un problème cardiaque. (...) L'intervention a été un succès. Deux jours plus tard, le docteur Cirstoveanu a envoyé à la même clinique d'Italie un nourrisson de trois semaines, couvert de tubes qui perçaient son petit corps. Le bébé est mort avant une opération sur la glande lymphatique. « J'avais des doutes quant à ses chances de survie, mais en Roumanie il serait mort de toute façon », affirme le médecin. Le docteur Cirstoveanu mène une bataille épuisante contre une culture de la corruption très enracinée, contre des hôpitaux où les chirurgiens demandent des dessous de table pour sauver la vie des enfants ; il faut même glisser un peu d'argent dans les poches des assistantes pour qu'elles changent les draps. La corruption est d'ailleurs l'une des causes d'un taux de la

mortalité infantile deux fois plus important que la moyenne européenne. Un enfant sur cent n'arrive pas à son premier anniversaire. « Pour être sincère, cette pratique du bakchich est tellement habituelle qu'il est très difficile de l'éliminer », avait avoué l'ancien ministre de la Santé, Ladislau Ritli. (...) A l'hôpital Marie Curie de Bucarest où travaille le docteur Cirstoveanu, l'opération de Cătălin aurait coûté de 2 à 3000 euros, hors pot-de-vin – une petite fortune dans ce pays où le salaire moyen net est de 350 euros. La section cardiologie qu'il dirige ne fonctionne pas comme elle le devrait, car il n'y a pas assez de médecins. Beaucoup ont quitté le pays qui ne dépense que 4% de son budget annuel pour la santé – soit la moitié de ce que dépensent les autres pays d'Europe de l'Ouest. Rien que l'année dernière, 2800 médecins roumains sont partis travailler à l'Ouest. (...)

Alison Mutler, Vadim Ghirda, *The Independent* (quotidien britannique), 01/04/2012

Où trouver Regard ?

Kiosques



La rédaction **REGARD** :
Vasile Conta 4, Bucarest

LA CHRONIQUE DE LUCA NICULESCU

Incertitudes

L'année 2012 est une année de changements. On le savait déjà, car des élections municipales et législatives étaient prévues depuis longtemps, mais les changements se sont produits plus tôt que prévu.

Tout d'abord, les Roumains ont connu un changement de gouvernement, en hiver, puis un autre, au printemps. Du jamais vu ces 20 dernières années. Puis, c'est pour la première fois qu'un gouvernement arrive au pouvoir sans passer d'abord par des élections.

L'équipe de centre-gauche dirigée par Victor Ponta a connu de longues années d'opposition. Elle n'est pas arrivée au pouvoir après un scrutin, mais suite à la déroute et aux défections du parti démocrate libéral (PDL), au pouvoir jusqu'à fin avril. Ponta et sa coalition socialiste libérale (USL) espèrent pouvoir gouverner le plus tranquillement possible jusqu'aux élections de novembre, remporter celles-ci, puis s'installer au pouvoir avec un mandat complet.

Plusieurs obstacles pourraient barrer la route du jeune Premier ministre et de son équipe. La situation économique tout d'abord. Elle est loin d'être idéale. Quand elle était dans l'opposition, l'équipe de Ponta a vivement critiqué les mesures d'austérité appliquées par le gouvernement de centre-droit et a promis d'y mettre un terme rapidement. Trouvera-t-elle l'argent nécessaire ? Rien n'est moins sûr, dans un contexte économique difficile à la fois en Roumanie et en Europe.

La situation politique est elle aussi compliquée. Le gouvernement de Victor Ponta est soutenu par trois partis qui étaient unis lorsqu'il fallait combattre l'ennemi commun – le gouvernement d'Emil Boc, puis celui de Răzvan Ungureanu – mais dont l'union pourrait être moins solide une fois arrivée au pouvoir. Des tensions risquent d'apparaître notamment entre les sociaux-démocrates et les libéraux.

Aux incertitudes économiques et politiques internes s'ajoute une autre : le rôle du président Băsescu. Jusqu'à présent président très volontaire et fortement impliqué dans l'action gouvernementale, il se voit obligé de coopérer avec l'ex-opposition. Va-t-il jouer le jeu, se mettre en arrière et attendre sa fin de mandat, dans deux ans et demi, ou, au contraire, restera-t-il le « président-joueur » qui profitera de chaque problème de l'équipe Ponta pour aider le parti démocrate libéral, aujourd'hui dans l'opposition ? L'été s'annonce donc chaud, agité et plein d'incertitudes.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI-Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche, Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Béatrice Aguetant, Julia Beurq, Mihaela
Cărbunaru, Florentina Ciuvercă, Daniela Co-
man, Nicolas Don, François Gaillard, Marion
Guyonvarch, Matei Martin, Jonas Mercier
Mure-Ravaud, Luca Niculescu, Benjamin
Ribout, Răsvan Roceanu, Mihaela Rodina,
Stéphane Siohan, Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Julia Beurq, François Gaillard,
Marion Guyonvarch, Lucian Muntean, Jonas
Mercier Mure-Ravaud, Stéphane Siohan,
Sorina Vasilescu, Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Informatique
Marius Moisescu

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Pour vous abonner ? C'est simple !

par la poste

remplir le BULETTIN D'ABONNEMENT
et l'adresser à Fundatia Francofonia
Str. Vasile Conta 4, Sector 2, Bucarest

en ligne

par e-mail: catalina@regard.ro
ou
via le site Internet www.regard.ro

par téléphone

+ (4) 021 317 77 45
+ (4) 0742 204 402

par fax

+(4) 021 317 77 45

BULETTIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Regard pour cinq numéros, au prix de 30 lei (12 euro à l'étranger), port inclus.
Je m'abonne à Regard pour dix numéros, au prix de 55 lei (19 euro à l'étranger), port inclus.

NOM.....PRENOM.....
RUE.....NO.....BLOC.....ESCALIER.....ETAGE.....APT.....
VILLE.....CODE POSTAL.....PAYS.....
TEL. BUREAU.....TEL. DOMICILE.....
FAX.....E-MAIL.....

Une fois reçu ce talon nous vous adresserons les modalités de paiement.
Le prochain numéro de Regard sortira le 15 juillet 2012.

Rédaction :

Vasile Conta 4, Bucarest
Tel/Fax: (40) 21 317 7745
Courriel : catalina@regard.ro
Site Internet : www.regard.ro



OU BIEN, RENDEZ-VOUS À L'AGENCE CHARLES DE GAULLE POUR CLIENTÈLE INTERNATIONALE

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél.: +40(0) 21 318 26 97.